



uOttawa

L'Université canadienne
Canada's university

FACULTÉ DES ÉTUDES SUPÉRIEURES
ET POSTDOCTORALES



FACULTY OF GRADUATE AND
POSTDOCTORAL STUDIES

Nadièjda Bessin-Achour

AUTEUR DE LA THÈSE / AUTHOR OF THESIS

M.A. (Science Politique)

GRADE / DEGREE

École de science politique

FACULTÉ, ÉCOLE, DÉPARTEMENT / FACULTY, SCHOOL, DEPARTMENT

La discipline au sein du tourisme à Cuba : condition ou conséquence de son essor

TITRE DE LA THÈSE / TITLE OF THESIS

Hélène Pellerin

DIRECTEUR (DIRECTRICE) DE LA THÈSE / THESIS SUPERVISOR

CO-DIRECTEUR (CO-DIRECTRICE) DE LA THÈSE / THESIS CO-SUPERVISOR

EXAMINATEURS (EXAMINATRICES) DE LA THÈSE / THESIS EXAMINERS

Claude Denis

Matthew Paterson

Gary W. Slater

Le Doyen de la Faculté des études supérieures et postdoctorales / Dean of the Faculty of Graduate and Postdoctoral Studies

UNIVERSITÉ D'OTTAWA

POL 7999 : THÈSE

Présentée comme exigence finale de la maîtrise en Science Politique :

La discipline au sein du tourisme à Cuba : condition ou conséquence de son essor?

Par

Nadièjda Bessin

3493712



Library and
Archives Canada

Bibliothèque et
Archives Canada

Published Heritage
Branch

Direction du
Patrimoine de l'édition

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file *Votre référence*
ISBN: 978-0-494-18399-1
Our file *Notre référence*
ISBN: 978-0-494-18399-1

NOTICE:

The author has granted a non-exclusive license allowing Library and Archives Canada to reproduce, publish, archive, preserve, conserve, communicate to the public by telecommunication or on the Internet, loan, distribute and sell theses worldwide, for commercial or non-commercial purposes, in microform, paper, electronic and/or any other formats.

The author retains copyright ownership and moral rights in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

AVIS:

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque et Archives Canada de reproduire, publier, archiver, sauvegarder, conserver, transmettre au public par télécommunication ou par l'Internet, prêter, distribuer et vendre des thèses partout dans le monde, à des fins commerciales ou autres, sur support microforme, papier, électronique et/ou autres formats.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms may have been removed from this thesis.

Conformément à la loi canadienne sur la protection de la vie privée, quelques formulaires secondaires ont été enlevés de cette thèse.

While these forms may be included in the document page count, their removal does not represent any loss of content from the thesis.

Bien que ces formulaires aient inclus dans la pagination, il n'y aura aucun contenu manquant.


Canada

Remerciements

Sans la présence et le soutien de plusieurs personnes, la rédaction de cette thèse n'aurait été possible. Depuis le tout début, ma mère a été à mes côtés pour me soutenir et m'encourager, et je la remercie profondément, en lui dédiant cette thèse.

J'aimerais tout d'abord remercier Professeure Pellerin, ma directrice de thèse, qui m'a parfaitement encadrée et encouragée tout au long de ce processus. Plusieurs professeurs, de par leurs commentaires, leurs réflexions, et surtout, leur écoute ont contribué à l'élaboration de ce projet (certains, avant même que le projet ne prenne forme). C'est le cas des Professeurs Holly, Olivier, Brown, Reid, Elbe, dont la rencontre à certains moments de mon parcours académique, ont fait en sorte que je me trouve où je suis aujourd'hui.

Chacun de mes amis et des membres de ma famille ont contribué, à leur manière, à rendre cette expérience des plus enrichissantes. Je voudrais lever tout particulièrement mon chapeau à ma sœur Marie-Caroline et à ma meilleure amie Françoise : elles ont été présentes dans les moments les plus heureux et les plus difficiles également, et ont toujours trouvé les mots justes pour me reconforter. J'ai la chance d'être extrêmement bien entourée, et ne pourrait nommer tous ceux à qui je pense et que je veux remercier. À tous mes amis, qui m'ont épaulée depuis le début de cette aventure, je vous dis : Merci!

J'aimerais également remercier l'Université d'Ottawa pour l'aide financière qui m'a été accordée ainsi que l'École de Science Politique, et plus particulièrement les Professeurs Juillet, Giroux et Andrew avec qui j'ai travaillé et qui m'ont beaucoup appris sur le plan autant professionnel qu'académique. J'aimerais finalement remercier tous ceux que je n'ai pu nommer, faute de place, mais qui sont apparus à un moment donné, et qui, chacun à leur manière, m'ont épaulée.

Résumé

Au début des années 90, le Bloc Soviétique s'effondre. L'île de Cuba, fortement dépendante jusqu'alors de son allié, entre dans une crise économique sévère. Forcé de réagir promptement, le Gouvernement socialiste cubain décide d'investir dans un secteur économique jusqu'ici boudé, parce que fortement apparenté au capitalisme, le tourisme. Comment est-ce que le gouvernement Castriste est-il donc parvenu à permettre l'essor économique de ce secteur, tout en s'assurant que cette « invasion » capitaliste ne menace pas le régime?

Il sera question, grâce à l'analyse des législations imposées aux partenaires étrangers opérant dans le secteur des complexes hôteliers ainsi qu'à l'étude des structures mises en place par les autorités cubaines, de montrer que si le régime castriste est parvenu à maintenir le socialisme à Cuba, c'est grâce au fait que, contre toute attente, la discipline ait fait partie intégrante de l'essor de ce secteur, plutôt que d'en être la conséquence.

Table des matières

| | |
|--|--------|
| Introduction | p. 3 |
| CHAPITRE 1: La multiplication des complexes hôteliers à Cuba : historique des disciplines et contradictions inhérentes à cet essor..... | p. 14 |
| CHAPITRE 2: Complexes hôteliers, firmes multinationales et menace à l'État: la contribution des théoriciens du pouvoir à notre problématique..... | p. 33 |
| CHAPITRE 3 : Michel Foucault et son analyse du pouvoir : pour une meilleure compréhension des rapports de pouvoir à l'œuvre..... | p. 50 |
| CHAPITRE 4 : Travailleurs des complexes : comment s'assurer qu'ils ne représentent pas une menace pour le Régime..... | p. 77 |
| CHAPITRE 5 : Investisseurs étrangers : sous le joug des autorités cubaines ou réelle menace pour le Régime?..... | p. 100 |
| Conclusion | p. 129 |
| Bibliographie | p. 136 |

Introduction

Les auteurs d'*Empire*, Michael Hardt et Antonio Negri, défendent dans leur ouvrage l'hypothèse selon laquelle un nouveau paradigme de souveraineté serait en train de se mettre en place. Au sein de cet Empire (dont la souveraineté dépasserait celle des États-nations en les englobant tous), la société globale (la multitude), serait assujettie à un nouveau type de contrôle. Qualifiée de « société de contrôle », (concept emprunté à Gilles Deleuze), cette dernière aurait succédé à la société disciplinaire, à l'issue de la crise généralisée des institutions¹ telles que l'école, l'hôpital, la clinique, la caserne, la prison, etc.

Au sein du contexte actuel de mondialisation, où le retrait de l'État face au marché et où la mise en place d'un nouvel ordre global semblent primer, le concept d'Empire est particulièrement approprié et caractéristique des tendances actuelles sur la scène internationale. Les réflexions des deux auteurs (et plus particulièrement celle sur les différentes phases d'évolution du capitalisme) nous ont été très utiles : la logique de leurs analyses nous a permis de comprendre l'importance de mettre en lumière différents modes de contrôle sur les sociétés associés et adaptés à chacune de ces phases. Cette logique nous a ainsi permis de problématiser une relation entre pouvoir et économie que nous avons jugée peu explorée dans la littérature et qui est celle du tourisme à Cuba.

Depuis la chute du Bloc Soviétique, les échanges économiques entre Cuba et son allié idéologique et partenaire économique ont diminué de façon dramatique. La crise économique qui s'ensuit pousse les autorités cubaines à mettre en place un plan d'urgence de redressement de l'économie, tout en s'adaptant aux nouvelles contraintes posées par la

¹ Hardt Michael, Negri, Antonio, "Empire", Paris, Exils, 2000, p. 18

situation internationale. L'essor est donc donné à l'industrie touristique jusque là peu exploitée, essor facilité par la présence de ressources naturelles abondantes et par l'intérêt des investisseurs étrangers friands de vouloir développer un nouveau marché.

Certes, cette décision de la part du gouvernement cubain d'investir dans ce secteur, conjointement avec la mise en place d'une série de réformes économiques dans d'autres secteurs du pays, aida en partie l'île à se sortir du gouffre économique dans lequel elle se trouvait, mais la manœuvre n'était pas sans danger. Le gouvernement est fortement garant du maintien du communisme sur l'île et de la poursuite de l'idéologie socialiste à l'intérieur et à l'extérieur des frontières cubaines. Ainsi, permettre à un secteur fortement apparenté au capitalisme, qui plus est, amenant des personnes porteuses de cette idéologie au sein de l'île n'est pas sans risque pour le maintien de la pérennité des institutions communistes et de la poursuite des idéaux socialistes et ce, en temps de crise économique.

Pourtant, ce danger n'est pas relevé dans la littérature spécialisée sur Cuba depuis 1990. Le tourisme est traité le plus souvent sous un angle économique : peu d'auteurs y voient un danger pour le régime à Cuba (au contraire, le tourisme est souvent vu comme salvateur pour l'économie) et si certains relèvent la contradiction que représente l'essor donné à ce secteur économique dans le cadre des politiques d'État pro-socialistes, cette contradiction n'est abordée que légèrement. C'est le cas de Burchardt² et Moreno par exemple, qui expose les conséquences engendrées par le tourisme, sans voir dans ces dernières une menace pour le socialisme : "Tourism also brought to Cuba new forms of prostitution. [...] Workers in joint-ventures also receive other benefits and have access to

² Burchardt Hans-Jurgen, « Contours of the Future: the New Social Dynamics in Cuba », in *Latin American Perspectives*, issue 124, vol.29 no3, May 2002, p. 62

U.S. dollars, which provokes jealousy and anger among workers of other enterprises.”³ Les analyses de Mesa-Lago (spécialiste des questions cubaines et auteurs de nombreuses analyses depuis le début des années 90), vont dans la même direction que celle des deux autres auteurs :

Without disregarding the positive economic impact of tourism, it has created “small islands” not accessible to Cubans, a sort of “tourist apartheid”. The contrast between the meagerness of everyday life for the common citizen and those oases of opulence has provoked irritation and frustration in a society accustomed to a high degree of equality. Furthermore, it makes evident a dual standard: capitalism is all right for foreigners but not for Cubans⁴.

Cette absence dans la littérature a donc été l’élément déclencheur de la réflexion qui suit tout au long de ces pages. À notre avis, l’essor donné au tourisme à Cuba est une véritable menace au socialisme et nous tenterons de combler, grâce à ce travail, les lacunes de la littérature abordant le sujet.

Tout d’abord, la rencontre entre les touristes et les Cubains travaillant dans l’industrie et la possibilité pour ces derniers de gagner et de dépenser des dollars (ou toute autre monnaie étrangère) n’est pas sans amener de multiples contradictions. De plus, que dire des investisseurs étrangers qui occupent de plus en plus de place dans l’île : ces entités capitalistes non garantes de l’idéologie socialiste, et fonctionnant selon la logique du marché, s’implantant sur le territoire cubain, représentent une véritable menace pour le Régime. La construction de complexes hôteliers reproduisant le mode de vie capitaliste à

³ Moreno, José A., “From Capitalist to Socialist Culture, and Back to Capitalist Values?”, in *Cuban Socialism in a New Century: Adversity, Survival and Renewal*, Max Azicri and Elsie Deal Eds., Gainesville, University Press of Florida, 2004, p.55-56

⁴ Mesa-Lago, Carmelo, “Economic Policies for the 1990s”, in *Cuban Communism*, 9th Edition, Horowitz, Irving Louis et Jaime Suchlicki, eds, New Brunswick, New Jersey, Transaction Publishers, 1998, p.202-203

l'intérieur de ces infrastructures propres aux touristes et le fait même que ces partenaires opèrent sur le territoire cubain exposent le pays au capitalisme de manière accentuée.

L'objectif principal du Gouvernement cubain est de renforcer les structures communistes au sein de l'île, l'idéologie socialiste et le rejet du capitalisme. Pour éradiquer la menace que représente ce dernier face à l'État, le Gouvernement dirige ses efforts directement sur le peuple cubain pour aiguiller sa politique intérieure vers cette lutte et depuis la Révolution, c'est sur les Cubains que les autorités comptent largement pour maintenir les structures communistes sur l'île. Ainsi, le plus grand danger pour l'État a toujours été que les Cubains entrent en contact ou du moins aient un contact trop important avec les réalités capitalistes de l'extérieur (télévision, radio, dollar, etc.), ce qui aurait pu contribuer à l'affaiblissement, voir à la mobilisation des Cubains en défaveur du communisme. Pourtant, avec l'essor donné au tourisme, le contact entre ces derniers et les gens de l'extérieur s'accélère et les risques de menace au Régime, conjugués à la crise économique touchant durement le peuple, augmentent considérablement, rendant l'industrie du tourisme une véritable menace à la pérennité du Régime cubain : « The economic success of the tourist sector, the life-style of the tourists from capitalist countries, and the weakness of the peso, especially in the early 1990s, sent a message to some Cubans that market and capitalism were the only salvation for the troubled Cuban economy. »⁵

En permettant le partenariat avec des entreprises étrangères sur le territoire cubain, le Régime s'expose à un risque plus grand pour le socialisme : ces firmes multinationales (FMN), représentantes par excellence de la mondialisation et de l'internationalisation du capital, fonctionnent selon la loi de l'offre et de la demande et n'adhèrent pas souvent à

⁵ Campbell, Al, "The Cuban Economy", in Linger, Eloise and Cotman, John eds, *Cuban Transitions at the millennium*, Largo, Maryland, International Development options, 2003, p.177

l'idéologie socialiste. Habitues à s'implanter à l'étranger, là où l'offre est la plus alléchante pour la maximisation du profit, ces partenaire économiques représentent une menace pour le régime si, une fois implantées, leur importance vient à croître et si elles venaient lentement se substituer aux fonctions et aux rôles réservés à un gouvernement dirigeant une économie centralisée.

Comment donc expliquer que le régime cubain, qui a aussi fortement misé sur la censure pour rester au pouvoir, permette non seulement que son peuple assiste au « spectacle » offert par les étrangers en vacances, qui incarne le contraire même de ce qui est dénoncé par les autorités quand il s'agit de critiquer le mode de vie capitaliste, mais également, permette de laisser entrer les partenaires économiques étrangers, doublés de leurs pratiques capitalistes, sur le territoire cubain? Pourquoi au sein d'un régime qui dénonce le capitalisme, qui embrigade les corps et les esprits au sein de sa société, l'État permet-il une telle coexistence au sein de son territoire?

Comment l'État s'assure-t-il, tout en favorisant la croissance économique du secteur, que le tourisme ne menace pas le socialisme? Tout d'abord, il est important de préciser certains éléments. En effet, que voulons-nous dire exactement en parlant de « menace au socialisme »: nous nous référons à la période de la fin de la Guerre Froide, et à la chute des alliés soviétiques, donc à la chute du communisme. L'ex-U.R.S.S. et ses États satellites, au début des années 90, ont connu un changement drastique de leur économie : d'économie centralisée et de structures communistes marquées, elles sont passées à une économie capitaliste de marché, abandonnant complètement, avec ce qu'on appelle la

politique de la Glasnost et de la Perestroïka, initiée par Mikhaïl Gorbatchev⁶, le caractère socialiste et les structures communistes de l'époque de la Guerre Froide. Aujourd'hui, plus de quinze ans après la chute du Bloc de l'Est, et après la conversion de plusieurs régimes, à l'époque socialistes, en régimes capitalistes, Cuba se retrouve presque seul, avec quelques enclaves socialistes et communistes restantes : l'île lutte donc profondément pour conserver ses acquis socialistes dans ce nouveau contexte mondial.

Ainsi, à la lumière de ces explications, nous pouvons affirmer que Cuba, en 2005, reste un pays socialiste malgré la menace capitaliste qui plane. En effet, les acquis sociaux sont toujours présents, le secteur de l'éducation, de la santé, des services sociaux étant toujours gratuits et à la portée de la totalité de la population : "But Cuban socialism managed to survive [...]. Throughout this difficult and protracted period, the true national roots of the Cuban Revolution proved strong enough to withstand the most formidable test it has ever encountered."⁷

Ainsi, lorsque nous parlons d'une menace au socialisme à Cuba, nous nous référons à une chute drastique et à un passage marqué d'un système à l'autre, tel qu'il s'est vu en ex-U.R.S.S., qui aujourd'hui, est parfaitement convertie au capitalisme, et bien intégrée dans ce système tant à l'interne que sur la scène internationale. Parler de « menace au socialisme », ce n'est donc pas seulement la remise en question de ce modèle par la population, ou encore la multiplication des signes avant-coureurs annonçant l'installation progressive d'éléments caractéristiques du capitalisme au sein du pays. C'est véritablement à un passage décisif et officiel d'un régime socialiste à un régime capitaliste, tel qu'il s'est

⁶Chavier Jean-Marie, « Retour, vingt ans après, sur la Perestroïka Gorbatchevienne », juin 2005, dans *le Monde Diplomatique*, <http://www.monde-diplomatique.fr/2005/06/CHAUVIER/12473>, site consulté le 24 octobre 2005

⁷ Azicri, Max, *Cuban Socialism in a New Century: Adversity, Survival and Renewal*, Max Azicri and Elsie Deal Eds., Gainesville, University Press of Florida, 2004, p.3-4

vu en ex-U.R.S.S., que nous nous référons, et surtout, un passage d'un système à l'autre tel qu'il s'est vu arriver à Cuba, de manière particulièrement nette et marquée, lors de l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro, chassant non seulement Fulgencio Batista, dictateur de l'époque, mais également le capitalisme de l'île.

Nous proposons donc l'hypothèse suivante, à la lumière de ces explications, afin d'expliquer comment l'État s'assure, tout en favorisant la croissance économique du secteur, que le tourisme ne menace pas le socialisme :

L'État a structuré le secteur du tourisme de façon à ce que la discipline aiguille et alimente les pratiques propres à la gestion de cette industrie. En d'autres termes, la discipline n'a pas été uniquement la conséquence de l'essor donné au tourisme, elle a fait partie intégrante de ce dernier, l'accompagnant afin de permettre le maintien du projet socialiste, d'une part, et la croissance économique du secteur, d'autre part.

Cette hypothèse est plutôt contre-intuitive : tout d'abord, il faut garder à l'esprit la soudaineté et la rapidité de la chute du Bloc Soviétique. Pour le Gouvernement cubain dont la survie économique d'abord, mais idéologique ensuite, dépendait presque uniquement du partenariat avec l'ex-U.R.S.S., la rapidité de la chute rendait presque impensable la mise en place et l'élaboration d'une stratégie d'adaptation économique de l'île au nouveau contexte international (c'est pourquoi, à l'époque, certains spécialistes tels que Oppenheimer et Baloyra⁸ par exemple, prédirent la chute du régime cubain) : "Cuba's socialist experiment had long been in bad health. Now, it was under intensive care. Baring

⁸ Baloyra, Enrique A., *Conflict and Change in Cuba*, Baloyra Enrique A., James A. Morris Eds., Albuquerque, University of New Mexico Press, 1993, p.300

a major American or Cuban-exile initiative that would revive nationalistic fervor on the island, its death was near.”⁹

De plus, l’essor donné à un secteur de l’économie fortement apparenté à l’essor du capitalisme mondial, de la mondialisation, est contradictoire pour Cuba. Pour un État qui lutte contre ce symbole, permettre l’investissement dans ce secteur de l’économie pourrait sembler constituer une situation dans laquelle le gouvernement, acculé au pied du mur, n’a pas eu d’autre choix que de lancer ce secteur. Une fois lancé, le tourisme aurait pu marquer la fin du socialisme, en permettant l’instauration brutale du capitalisme dans l’île; la crise ayant fortement affecté le peuple cubain, la volonté des autorités de lutter contre le capitalisme serait alors remise en question par ce dernier : « The Cuban economy clearly is under significant pressure from internal forces (growing public discontent [...]) »¹⁰

Enfin, dire que la discipline a accompagné l’essor économique semble contre-intuitif lorsqu’on observe les diverses formes de dérégulations liées à l’essor du libéralisme : les acteurs financiers et économiques profitent plutôt d’une vague de liberté et d’une grande marge de manœuvre dans leur opérations et transactions courantes, ce qui pousse à croire que l’imposition d’une certaine discipline poserait un frein à leurs activités, ainsi qu’au profit engendré par ces dernières, et qu’ils seraient tentés de ne pas la respecter ou de l’ignorer en s’implantant ailleurs.

En fait, si à prime abord cette hypothèse semble peu vraisemblable, elle explique cependant la raison pour laquelle le tourisme, aujourd’hui, est un secteur lucratif qui a connu une croissance sans équivoque tout en permettant le maintien du régime socialiste à

⁹ Oppenheimer, Andres, *Castro’s Final Hour. The Secret Story Behind the Coming Downfall of Communist Cuba*, New York, Simon and Shuster, 1992, p. 422

¹⁰ Askari, Hossein G. and al., *Case Studies of U.S. Economic Sanctions : The Chinese, Cuban, and Iranian Experience*, Westport Connecticut, Praeger, 2003 , p.123

Cuba. Afin d'appuyer cette hypothèse, nous proposons l'articulation de notre réflexion de la manière suivante.

Le premier chapitre sera consacré à un bref survol des disciplines administrées à Cuba par le gouvernement de Fidel Castro depuis son arrivée au pouvoir en 1959. Seront abordés les réformes en matière d'éducation en premier lieu : comment celles-ci ont contribué non seulement à l'éducation généralisée de toute la population cubaine, mais surtout comment le contenu (homogène et généralisé à toute l'île) de cette éducation a contribué à former, renforcer et entretenir l'idéologie socialiste à Cuba. L'étude des disciplines touchera également les méthodes répressives mises en place par le Gouvernement pour pallier d'éventuels mouvements de dissidence et de contestation. L'absence de liberté d'expression et d'association, caractéristiques de régimes non-démocratiques, ainsi que la censure et la « prise en otage » par le Gouvernement cubain des médias (presse, radios, télévision, littérature...) à des fins de propagande idéologique, seront abordés en dernier lieu. Il sera donc question de montrer comment depuis 1959, la mainmise du Gouvernement cubain sur toutes les sphères de la société cubaine (autant privées que publiques) est telle que la menace capitaliste s'en trouve complètement court-circuitée par les efforts généralisés des autorités. En deuxième partie de ce chapitre sera abordée la question du tourisme actuel : ses spécificités, son mode de fonctionnement, l'importance de son essor depuis la fin des années 80. Inclure ces deux parties au sein d'un même chapitre permettra de montrer toute l'importance du sujet étudié : la contradiction évidente qui se dresse entre lutte contre le capitalisme depuis tant d'années et au prix de tant d'efforts, et croissance d'un secteur en parfaite opposition avec les buts recherchés par l'État.

Le deuxième chapitre consistera en une présentation de la littérature importante à la compréhension de notre problématique : en effet, ce que l'on cherche à comprendre est comment, au sein d'un régime qui embrigade autant corps et esprits, le Gouvernement peut-il permettre et surtout encourager la croissance d'un secteur aussi fortement apparenté au capitalisme sans que cela ne nuise au socialisme? Dans la mesure où l'on s'interroge sur les techniques et les moyens utilisés par un gouvernement, donc sur l'administration d'une forme de pouvoir, il sera question d'étudier le corpus littéraire traitant de ce dernier : comment définit-on le pouvoir, comment se manifeste-t-il, quel est le rapport de domination au sein des relations de pouvoirs... afin de voir si celui-ci serait à même de nous aiguiller dans notre réflexion. Il permettra également de former un cadre conceptuel, qui sera la base de notre argumentation.

Le troisième chapitre consiste en une présentation du cadre conceptuel choisi et de son opérationnalisation dans le cadre de notre recherche. L'approche théorique utilisée dans cette thèse est en partie un cadre conceptuel tiré des analyses de Michel Foucault. Auteur particulièrement éclectique, ses recherches portent sur de nombreux sujets mais ce que l'on retiendra plus particulièrement pour les fins de cette thèse seront ses travaux portant sur le pouvoir, et nous adopterons donc sa conception du rapport de domination présent dans le pouvoir. Ce cadre conceptuel nous permettra d'analyser des éléments qui n'ont pu être adéquatement expliqués par des théories qui laissent de côté plusieurs des outils-clé chez Foucault, et qui est entre autres, la manière dont sont administrés la politique et le pouvoir sur une société donnée. La spécificité de son analyse sera expliquée dans ce chapitre, ainsi que les raisons pour lesquelles nous avons jugé pertinent d'adopter ce cadre conceptuel pour les fins de notre recherche.

Pour ce qui est des deux derniers chapitres qui constituent la stratégie de vérification de notre hypothèse, nous avons, surtout par mesure de clarté, jugé bon de les présenter en deux temps. Dans la mesure où l'hypothèse étudie deux sources de dangers potentiels (les travailleurs des complexes et les investisseurs étrangers), nous avons préféré, puisque les documents utilisés sont différents dans les deux cas, séparer la démonstration. Nous exposerons également la méthodologie choisie afin de mener à bien notre stratégie argumentative ainsi que les paramètres et les limites de celle-ci.

Le but de cette thèse sera de montrer comment dès le début de la crise¹¹, le gouvernement a organisé l'essor de l'industrie, de concert avec la mise en place de mécanismes disciplinaires qui ont accompagné la croissance économique qu'a connue ce secteur de l'économie, sans contrevenir à la poursuite du projet socialiste. Nous tenterons tout au long de ce travail de vérifier cette hypothèse, puis reprendrons en conclusion les divers éléments qui la compose, afin d'infirmer ou de confirmer cette dernière.

¹¹Site officiel du Ministère de l'investissement étranger et de la coopération économique, www.minvec.cu, site consulté le 3 avril 2005

CHAPITRE 1: La multiplication des complexes hôteliers à Cuba : historique des disciplines et contradictions inhérentes à cet essor.

*Situé directement sur une plage magnifique, hôtels 5 étoiles, buffet à volonté pour tous les repas et les collations, boissons alcoolisées à volonté, résidence hôtelière de haut standing, 4 piscines, chambre de luxe avec vue sur mer...*¹²

Les descriptions des complexes hôteliers à Cuba sont toutes plus alléchantes les unes que les autres. Le tourisme à Cuba a pris cette forme communément appelée « tout inclus »¹³, une formule qui plaît autant au touriste qu'aux agences de voyages, aux grossistes et aux compagnies aériennes.

“The most spectacular rooms at Cayo Largo will rise above the surface of a tranquil lagoon — accessible by raised wooden walkways strung with handmade railings of twined rope reminiscent of pirate days,” says the brochure. “Each unit has its own small jetty and private sailboat. Inside, modern features will deliver guests into a world of unique luxury.” The resort will also have a Central Village, “featuring a swimming pool that meanders in and around the restaurant complex.” Set back from this central area will be rooms housed in two-story structures built in groups of eight. Second-floor units will have ocean views¹⁴.

Résidences particulièrement luxueuses, offrant de plus en plus d'activités de toute sorte dont le nombre dépasse ce que le touriste peut réellement se permettre de faire pendant la durée de son séjour, le complexe hôtelier est calqué sur un modèle utopique de « paradis sur terre ». Paradis terrestre certes, mais surtout, paradis capitaliste par

¹² Grossiste Caribe Sol: *Caribe Sol: Le Spécialiste de Cuba*, Guide d'hôtels à Cuba, 2004, p.9

¹³ Ibid., sur les 59 hôtels répertoriés dans le catalogue de Caribe Sol, 48 sont de type “tout inclus” et 11 comprennent au moins le petit déjeuner: ces 11 hôtels sont situés à La Havane, et sont des hôtels plutôt destinés à recevoir une clientèle d'affaire. Ces hôtels n'étant pas situés sur une plage, ils ne sont pas orientés vers un tourisme de type balnéaire et de divertissement.

¹⁴ Luxner, Larry, “Meliá to invest millions in 2 new resorts; chain already manages 22 Cuban hotels”, 2002, http://64.233.167.104/search?q=cache:AVawfVbGw_cJ:www.luxner.com/cgi-bin/view_article.cgi%3FarticleID%3D1040+gabriel+canav%C3%A8s&hl=fr, site consulté le 14 août 2005

excellence. Le modèle de consommation à outrance est recréé afin de bercer le touriste dans l'illusion qu'il est client-roi, ce qu'il est d'ailleurs, puisqu'à part certains détails techniques ennuyants (perte des bagages à l'aéroport, oubli d'une réservation, etc..) ce dernier, dès son arrivée, se sent comme chez lui, et tout le personnel ainsi que la direction font en sorte que son séjour soit impeccablement orchestré et des plus agréables. Pendant la durée du séjour, le touriste est maître de choisir son itinéraire à travers le complexe, de programmer ses activités comme il l'entend, de manger à sa faim voire plus, grâce au système de buffet à volonté. Enfin, le décor paradisiaque qui l'entoure, la chambre dans laquelle il habite temporairement, bref tout ce qui se trouve être au sein de ce complexe est pensé afin que le touriste profite abondamment de son séjour.

Ce modèle de complexe hôtelier et cette forme de séjour n'ont rien de particulièrement nouveau, peut-on affirmer, car si on prend pour exemple les premiers Club Med, chaîne française pionnière dans l'exploitation de ce type de vacances, ainsi que la multiplication des complexes hôteliers non seulement à travers le monde, mais surtout dans les pays en développement, Cuba n'a rien d'exceptionnel ni d'innovateur dans ce domaine.

Pourtant ce n'est pas tout à fait vrai, à une caractéristique près : Cuba est une île dont le régime politique est non seulement communiste, mais aspire également à un rejet presque total de la mentalité capitaliste de consommation à outrance, et ce, depuis les débuts de la Révolution :

The new mobilization strategy involved nothing less than implementing and internalizing in most Cubans a new ethical code. The salient feature of the new morality was altruism. Cubans were to dedicate their lives entirely to the needs (as perceived by the revolutionary leadership) of the Revolution, to their fellow Cubans, and to humanity. They were to be cleansed of the egoism, individualism, materialism, and

selfishness thought to be characteristic of men under capitalism¹⁵.

Ainsi, l'intérêt de cette réflexion réside dans le fait qu'au sein d'un pays où les autorités se battent pour la préservation du communisme, cette forme de tourisme ait non seulement vu le jour, mais se soit autant développée de la sorte. La parfaite opposition entre la réalité cubaine communiste et le concept du complexe hôtelier implanté dans l'île nous semble être particulièrement riche en interrogations de toutes sortes, interrogations que nous tenterons de clarifier tout au long de ce travail.

Pour bien saisir l'importance de cette contradiction, il importe tout d'abord de faire un retour en arrière, afin d'examiner les mécanismes mis en place à l'issue de la Révolution de 1959 par le Gouvernement cubain, mécanismes destinés à instaurer un nouvel ordre à Cuba.

1) La société cubaine : sous le joug d'une discipline omniprésente depuis 1959

À la suite de la Révolution cubaine, l'arrivée de Fidel Castro au pouvoir en 1959 marque le début du régime communiste dans l'île. La dictature de Fulgencio Batista a profondément secoué le peuple cubain, et le pays est à reconstruire dans tous les domaines : taux élevé d'analphabétisme, de mortalité infantile et autres, inégalités sociales affolantes, le pays est complètement secoué par son ancien chef.

La lutte au capitalisme : réformes sociales et surveillance de la population

Fidel Castro se propose de reconstruire l'île, et surtout d'ajuster les déséquilibres sociaux tout en faisant la guerre au capitalisme, jusque-là très présent. Prostitution,

¹⁵ Ritter, Archibald R.M., *The Economic Development of Revolutionary Cuba, Strategy and Performance*, New York, Praeger Publishers, 1974, p.269

présence américaine de masse, venue jouer dans les casinos et dépenser ses dollars sur l'île du vice à l'époque qualifié de « Bordel des Caraïbes », Cuba avait bien mauvaise réputation : les premiers gestes posés par le nouveau Gouvernement éradiquèrent ces fléaux sociaux, hautement attribués aux vices de l'impérialisme et surtout du capitalisme :

Le jeu, le trafic de stupéfiants et la contrebande ont été radicalement supprimés et on devait plus tard prendre les mesures nécessaires pour supprimer la prostitution qui imposait à tant de femmes modestes du peuple une destinée si humiliante grâce à des mesures justes et humaines.¹⁶

Dès les premiers instants de la Révolution, une panoplie d'institutions a vu le jour. Un véritable réseau de surveillance est organisé par le Gouvernement afin de s'assurer de l'obéissance des Cubains. Des civils sont embauchés pour surveiller et dénoncer leurs voisins. La dissidence est vite écartée et persécutée, le Régime ne permettant pas les écarts de conduite et de pensée quels qu'ils soient. Enfin, cette dissidence, lorsqu'elle est arrêtée, est emprisonnée et rapidement, l'île devient un lieu d'enferment où il ne fait pas bon donner son opinion, sous peine d'être persécuté : « Certainly, opposition developed, and by the late 1960s an estimated 20,000 political opponents of the government languished in prison ». ¹⁷

De structure hiérarchique, chacune des factions de surveillance ou des associations a une mission déterminée par les besoins du Régime et est sous l'égide des agences étatiques et des élites révolutionnaires. On compte notamment la Fédération des Femmes Cubaines (FMC), la Fédération des Petits Paysans, et le pouvoir populaire (Poder Popular) comme

¹⁶ Castro, Fidel, *Bilan de la Révolution Cubaine, Rapport Central au 1er Congrès du Parti Communiste cubain*, Paris, François Maspero, 1976, p.37

¹⁷ Pérez Jr., Louis A., *Cuba: Between Reform and Revolution*, 2nd Edition, New York, Oxford University Press, 1995, p.349

petits regroupements; c'est cependant le Comité de Défense de la Révolution (CDR)¹⁸ qui se déploie à travers le pays, avec une structure établie de manière à couvrir tout le territoire : des représentants du CDR oeuvrent à l'échelle nationale, provinciale, et locale (souvent responsables de leur propre rue) et s'affairent à garantir au Régime la pérennité des institutions communistes ainsi que la lutte aux activités contre-révolutionnaires, de sabotage ou de violence face au Régime.

Un système de santé hors pair est créé, et le taux de mortalité, qu'il soit infantile ou autre, ne cesse de chuter considérablement, passant de 6.3/1000 (taux de mortalité de la population en général) en 1958 à 5.7/1000 en 1978 et de 33.4/1000 (taux de mortalité infantile) en 1958 à 22.3/1000 en 1978¹⁹. Des médecins sont envoyés dans les campagnes et la santé de la population cubaine ne cesse de s'améliorer, étant prise en charge par l'État. Cependant, cette amélioration n'est pas un choix. Une surveillance accrue est mise en place afin de s'assurer que les vaccins et le traitement des maladies se fait automatiquement. Des CDR, chargés de surveiller le territoire qui leur a été assigné, ont comme mission (entre autres) de vérifier que les habitants sous leur direction soient en bonne santé : "One of their most significant accomplishments was in the area of public health.[...]. CDR public-health officers often supervised block clean-up, fix-up campaigns, and reported any untreated health problems and violations of the Public Health Code"²⁰.

Être membre de ces organisations est d'une importance capitale pour tout Cubain voulant s'assurer de la reconnaissance des autorités, ainsi que préserver une bonne qualité

¹⁸ Aguirre, Benigno E., "The Conventionalization of Collective Behavior", in *Cuban Communism*, Horowitz, Irving Louis et Jaime Suchlicki, eds., 11th edition, New Brunswick, New Jersey, Transaction Publishers, 2003, p.245

¹⁹ Mesa-Lago, Carmelo, *The Economy of Socialist Cuba, a Two Decade Appraisal*, Albuquerque, University Of New Mexico, 1981, p.41

²⁰ Lewis, Oscar, Ruth Lewis and Susan M. Rigdon, *Living the Revolution: Neighbors, An Oral History of Contemporary Cuba*, Chicago, University of Illinois Press, 1978, p.535

de vie. En effet, appartenir à l'une de ces organisations permet de bonifier son dossier de « bon citoyen » et ouvre les portes à plusieurs avantages sociaux, tels qu'une meilleure éducation, un meilleur emploi ou même un meilleur logement.

L'éducation : pierre angulaire des réformes castristes

Dès 1959, le système éducatif est mis en place afin que la totalité (même les plus âgés) de la population soit scolarisée. Les universités ouvrent leurs portes et des écoles sont implantées dans les petits villages éloignés de la capitale, ainsi que dans les campagnes où la scolarisation se fait de pair avec le travail dans les champs.

Ce qu'il faut préciser, c'est que l'éducation qui est offerte dans ses écoles sert également de moyen de former la jeunesse, entre autres, selon les nouvelles dispositions du Parti : s'ils apprennent à lire et à écrire, les jeunes et les moins jeunes apprennent également à penser, et à évoluer selon ce qu'attendent les autorités en place.

What began for many as a revolutionary reaction against inequalities within the educational system has increasingly become a political and doctrinaire reform of education as an integral and essential part of Marxism-Leninism.[...] [T]he third aim of the educational program, at least 18 months preceding the preparation of this account, has been directed in support of the new economic system, to strengthen incentives for work and saving, to spread awareness of national needs and intentions, in essence to speak directly and specifically to the individuals who make up the system, in an attempt to win their informed cooperation and to fire their enthusiasm for the task of developing a whole country and "of building its peoples into a Socialist Nation."²¹

Il ne s'agit donc pas seulement d'instruire, il s'agit de mouler et d'inculquer les normes et les valeurs fondamentales, indispensables à la poursuite des idéaux révolutionnaires et au renforcement du régime en place. Les autorités ne le dissimulent pas

²¹ Seers, Dudley, Cuba, *The Economic and Social Revolution*, Westport, Connecticut, Greenwood Press Publishers, 1975, p.178

et avouent ouvertement que l'Éducation, domaine appartenant à l'État, est un moyen de reconduire la pensée communiste et de mouler les écoliers selon les normes du Parti Communiste²².

L'objectif de la Révolution cubaine est de réaliser la société communiste. Parvenir à ces résultats suppose un changement profond dans la conscience des individus. L'enseignement ayant été nationalisé, c'est dans les écoles et grâce à des professeurs sélectionnés que l'on pouvait le mieux modifier le comportement des jeunes. L'éducation joue donc un rôle décisif dans l'avenir politique du pays²³.

Ce qu'il faut créer, en fait, c'est l' « Homme Nouveau », car grâce à sa reproduction et sa multiplication, « l'Homme Nouveau » entouré de ses homologues constituera et parfera la société nouvelle : l'homme nouveau, c'est surtout l'homme qui démontre des qualités dont l'altruisme, la générosité envers la collectivité qui passe avant son bien-être personnel, et les sacrifices journaliers au renforcement des idéaux de la Révolution. En définitive, c'est l'exact opposé de l'homme capitaliste et de la société qui l'entoure :

In accordance with the ideas of Che Guevara, they [the Cuban leaders] decided to begin building the new communist society; gradually do away with money and the money economy; distribute goods and services according to the essential principle of communism.[...] The "New Socialist Man" is a self sacrificing idealist who willingly and gladly works not for his private gain, but for the welfare of the society.²⁴

La lutte au capitalisme : les réformes économiques

Les premières tentatives de Fidel Castro, libérateur et héros national, devenu Chef d'État, afin d'améliorer les conditions de vie dans l'île se sont rapidement tournées vers

²²Leiner Marvin, « Les principaux changements dans l'Éducation », dans *Cuba : Chemin Ouvert*, Mexico, Impreso en Grafica panamericana, 1973, p.235

²³Alphandery, Jean-Jacque, *Cuba, l'Autre Révolution Douze ans d'Économie Socialiste*, Paris, Éditions Sociales, 1972, p.113

²⁴Dolgoft, Sam, *The Cuban Revolution a Critical Perspective*, Montreal, Black Rose Books Ltd, 1976, p.153

l'économie. Il ne s'agit pas de dresser un portrait exhaustif, dans cette partie, des réformes économiques qui ont été réalisées depuis le début de la Révolution, mais plutôt de décrire la situation des multinationales et de la propriété privée à Cuba afin d'être mieux à même de saisir la question du développement du tourisme vers les années 1990 et d'interpréter toute l'importance du questionnement que nous nous proposons de faire.

Pour renforcer la lutte au capitalisme, les réformes économiques n'ont pas tardé à se faire. Deux réformes agraires ont vu le jour, permettant aux petits agriculteurs louant leurs terres aux grands propriétaires fonciers (Latifundistas) de récupérer une partie des terres. Les Latifundistas, qui se virent réduire leur exploitation agricole dès la première réforme pour ensuite se la faire enlever au profit de l'État dans la deuxième, ne purent qu'accepter le changement, en quittant le pays s'ils jugeaient les réformes trop injustes.

À l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro et de ses acolytes, les sociétés et entreprises implantées et exploitant sur le territoire cubain étaient en majeure partie américaines. Afin de contrer les velléités impérialistes des entreprises pétrolières, (et ce fut le cas de Shell, Texaco et Standard Oil)²⁵, Castro nationalisa ces dernières. Enfin, toute exploitation quelle qu'elle soit, si elle générait une part de profit, devint rapidement propriété de l'État, et la nationalisation massive des entreprises se fit dès les débuts de la Révolution. L'État cubain lança un vaste mouvement d'expropriation, de saisie des propriétés privées, et ce, sans compensation aucune aux propriétaires.

Cuba seized the properties of U.S. and other foreign nationals on the island starting in 1959, with the bulk of expropriations taking place in the second half of 1960. [...] The laws issued by the Cuban Government to implement the expropriations of the holdings of U.S. nationals contained undertakings by the

²⁵ Alphantery, Jean-Jacque, *Cuba, l'Autre Révolution Douze ans d'Économie Socialiste*, Paris, Éditions Sociales, 1972, p.42-43

state to provide compensation to the owners. Nevertheless, in almost all cases, no compensation was ever paid²⁶.

Ce mouvement d'expropriation se généralisa à toute l'île, et une dizaine d'années après l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro, la nationalisation des entreprises privées fut complétée.

La censure et la propagande

Afin de s'assurer de la participation active de toute la population cubaine au nouveau projet de société, et de s'assurer qu'il n'y ait pas de mouvements contestataires et révolutionnaires qui se forment, Castro met en place un système de surveillance, de contrôle de la population et de propagande à la fine pointe. Les efforts se tournent rapidement du côté des médias et du contrôle de l'information, ce que Fidel Castro considère dès le début être une courroie de transmission de l'idéologie par excellence. Rapidement, la radio, la télévision et la presse écrite sont contrôlées par le Parti, qui nationalise la totalité des moyens de communications.

The state-owned or -dominated media were put into service to secure the legitimacy of the revolutionary power and to promote the construction of the socialist society. [...] Parallel to the limitations on content and programs, Cuban socialism brought about the massive spread of mass media to all sectors of society. With 6 national, 16 provincial and 36 local stations, state radio covers all parts of the country [...] since 1980, the two national TV stations, *Cuba vision* and *Telerebelde*, cover more than 93 percent of nation's territory [and] thanks to the literacy campaign, and the push for a broad educational system, practically the entire population also became a target audience for print media²⁷.

²⁶ Travieso-Diaz, Matias F., *The laws and Legal System of a Free-Market Cuba*, Westport Connecticut, 1997, p.72-73

²⁷ Hoffman, Bert, *The Politics of the Internet in Third World Development: Challenges in Contrasting Regimes with Case Studies of Costa Rica and Cuba*, New York, Routledge, 2004, p.183-185

La propagande commence à se faire entendre et voir, que ce soit sur les murs de la ville, ou encore par le biais de discours donnés sur la place publique et retransmis sur les ondes des radios cubaines. La programmation de ces stations de radio est d'ailleurs contrôlée par l'État ainsi que celle de la télévision, lorsque celle-ci arrive dans les foyers.

Les rassemblements sur la place de la Révolution deviennent presque obligatoires pour tous (sauf pour les personnes âgées, les infirmes, les mères s'occupant de jeunes enfants) et la présence de chaque citoyen (ainsi que son transport de la maison au lieu du rassemblement) est notée et contrôlée en tout temps par l'officier du CDR en charge. À chaque instant, avant, pendant et après l'évènement, le CDR contrôle tous faits et gestes des individus, ainsi que ses déplacements, et sur le lieu du rassemblement, quadrillé de manière à ce que chaque Cubain ait sa place (avec son nom et son numéro) et y reste, des CDR chargés de prêter main forte à leurs homologues venus de loin s'assurent que rien ni personne n'échappe à la surveillance des autorités.

The article speaks of an old man, poorly shaved, retired, who reportedly entered the parade lines, passed by the reviewing stand [...] and then asked [...] for permission to leave because he was too old to continue with the rest. The Union members with whom he joined the parade lines, recognized him immediately as a stranger; he was not a member of their group! The intent of the *Granma* article is to celebrate the man's patriotism, but the unintended message [...] is that a stranger can be recognized among a million faces.²⁸

Le glissement vers l'oppression : la persécution des homosexuels

Certes, tout est mis en place par le Gouvernement pour contrôler la propagation de l'idéologie socialiste. La liberté de presse, d'association et d'expression sont complètement occultées, ce qui transforme rapidement le régime de Castro en une dictature qui se vante

²⁸ Aguirre, Benigno E., "The Conventionalization of Collective Behavior", in *Cuban Communism*, Horowitz, Irving Louis et Jaime Suchlicki, eds., 11th edition, New Brunswick, New Jersey, Transaction Publishers, 2003, p.249

cependant de suivre des politiques bénéfiques pour l'ensemble de l'île, malgré les moyens qui sont utilisés pour y arriver. Mais malgré la volonté des autorités d'expliquer l'emprisonnement et l'utilisation de la répression envers la dissidence, comme un moyen de garantir le socialisme, le Gouvernement cubain a également usé d'oppression, face à un groupe en particulier : les homosexuels. Particulièrement persécutés pendant les années 70, les homosexuels cubains n'avaient pour la plupart, fait aucune contestation envers le Régime, bien au contraire le plus souvent.

C'est le cas de Reinaldo Arenas, qui, dès les débuts de la Révolution, s'était vu décerner un prix par les autorités cubaines pour son bon travail de citoyen et d'intellectuel suivant les idées du Parti²⁹. Pourtant, quelques années plus tard, ce dernier fut emprisonné par les mêmes autorités qui avaient alors amorcé une véritable « chasse aux sorcières » à Cuba.

The first known rumors about persecution of gays in Cuba date in 1961 with the disclosure that police were conducting organized street raids aimed at homosexual prostitutes. [...] Innocent homosexuals became victims of police violence, however and were arrested along with these so-called anti-social groups³⁰.

L'exemple de la persécution faite aux homosexuels montre que le Régime cubain, même s'il se vante d'avoir voulu instaurer un meilleur système et sauver les Cubains de l'impérialisme et des dangers du capitalisme, a également commis de nombreuses injustices depuis son arrivée au pouvoir. La répression utilisée contre la dissidence a ainsi

²⁹ Arenas, Reinaldo, *Avant la nuit*, Paris, Julliard, 1992, p.442 (autobiographie)

³⁰ Ocasio, Rafael, "Gays and the Cuban Revolution: The Case of Reinaldo Arenas", in *Latin American Perspectives*, Issue 123, vol. 29, no 2, march 2002, p.79

glissé vers une oppression faite à un groupe de citoyens pourtant peu enclins à renverser le Régime.

2) La chute de l'Empire Soviétique : crise économique et instauration du tourisme à Cuba

2.1) La fin d'un partenariat économique et idéologique

Fortement dépendant de son allié soviétique et ses États satellites, Cuba a, depuis la Révolution, entretenu des relations bilatérales très serrées avec ces derniers. Alliance fondée sur des similarités idéologiques marquées, l'ex-U.R.S.S. s'est portée garante du soutien économique de l'île, échangeant pétrole, technologies et autres contre d'énormes quantités de sucre.

In 1989 as the Berlin Wall crumbled, the command socialist economies of Eastern Europe began to collapse one after another, and the Soviet Union moved toward a market economy, the Cuban economy was confronted with serious problems. The reduction of Soviet petroleum deliveries by 25 percent led to an energy crisis and the loss of a surplus normally reexported for needed hard currency. The unification of Germany deprived Cuba of its second-largest trading partner. Its foreign commerce was further undermined by the abandonment of the system of barter and preferential prices maintained by the Soviet Union and its former Eastern European partners and by the need to trade in hard (dollar) currency.³¹

Une crise s'ensuit, qui plonge l'île dans un marasme économique des plus complets, forçant le gouvernement cubain à mettre en place une stratégie de redressement de l'économie s'appuyant en grande partie sur l'essor donné à l'industrie du tourisme. Les ressources naturelles luxuriantes, les plages vierges et la richesse de la végétation font en sorte que l'île est un paradis sur le plan touristique. Jusque-là peu exploité, et même boudé,

³¹ Chilcote, Ronald H., "Introduction", in "The Cuban Revolution into the 1990s", Centro de Estudios Sobre Americas eds, Boulder, Westview Press, 1992, p.2

le secteur du tourisme fit l'objet d'une véritable remise à neuf, et de nombreux investissements furent mis en place afin de promouvoir un secteur de l'économie qui avait été laissé de côté, parce que ne correspondant pas aux aspirations du Gouvernement cubain : en effet très présent à l'époque de Batista, où les touristes étaient en grande partie Américains, le tourisme est perçu comme étant un vice lié au capitalisme, et une réalité appartenant à un mode de vie centré sur la consommation à outrance, caractéristique des sociétés capitalistes.

Le tourisme à Cuba : une entrée de devises rapide

Très rapidement, le Gouvernement cubain autorise et signe des ententes avec divers partenaires étrangers, en majeure partie espagnols, français, canadiens et d'Amérique Latine, car l'entreprise n'est pas possible sans eux : en effet, si les richesses naturelles sont là, la crise fait en sorte que la construction d'infrastructures et l'investissement dans le secteur n'est possible qu'avec une aide extérieure.

Le dollar américain, devise fortement convoitée et symbole des réalités du monde extérieur à l'île, est, depuis 1993,³² accessible à la totalité de la population : à la suite de réformes mises en place par le Gouvernement cubain qui voyait échapper les devises américaines au profit du marché noir, les Cubains peuvent utiliser cette dernière. Devant les contradictions inhérentes à cette réglementation, le Gouvernement cubain légalisa la possession et l'utilisation de la devise dans les boutiques autrefois exclusivement destinées aux touristes et aux possesseurs « légaux » (autres que le peuple cubain) de dollars américains afin de garantir la rétention de ces devises au sein des marchés officiels. Lorsqu'on connaît la valeur du peso comparé au dollar américain (le cours du change a

³² Azicri, Max, *Cuba Today and Tomorrow: Reinventing Socialism*, Gainesville, University Press of Florida, 2000, p.140

fluctué énormément mais semble se situer entre 20 et 35 pesos pour un dollar américain sur le marché noir et au cours « quasi-officiel »³³, il est d'autant plus indispensable de se procurer des dollars dans l'optique d'une élévation du niveau de vie et de la forme de consommation (qui dépasse la simple survie, voire qui tombe dans le superflu).

Le tourisme : importance du dollar américain pour les Cubains

Certes, la source la plus directe pour se procurer des dollars américains (autre que les transferts des exilés aux familles vivant sur l'île et le marché noir) est un emploi dans l'industrie du tourisme, d'où l'attrait que représente cette dernière aux yeux des habitants de l'île, mais ce mécanisme n'est pas sans entraîner quelques contradictions : tout d'abord, il est important de préciser que le niveau des salaires des travailleurs de cette industrie est le même que celui des salaires octroyés pour les autres emplois rémunérés par l'État, mais la possibilité pour ces travailleurs de recevoir des pourboires, étant en constante interaction avec les touristes, et ce, quel que soit le service offert, leur donne accès à la devise plus facilement qu'aux autres travailleurs³⁴. Cette inégalité dans les niveaux de salaires a comme effet un « exode des cerveaux » au profit du tourisme, de cadres et travailleurs spécialisés, éduqués, tels que les professeurs, médecins, ingénieurs, etc., conséquence directe de la différence salariale qui existe entre ces métiers qualifiés de prestigieux mais rémunérés par l'État (donc en pesos) et les professions liées aux tourisme et qui ne requièrent pas de formation académique universitaire :

Thus, a waiter may earn the monthly salary of a university professor in a single day just through tips. As a result there is a

³³ Azicri, Max, *Cuba Today and Tomorrow: Reinventing Socialism*, Gainesville, United States, University Press of Florida, 2000, p.143

³⁴ Campbell, Al, "The Cuban Economy", in Eloise Linger et John Cotman dir., *Cuban Transitions at the Millennium*, Largo, Maryland, International Development Options, 2003, p.177

shift of highly skilled labor to low-skilled jobs that dramatically devalues qualifications and specializations³⁵

De plus, le tourisme entraîne une rencontre entre le peuple cubain et les étrangers, notamment entre leur modes de vies : pour un peuple qui ressent les difficultés liées à la crise économique, et qui doit souvent lutter pour assurer sa propre survie, le tourisme est la représentation parfaite de ce qui est difficile à trouver pour les Cubains, car la vie à Cuba n'offre pas beaucoup de possibilités de satisfactions, de plaisirs et de réjouissances comparé à celle des touristes.

Les effets néfastes du tourisme pour le régime de Castro : la recrudescence de la prostitution

Devant la monotonie entraînée par le manque de ressources, et la rigidité de la vie de tous les jours pour le peuple cubain, de plus en plus d'individus, les « jineteros », hommes ou femmes, sont prêts, afin de goûter aux plaisirs offerts aux touristes, et en échange de quelques dollars et d'un dîner dans un restaurant réservé aux détenteurs de dollars, à se prostituer. Certains le font par manque de ressources mais d'autres choisissent la prostitution, pour les avantages « émancipateurs » qu'elle rapporte. Cette forme de prostitution, apparente surtout aux alentours des centres touristiques, est frappante et le phénomène du « jineterismo » est de plus en plus omniprésent. Afin d'accéder à un court moment de plaisir destiné aux étrangers, ces jineteros sont prêts à utiliser leur corps pour tester les plaisirs « futiles » d'un mode de vie issu d'une société capitaliste³⁶. On peut donc parler d'un certain retour en arrière, à l'époque où l'île de Cuba renfermait vice,

³⁵ Burchardt Hans-Jurgen, « Contours of the future : the new social dynamics in Cuba », dans *Latin American Perspectives*, 124, vol.29, no3, mai 2002, p.62

³⁶ Azicri, Max, *Cuba Today and Tomorrow: reinventing Socialism*, Gainseville, University Press on Florida, 2000, p.280

prostitution et débauche, que les autorités en place tout au long du processus révolutionnaire auront tenté d'éradiquer.

L'importance du tourisme pour la survie du peuple cubain, ou comment contourner l'illégalité

Un emploi dans le tourisme est une manière viable à long terme de se procurer la devise américaine : en effet, l'acquisition sur le marché noir et les envois par des familles sont les façons les plus directes de recevoir, autres que le tourisme, des dollars, cependant, elles ne sont qu'une solution à court terme : il est moins difficile de concevoir cette forme de rémunération lorsqu'elle est échangée en fonction de services rendus, que lorsqu'elle découle simplement d'un don ou d'une activité illégale porteuse de risque. Ainsi, plusieurs adoptent cette solution et de plus en plus de Cubains voient l'industrie du tourisme comme étant leur porte de sortie la plus rentable lorsque leur salaire ne suffit plus ou ne les satisfait plus « Indeed, the inequity between the dollar and peso has created an inverted economy in which bellhops at resorts make more money in tips than doctors and college professors do in salary »³⁷

2.2) Tourisme balnéaire : le concept du « tout inclus »

La forme de tourisme la plus populaire à Cuba a vite pris la forme du complexe hôtelier au sein duquel il est possible de trouver tout ce dont on a besoin dans l'enceinte même du complexe. Le concept n'est pas nouveau : la France, véritable pionnière dans l'exploitation de ce type d'infrastructure, a été l'une des premières à développer ce produit sous la bannière du très célèbre Club Méditerranée (Club Med). Les premiers Club Med sont apparus au début des années 50 pour se multiplier à mesure que la demande devenait

³⁷ Facio, Elisa, "Jineterismo During the Special Period", dans Eloise Linger et John Cotman dir., *Cuban Transitions at the Millennium*, Largo, Maryland, International Development Options, 2003, p.65

de plus en plus importante de la part de voyageurs avides de découvrir de nouveaux espaces³⁸. Si à Cuba on ne retrouve pas de complexes appartenant à la chaîne française, le concept a été repris et généralisé à toute l'île, en commençant par Varadero, où le tourisme était déjà assez développé avant les années 90 (touristes provenant de pays socialistes et d'Amérique Latine), pour s'étendre à toute l'île.

Le rêve capitaliste : un lieu où biens et services sont « échangés » gratuitement

Le complexe hôtelier, s'il rebute les aventureux en quête de spécialités, de spécificités locales, et d'expériences qui sortent de leur quotidien et de leur mode de vie, il plaît sans aucun doute à une clientèle friande de soleil, de vacances organisées, et surtout, de vacances bon marché. C'est qu'une fois sur place, et le voyage payé dans le pays d'origine, le concept même du tout-inclus implique pour le touriste qu'il n'ait pas à déboursier pour le logement, la nourriture ou le transport (aérien et routier) et qu'il soit complètement pris en charge dès son décollage jusqu'à la fin de son séjour. Cette particularité n'est pas sans intérêt pour les autorités cubaines : moins de transactions financières sont faites sur le territoire, et le touriste ayant tout à sa portée, *tant qu'il reste dans le complexe*, il n'a plus vraiment de raison de quitter l'hôtel.

Enfin, il importe de préciser la manière dont sont pensés ces lieux de séjours : architecture moderne, piscines multiples à l'intérieur d'un même hôtel, plusieurs restaurants de spécialités internationales dont plusieurs buffets, boutiques de cigares et de luxe, bar où l'alcool est servi à volonté, chambres luxueuses avec télévision satellite et toutes les commodités, etc. Ces hôtels sont tous situés au bord de plages sauvages et ils offrent aux touristes toutes les caractéristiques d'un mode de vie capitaliste : ces derniers

³⁸ Club Med, www.clubmed.fr, Site consulté le 18 août 2005

vivent dans un lieu qui non seulement calque leurs environnement immédiat et leurs habitudes, mais les bonifie en exacerbant l'idée d'utopie et de paradis. Le touriste n'est donc pas dépaycé; on peut même avancer qu'il est mieux dans ces complexes que chez lui.

Le complexe hôtelier : l'enclave architecturale capitaliste au milieu d'une île touchée par la crise

Cette description détonne complètement avec ce qui entoure les complexes hôteliers à Cuba. Si en quinze ans de constructions et d'investissements touristiques, Cuba a su offrir la qualité des produits demandés par les touristes étrangers et les partenaires économiques, les conditions sociales des Cubains en ont pris un coup : la crise économique des années 90 a entraîné des rationnements et des coupures de toutes sortes. La détérioration des logements sociaux, le manque de matières premières ainsi que de produits de base ont fait en sorte que le paysage cubain, qu'il soit urbain ou rural, a fortement été modifié par la dureté de la crise, et sa détérioration est allée de pair avec l'amélioration en matière d'infrastructures touristiques depuis les quinze dernières années.

The housing shortage, which was quite bad before the crisis, worsened in 1991-1993, as investment in public housing was drastically cut [...]. Furthermore, deterioration of the housing stock has been aggravated: in 1995, out of 556,000 dwellings in Havana, 16% had to be demolished, 24% were in bad need of repair, 49% were from "fair to bad" and only 11% were in good shape³⁹.

Dans ce chapitre, il a été question de montrer la complexité et la multiplication des mécanismes utilisés par le Gouvernement cubain afin de s'assurer d'une obéissance de tous les instants de la part de la population, dans la poursuite des objectifs du Parti. Il a donc été question des moyens utilisés jusqu'à la crise pour contrôler les moindres faits et gestes des

³⁹ Mes-Lago, Carmelo, *Market, Socialist and Mixed Economies : Comparative Policy and Performance, Chile, Cuba and Costa Rica*, Baltimore, Maryland, The Johns Hopkins University Press, 2000, p.338

cubains, et ce, dans toutes les sphères de la vie. Lorsque la crise économique a éclaté, nous avons pu observer la stratégie de redressement de l'économie implantée par les autorités cubaines : sachant que cette stratégie comportait de nombreux risques par les contradictions qu'elle amène (divergences de deux modes de vie, celui des Cubains et celui des touristes, et des infrastructures qui leur sont propres, caractère capitaliste du secteur touristique,...), comment donc comprendre que ces risques aient été écartés? En effet, le régime cubain est toujours en place à l'heure actuelle, et l'industrie touristique des complexes hôteliers ne cesse de croître. En définitive, et c'est là la question de recherche qui nous préoccupe : comment est-ce que l'État s'assure, tout en favorisant la croissance économique du secteur, que le tourisme ne menace pas le socialisme?

Afin d'être plus aptes à répondre à cette question, nous nous proposons donc d'étudier plusieurs corpus littéraires qui traitent de différentes conceptions du pouvoir et qui nous permettraient alors de fournir une réponse à la question qui nous préoccupe.

CHAPITRE 2: Complexes hôteliers, firmes multinationales et menace à l'État: la contribution des théoriciens du pouvoir à notre problématique

Dans le chapitre précédent, nous avons exposé les techniques utilisées par l'État cubain afin de maintenir le chapeau du communisme et des institutions socialistes au-dessus de la population. Tout d'abord, par le biais de l'éducation publique, gratuite et généralisée à tous, l'État s'assure que la population assimile, à partir d'un très jeune âge, l'enseignement permettant de former des citoyens socialistes et surtout, de donner naissance à « l'Homme Nouveau ». Par le biais de rassemblements, de discours télédiffusés ou retransmis sur les ondes radio, (on pourrait, ici, ajouter aussi, les petits discours de motivation ciblés envers chaque collectif de travail) le Gouvernement fait en sorte de passer le message à toute la population cubaine. Enfin, le contrôle de la presse, de la liberté d'expression, des médias en général et l'utilisation de factions affectées à la surveillance de la population, telles que les CDR, tous ces facteurs mis ensemble permettent de solidifier le contrôle étatique, et ce, de manière douce et non coercitive. Lorsque ces méthodes ne sont pas suffisantes pour qu'un individu agisse selon les normes du Régime, la contrainte, la force et la punition sont appliquées : emprisonnement des dissidents, exécution d'opposants, dénonciations publiques, sont tout autant de techniques utilisées afin d'assurer l'ordre au sein de l'île.

L'essor du tourisme est engendré par une contrainte externe (la perte de l'allié soviétique, la nouvelle donne internationale), et constitue également une menace au Régime. L'État cubain doit dès lors *modifier et adapter ses stratégies de contrôle de la*

population et s'assurer que le danger représenté par la pénétration sur l'île des investisseurs étrangers soit occulté: en effet, de nombreux Cubains travaillent dans ces complexes hôteliers, ils sont donc exposés tous les jours à la réalité capitaliste introduite par les touristes. De plus, des acteurs extérieurs à l'État, en l'occurrence les firmes multinationales, représentent également des menaces directes au régime cubain.

Parce que les études sur le tourisme à Cuba portent généralement sur le côté économique de la chose (comme faisant partie d'une série de réformes économiques destinées à sortir le pays de la crise économique), elles n'approfondissent pas l'analyse, et ne traitent pas du sujet ni de la problématique qui nous intéressent directement. Afin de mieux saisir comment s'effectue le contrôle de la part du Gouvernement cubain (pour conserver son pouvoir) sur les travailleurs et les firmes multinationales, nous nous sommes penchés sur les études de plusieurs théoriciens du pouvoir. Grâce à ces analyses, nous serons plus à même de mettre en place un cadre théorique nous permettant de solidifier la base de notre analyse.

Ce qu'il faut garder en tête, c'est que le tourisme à Cuba se développe depuis 1990, et dans la littérature sur Cuba, nous n'avons trouvé aucun signe montrant qu'un quelconque mouvement de contestation de la part des travailleurs, ou de répression de la part des autorités cubaines ait été rapporté. Il est donc important de comprendre que la stratégie choisie par le Gouvernement pour conserver son pouvoir et repousser la menace capitaliste n'a pas impliqué la violence, encore moins dans ses relations avec les partenaires étrangers. C'est dire que la théorie du pouvoir qui nous permettra de construire notre cadre conceptuel devra occulter toute forme *d'oppression*, dans son analyse de la mise en œuvre et surtout de la *préservation* du pouvoir.

1) Autoritarisme et totalitarisme : les différents modes d'imposition du pouvoir

Pourquoi l'importance du concept de totalitarisme et d'autoritarisme dans cette recension des écrits ? C'est qu'au sein de ce type de régime, le contrôle exercé par l'État sur le corps social se fait dans sa totalité en tentant non seulement de contrôler les corps, la vie et les mouvements de la population, mais également l'esprit des citoyens. L'idéologie occupe une place primordiale au sein de ce type de régime, et les menaces à cette dernière sont fortement court-circuitées afin de garantir le projet politique de l'État en question.

Tel que vu dans le dernier chapitre, les techniques utilisées par l'État cubain afin de garantir l'obéissance de la population depuis 1959 sont nombreuses : propagande, censure, répression de la dissidence, système éducatif qui forme les élèves (totalité de la population) selon les besoins du Parti et système de surveillance accrue. Toutes ces caractéristiques du régime cubain le classent dans la catégorie des régimes autoritaires et pour certains auteurs, tels que Machover⁴⁰, Linz⁴¹ et Sauvage, carrément totalitaires : « La croisade contre l'alphabétisme, qui devait faire de 1961, à Cuba, « l'année de l'éducation » constitue l'une des plus gigantesques entreprises de bourrage de crâne –ou de lavage de cerveau – jamais tentées par un gouvernement totalitaire ».⁴²

L'État est partout et s'immisce dans tous les domaines de la vie, dans toutes les sphères (privées et publiques), et même jusque dans l'intimité des familles (dénonciations et surveillance entre pairs). Le socialisme est omniprésent et transperce le tissu sociétal cubain de partout. « Cette sorte d'État total est un État qui s'immisce indistinctement dans

⁴⁰ Machover, Jacobo, *Cuba Totalitarisme Tropical*, Paris, Buchet Chastel, 2004, p.158

⁴¹ Linz, Juan J., *Totalitarian and Authoritarian Regimes*, Boulder, Colorado, Lynne Rienner Publishers, 2000, p. 10

⁴² Sauvage, Léo, *Autopsie du Castrisme*, Paris, Flammarion, 1962, p. 341

tous les domaines, dans toutes les sphères de l'existence humaine, qui ne laisse absolument aucune sphère libre de toute présence étatique [...]. »⁴³.

Pour les spécialistes du totalitarisme et de l'autoritarisme, le pouvoir au sein de ces deux régimes s'impose à l'aide de plusieurs instruments qui, utilisés en synergie, garantissent l'obéissance des sujets. Selon Arendt, qui peut être considérée comme l'une des précurseurs dans l'étude du système totalitaire

le régime totalitaire transforme toujours les classes en masses, substitue au système des partis, non pas des dictatures à parti unique mais un mouvement de masse, déplace le centre du pouvoir de l'armée à la police, et met en œuvre une politique étrangère visant ouvertement à la domination du monde. Les régimes totalitaires actuels sont nés des systèmes à parti unique; chaque fois que ces derniers sont devenus vraiment totalitaires, ils se sont mis à agir selon un système de valeurs si radicalement différent de tous les autres, qu'aucune de nos catégories utilitaires, que ce soit celles de la tradition, de la justice, de la morale, ou celles du bon sens, ne nous est plus d'aucun secours pour nous accorder à leur ligne d'action, pour la juger ou pour la prédire⁴⁴.

Pour Arendt, l'idée de la terreur ne peut être dissociée d'un tel type de régime, qui devient, par-là même, oppressif, elle est l'instrument même qui fait survivre ce régime car « la terreur est l'essence de la domination totalitaire »⁴⁵. À cette conception Arendtienne du système totalitaire s'oppose celle de Linz, pour qui le concept de terreur n'est pas nécessaire à la qualification totalitaire d'un régime : un système totalitaire se distingue par trois caractéristiques :

There is a monistic but not monolithic center of power, [...]
There is an exclusive, autonomous, and more or less

⁴³ Schmitt, Carl, «Évolution de l'État total en Allemagne », in Traverso, Enzo, *Le Totalitarisme, le XXème siècle en Débat*, Paris, Seuil, 2001, p. 141

⁴⁴ Arendt, Hannah, *Le Système Totalitaire*, Paris, Seuil, 1972, p. 210

⁴⁵ Arendt, Hannah, *Le Système Totalitaire*, Paris, Seuil, 1972, p. 203

intellectually elaborate ideology with which the ruling group or leader, and the party serving the leader, identify and which they use as a basis for policies or manipulate to legitimize them [...]Citizen participation in and active mobilization for political and collective social tasks are encouraged, demanded, rewarded, and channeled through a single party and many monopolistic secondary groups.⁴⁶

La conception de Linz du pouvoir totalitaire nous aiguille déjà plus que celle d'Arendt dans la mesure où la violence ne fait pas partie intégrante de l'imposition du pouvoir par un régime de type totalitaire. La faiblesse de son analyse réside cependant dans l'absence d'explications quant aux moyens utilisés par cet État pour administrer, asseoir son pouvoir et éradiquer la menace. Collotti définit ainsi l'État autoritaire et l'État totalitaire :

La référence à l'État autoritaire implique une situation bien précise du parti unique, subordonnée au renforcement de l'autorité de l'État et du pouvoir exécutif, tandis que l'État totalitaire indique la prétention à une organisation totale de la société organisée par le haut, afin de parvenir à l'identification de la volonté des masses avec celle du pouvoir politique dominant.⁴⁷

Pour Neumann, l'État totalitaire détient la totalité du pouvoir, et c'est un État qui est « décrit comme un ordre de domination et une forme de communauté populaire »⁴⁸. C'est surtout le parti unique qui assure la discipline au sein de l'État totalitaire, (ce qui est le cas à Cuba) : seul ce dernier peut véritablement se vanter de posséder les *outils nécessaires* à un contrôle étatique complet, et « d'assurer la tâche gigantesque d'unifier les éléments

⁴⁶ Linz, Juan J., *Totalitarian and Authoritarian Regimes*, Boulder, Colorado, Lynne Rienner Publishers, 2000, p. 70

⁴⁷ Collotti, Enzo, "L'État Totalitaire", dans *Revue d'Histoire de la Seconde Guerre Mondiale*, vol. 38, no 143, 1986, p. 23

⁴⁸ Neumann, Franz, *Béhémoth. Structure et pratique du National-Socialisme*, Paris, Fayot, 1942, p. 105

autoritaires dans la société »⁴⁹. Neumann dresse un portrait complet des moyens utilisés par des régimes totalitaires afin de contrôler la population. Sont énumérés le principe du leadership (soumission de la masse), «la mise au pas de toutes les organisations sociales, aussi bien pour les contrôler que pour les mettre au service de l'État », le renforcement des instances bureaucratiques, l'atomisation et l'isolement de l'individu pour le rendre plus facilement manipulable, la transformation de la culture en propagande, et le plus important, *le recours à la terreur*, et l'usage de la violence afin de créer un sentiment de menace perpétuel pour l'individu⁵⁰.

Selon Croce, le plus grand danger pour le gouvernement totalitaire n'est pas la « masse inerte » que représente le peuple, mais les opposants (qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur de l'État) : « leur plus grand souci consiste à neutraliser les intellectuels, les anticonformistes, les esprits libres, de tout bord, en brisant le ressort de leurs actions. Ils les contrôlent alors grâce à une police tentaculaire, ils les éliminent par des procès qui sont des exécutions, ou exercent des pressions sur eux par des moyens irrésistibles et variés qui les obligent à nier leurs convictions »⁵¹. Les analyses de Brzezinski et de Friedrich⁵² reprennent également, dans leur définition d'un système totalitaire, l'importance du rôle de la police secrète : la prépondérance de l'usage de la violence nous mène à une première conclusion.

Au sein des régimes totalitaires, d'après plusieurs auteurs, le contrôle de la population se fait donc par le biais de la propagande, de la censure, par l'utilisation de la terreur et de

⁴⁹ Neumann, Franz, « Notes sur la théorie de la dictature », dans *Le Totalitarisme*, par Enzo Traverso, Paris, Seuil, 2001, p. 539

⁵⁰ Ibid, p. 540

⁵¹ Croce, Benedetto, « La Cité du Dieu athée (1949) », dans *Le Totalitarisme*, par Enzo Traverso, Paris, Seuil, 2001, p. 435-436

⁵² Friedrich, Carl J., et Zbigniew Brzezinski, *Totalitarian Dictatorship and Autocracy*, New York, Praeger Publishers, 1966, p. 22

la violence *oppressive* (qu'elle soit physique ou morale), pour garantir à l'État totalitaire l'atteinte de ses objectifs politiques. Certes, ces méthodes d'imposition du pouvoir existent à Cuba, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, cependant, ils ne sont pas suffisants pour expliquer concrètement les rapports de pouvoir à l'œuvre au sein des complexes hôteliers à Cuba. L'administration du pouvoir par les autorités cubaines sur les FMN n'implique pas l'utilisation de la violence ni de la terreur pour garantir que le comportement des dirigeants des FMN ne présente aucun danger pour le Régime, puisque, contrairement aux Cubains, elles peuvent quitter l'île dès que la moindre menace pointe à l'horizon. De plus, cette terreur et cette violence ne peuvent être systématiquement utilisées par les autorités sur les travailleurs de l'industrie, car une utilisation excessive de la violence les ferait fuir.

Il a été question, dans cette première partie, de survoler plusieurs conceptions du pouvoir à l'intérieur de l'État totalitaire et autoritaire (uniquement appliquées à l'analyse de l'État totalitaire et autoritaire et non comme c'est le cas pour Ramonet⁵³, par exemple, qui voit dans la logique capitaliste de la mondialisation poindre les signes d'un système totalitaire). Cette analyse nous a permis de voir si l'analyse de spécialistes de ces régimes pouvait nous permettre de mieux comprendre les techniques et les moyens composant la stratégie du Gouvernement cubain pour éradiquer la menace constituée par le tourisme et préserver son pouvoir. Pourtant, la référence systématique à la violence et à l'oppression caractéristique du Gouvernement cubain, en dehors du secteur du tourisme et contre les opposants au Régime, ne concorde pas avec les analyses appliquées au secteur touristique qui ne parlent pas de ce secteur comme étant le berceau de luttes quotidiennes et de violences faites à l'égard des travailleurs. Nous avons donc effectué une autre recension,

⁵³ Ramonet, Ignacio, *Géopolitique du chaos*, Paris, Gallimard, 2000, p. 87

cette fois-ci, d'un corpus littéraire qui traite du pouvoir en général : que peuvent nous apprendre les théoriciens sur la manière dont est administré le secteur du tourisme à Cuba?

2) Différentes conceptions du pouvoir : différences ontologiques et conceptuelles marquantes, l'importance de l'Élite

Lorsqu'il s'agit de définir le pouvoir, les analyses de plusieurs auteurs diffèrent et s'opposent. La différence entre chacun d'eux s'explique par les différentes conceptions ontologiques présentées dans leurs définitions du pouvoir.

Le premier fait dont il faut se rendre compte, à propos de la notion de « pouvoir », est que, ni dans le langage courant, ni dans le langage de la science politique, il n'existe un accord sur les termes et les définitions. Comme tout le monde, les politologues emploient une grande variété de termes : le pouvoir, l'influence, l'autorité, le contrôle, la persuasion, la puissance, la force, la coercition.⁵⁴

Arendt dénonce cette utilisation peu rigoureuse du concept de pouvoir et définit ce dernier comme « [correspondant] à l'aptitude de l'homme à agir, et à agir de façon concertée. Le pouvoir n'est jamais une propriété individuelle : il appartient à un groupe et continue à lui appartenir aussi longtemps que ce groupe n'est pas divisé »⁵⁵, pour ensuite préciser la différence qu'elle fait entre puissance, autorité et violence

La puissance désigne sans équivoque un élément caractéristique d'une entité individuelle ; elle est la propriété d'un objet ou d'une personne et fait partie de sa nature. [...] Sa [L'autorité] caractéristique essentielle est que ceux dont l'obéissance est requise la reconnaissent inconditionnellement,

⁵⁴ Dahl, Robert, *L'Analyse Politique Contemporaine*, Paris, Éditions Robert Lafont, 1973, p. 50

⁵⁵ Arendt, Hannah, *Du Mensonge à la Violence : Essais de Politique Contemporaine*, Paris, Calmann-Lévy, 1972, p. 153

il n'est en ce cas nul besoin de contrainte ou de persuasion. [...] La violence finalement, se distingue [...] par son caractère instrumental. Sous son aspect phénoménologique, elle s'apparente à la puissance, car ses instruments, comme tous les autres outils, sont conçus et utilisés en vue de multiplier la puissance naturelle⁵⁶.

Le concept de domination pour Max Weber, est un attribut de l'État pour qui « le monopole de la *contrainte physique* légitime »⁵⁷ est inhérent. Pour Weber, la relation entre dominant et dominés est visible entre État et peuple, et la domination est de type légale, traditionnelle et charismatique⁵⁸. Dans le sillon de Weber, Lenski définit le pouvoir comme étant “the probability of persons or groups carrying out their will even when *opposed by others*”⁵⁹ et affirme que la violence est la façon la plus efficace d'appliquer le pouvoir. Pour Mills, cette domination est également triple, mais l'une ne va pas sans l'autre au sein de l'État : les élites politiques, militaires et économiques constituent ce que Mills qualifie de triangle⁶⁰ constituant l'élite du pouvoir, défini comme étant « As each of these domains has coincided with others, as decisions tend to become total in their consequence, the leading men in each of the three domains of power - the warlords, the corporation chieftains, the political directorate - tend to come together, to form the power elite [...] »⁶¹. La coordination entre ces trois secteurs du pouvoir est essentielle afin de préserver les puissantes élites au pouvoir, qui selon Mills, sont « of course, those who are able to realize

⁵⁶ Ibid., p. 154-155

⁵⁷ Weber, Max, *Le Savant et le Politique*, Paris, Plon, 1959, p. 108

⁵⁸ Ibid. p. 289

⁵⁹ Ibid., p. 44

⁶⁰ Mills, Charles Wright, *The Power Elite*, New York, Oxford University Press, 1957, p. 8

⁶¹ Ibid., p. 9

their will, even if others resist it »⁶². L'Analyse de Pareto⁶³, et celle de Mosca⁶⁴ rejoignent toutes deux la division entre deux groupes : l'élite dirigeant la couche dominée, venant ainsi corroborer la thèse de Mills.

Mann, pour qui le pouvoir est "the ability to pursue and attain goals through the mastery of one's environment"⁶⁵, dans la même lignée, confirme l'idée que la relation de pouvoir entre dominants et dominés, basée sur le contrôle de l'un par l'autre, est l'essence même du pouvoir. Cette opposition binaire est la mieux formulée par Dahl, pour qui le pouvoir est une relation toute mathématique, définie comme étant

A [qui] exerce une *influence manifeste* sur B à tel point que les actions de A (les tentatives d'influence) provoquent un changement dans le comportement de B. Les *comportements* englobent les prédispositions, et les sentiments, les attitudes et les croyances non moins que les actes manifestes. Une tentative d'influence *a réussi* dans la mesure où le changement de B amène B à faire ce que A lui a demandé lors de la tentative d'influence⁶⁶

L'analyse de Dahl, n'explique cependant pas les *moyens* utilisés par A afin d'obtenir ce qu'il désire de la part de B, et c'est là la faiblesse de son interprétation du pouvoir. Enfin, Finley reconnaît la multiplicité des pôles de pouvoir, malgré le fait que les concepts de force, de domination et de violence y restent toujours attachés :

Le pouvoir est plus que la coercition, mais le pouvoir de l'État à un caractère unique, car il l'emporte sur tous les autres « pouvoirs » à l'intérieur de la société, par le droit qu'on lui reconnaît de recourir à la force, et même de tuer, lorsque ses représentants estiment une telle action nécessaire.⁶⁷

⁶² Ibid., p. 9

⁶³ Pareto, Vilfredo, *Traité de Sociologie Générale*, Genève, Librairie Droz, 1968, p. 1297

⁶⁴ Mosca, Gaetano, *The Ruling Class*, New York, McGraw-Hill Book, 1939, p. 71

⁶⁵ Mann, Michael, *The sources of Social Power*, Volume 1, New York, Cambridge university Press, 1986 p. 6

⁶⁶ Dahl, Robert, *L'Analyse Politique Contemporaine*, Paris, Éditions Robert Lafont, 1973, p. 54-55

⁶⁷ Finley, Moses I., *L'Invention de la Politique*, Paris, Flammarion, 2001, p. 31

Pour Burdeau, la contrainte et la violence ne représentent pas la méthode la plus efficace pour l'État afin de se maintenir au pouvoir, c'est plutôt la reconnaissance de cette autorité de la part des dirigés qui l'est :

Le plus décisif motif d'obéissance n'est pas dans la crainte de la sanction que peut exercer la force [...] Il faudra tout exiger par la contrainte or, ce sont les résistances isolées au milieu de la docilité générale qui peuvent être réduites par la force. [...] ce genre d'obéissance [non fondée sur la contrainte] - le seul efficace et durable- ne peut reposer que sur la conscience d'un devoir. [...] Les hommes ont le sentiment qu'au-dessus du ministre qui commande, il y a une nécessité qui légitime le commandement, que derrière le gendarme ou la police, il y a une puissance qui, non seulement rend la révolte inutile, mais qui annihile l'intention de révolte.⁶⁸

Le concept de domination est commun à la définition du pouvoir exprimée par ces auteurs. Le pouvoir s'accompagne donc inmanquablement de cette relation de domination d'un homme ou d'un groupe d'hommes sur les autres et si cette relation disparaît, le pouvoir n'est plus car, suivant ces analyses, la domination est l'essence même du pouvoir. Pour conserver ce pouvoir, l'élite, en l'occurrence les dominants, est en position de domination et exerce son pouvoir soit par la violence, soit par la force (physique ou morale).

Pourtant ces conceptions traditionnelles ne permettent toujours pas d'expliquer notre objet d'étude. Cette idée même de domination d'une élite sur le reste de la population la fait paraître intouchable et nous cherchons justement à comprendre comment cette élite, en l'occurrence le Gouvernement cubain, s'assure de conserver son assise, c'est donc dire qu'elle n'est pas intouchable et reste vulnérable. Nous cherchons donc une analyse du pouvoir qui ne prenne pas comme prémisses de départ le pouvoir incontesté de l'État, puisque nous impliquons dans notre problématique, la possibilité que ce dernier chute devant la

⁶⁸ Burdeau, George, "Traité de Science Politique", tome 2, *L'État*, Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1980, p. 322-323

menace. Si nous suivions ces analyses du pouvoir comme caractérisé par la domination de l'État sur le peuple et usant de violence pour s'y maintenir, dans le cas qui nous intéresse, nous assisterions donc à une domination de l'État sur les travailleurs du tourisme, et de l'application de la violence sur ces derniers afin de garantir la non dérogation à la règle.

Le Gouvernement ne martyrise pas ses travailleurs pour leur faire comprendre qui est la figure dominante et pour leur imposer la règle. De plus, si cette répression au sein du complexe hôtelier existait réellement, peu de Cubains voudraient se soumettre à ce châtiment, puisque ce n'est pas la norme à Cuba d'exercer une violence perpétuelle sur la population : plus aucun travailleur ne voudrait mettre les pieds au sein des complexes, ce qui n'aiderait pas l'essor économique de l'industrie. Pour ce qui est de la menace posée par les FMN, comment pourrait-on interpréter son éradication par l'usage de la force et de la coercition, alors que ces entités ne sont pas cubaines, donc pas soumises de la même façon à l'autorité de l'État. Il s'agit alors de trouver une analyse qui explique la manière utilisée par le Gouvernement, n'utilisant pas la force et la coercition afin de s'assurer de préserver son pouvoir, une analyse du pouvoir qui permettrait de concevoir l'éradication de la menace de manière douce et qui ne prendrait pas pour point de départ la position de domination de l'État, et surtout, la coercition comme mode d'imposition de l'obéissance au sein des complexes hôteliers. Nous tenterons donc de trouver l'explication dans un tout autre corpus littéraire : celui qui prend en compte le concept d'hégémonie.

3) Le concept d'hégémonie : l'importance du consentement

Le concept d'hégémonie, tel qu'avancé par Antonio Gramsci au sein d'une société donnée (et qui diffère des auteurs néo-gramsciens qui reprennent le terme en l'appliquant à une société plus globale qui transcende le projet d'un seul État) est incontournable dans

l'étude du contrôle étatique d'une société donnée et surtout dans le cas qui nous intéresse. L'hégémonie, selon Gramsci, se réfère à un contrôle (étatique) qui ne s'appuie pas seulement sur la coercition mais également sur le consentement, le consensus, et c'est le mélange de ces deux éléments qui permet d'assurer la cohésion sociale et de légitimer les politiques aux yeux de la société. Enfin, l'hégémonie permet à la classe dominante, en l'occurrence l'État, de faire accepter comme étant le « sens commun », non seulement les politiques mises en place par l'État, mais également la domination exercée par ce dernier sur la population. C'est à travers les maillons de la société civile que l'idéologie dominante se diffuse (comme c'est le cas à Cuba depuis 1959). Grâce à cette société civile, le « sens commun » prôné par les divers groupes ou institutions, soit l'école, la famille, et les médias, ... incite au consensus généralisé au sein de la population, rendant l'idéologie dominante, la « seule voie à suivre ».

Consent, on Gramsci's reading is created and recreated by the hegemony of the ruling stratum in society. It is the hegemony that allows the moral, political, and cultural values of the dominant group to become widely dispersed throughout society and to be accepted by subordinate groups and classes as their own [...] ⁶⁹

Cette hégémonie explique en partie l'absence ou du moins la réduction de mouvements révolutionnaires ou de contestation face à l'ordre en place, et la conquête du pouvoir ne peut se faire sans l'hégémonie ⁷⁰.

After four decades in power, Castro's government has been able to direct, shape and order the socially constructed world of Cubans on the island. This is not merely the result of the government's organized efforts at social control and the use of

⁶⁹ Hobden, Stephen and Richard Wyn Jones, « Marxist Theories of International Relations », dans *Critical Theory and World Politics*, Richard Wyn Jones ed., Boulder London, Lynne Rienner Publishers, 2001, p. 210

⁷⁰ Gramsci, Antonio, *Selections from the Prison Notebooks of Antonio Gramsci*, Quintin Hoare and Geoffrey Nowell Smith Eds., New York, International Publishers, 1971, p. 56-57

force, however effective and oftentimes brutal they may be. It also results from its ability and willingness to shape the institutions and practices of the society, “the object like” features which confront individual Cubans from the moment of their birth [...] they range from statements of facts, “this is the way it is”, to myths, legends and folk tales, to abstract all encompassing conceptual systems legitimating the organization of the society and its political system.⁷¹

Sur la question du contrôle social, Aguirre⁷² propose une analyse intéressante du contrôle étatique sur la population cubaine : selon lui, il serait appliqué grâce à un mélange de contrôle formel et informel et non pas uniquement formel, mais un mélange de libertés et de contraintes. C’est également l’opinion de Fernandez, pour qui la politique à Cuba est réalisée à travers un mélange d’émotions (transmises à travers diverses formes discursives d’appartenance à la nation, de sacrifice pour le bien commun de la population cubaine, ...) qui vient se rajouter aux éléments matériels tels que les structures institutionnelles, historiques, internationales⁷³... Selon lui, plusieurs spécialistes mettent de côté cet aspect immatériel de la politique cubaine, en se concentrant uniquement sur des variables concrètes et tangibles. Si ces analyses nous permettent de comprendre la stratégie du Gouvernement pour s’assurer de l’obéissance des civils en n’ayant pas systématiquement recours à la violence et à la répression, elles ne donnent qu’une partie de l’explication, à savoir pourquoi le peuple Cubain en général reste fortement discipliné.

L’analyse d’Althusser est particulièrement éclairante quant à son interprétation du caractère double du pouvoir : le pouvoir étatique est répressif (et non oppressif) certes, mais comme le souligne l’auteur, il ne resterait pas longtemps au pouvoir si sa domination

⁷¹ Aguirre, Benigno, “The stability of Cuba’s Political System”, in *Cuban Transitions at the millennium*, Linger, Eloise et Cotman, John, dir., Maryland, International Development Options, 2000, p. 276-277

⁷² Aguirre, Benigno E., “Social Control in Cuba”, in *Latin American Politics and Society*, 44, 2, summer, 2002, p. 67

⁷³ Fernandez, Damian, *Cuba: the politics of passion*, Austin, University of Texas Press, 2000, p. 1

sur la masse était l'unique méthode utilisée pour contraindre et forcer, car la masse est plus importante quantitativement parlant. Le pouvoir étatique s'accompagne donc de ce que l'auteur caractérise d' « appareil idéologique d'État »⁷⁴ : ces pouvoirs conférés à l'Église, la famille, l'école, la culture... agissent comme le pouvoir étatique et permettent à l'Appareil étatique d'être épaulé dans sa démarche de domination.

Contrairement aux organes étatiques tel que l'armée, la police, les cours de justice..., ces pouvoirs idéologiques ne fonctionnent pas forcément sur la base de la coercition, bien que cette dernière puisse être utilisée au besoin : en effet, un parent peut punir un enfant qui a désobéi, un professeur peut punir un élève qui n'a pas rendu son travail.

Si les AIE « fonctionnent » de façon massivement prévalente à l'idéologie, ce qui unifie leur diversité, c'est ce fonctionnement même, dans la mesure où l'idéologie à laquelle ils fonctionnent est toujours en fait unifiée, malgré sa diversité et ses contradictions, sous l'idéologie dominante, qui est celle de la « classe dominante ». Si nous voulons bien considérer que dans le principe, la « classe dominante » détient le pouvoir d'État (sous une forme franche, ou, le plus souvent, par le moyen d'alliances de classes ou de fractions de classes), et dispose donc de l'Appareil (répressif) d'État, nous pourrions admettre que la même classe dominante soit active dans les Appareils idéologiques d'État dans la mesure où c'est en définitive, au travers de ses contradictions mêmes, l'idéologie dominante qui est réalisée dans les Appareils idéologiques d'État⁷⁵.

L'analyse d'Althusser nous semble tout à fait juste et pourrait fournir la base de notre cadre conceptuel à une seule exception près : le rapport entre dominant et dominés est encore palpable, les dominants étant représentés par l'Appareil Répressif de l'État. Si la volonté d'Althusser de montrer que d'autres organes épaulent ce dernier dans la

⁷⁴ Althusser, Louis, « Idéologie et Appareils Idéologiques d'État », dans *La Pensée*, Paris, Éditions Sociales, 1970, p. 13

⁷⁵ Althusser, Louis, « Idéologies et Appareils Idéologiques d'État » dans *La Pensée*, Paris, Éditions Sociales, 1970, p. 12

stabilisation et la conservation du pouvoir de la classe dominante, donc de l'État à Cuba, la répression utilisée par ce dernier ne correspond pas à la réalité au sein des complexes. De plus, ces appareils idéologiques, s'ils parviennent à faire circuler le consensus chez les travailleurs du tourisme, donc les Cubains, comment interpréter la chose face aux FMN ? Ces entités économiques fonctionnant sous la logique capitaliste ne peuvent être amenées à un quelconque consentement quant à l'adoption de l'idéologie socialiste à Cuba.

À cette étape de l'analyse de la littérature sur le pouvoir, nous avons tiré plusieurs conclusions : le pouvoir étatique ne se maintient pas uniquement grâce à la coercition, à la violence et à la répression, bien que ces dernières puissent être utilisées au besoin. La menace représentée par les travailleurs des complexes et par les firmes multinationales n'est donc pas écartée par le pouvoir de coercition et de terreur de l'État. Le concept d'hégémonie ne parvient pas totalement à expliquer la situation des travailleurs au sein des complexes et celle des FMN parce que ces dernières ne fonctionnent pas sous la même logique : le pouvoir doit donc être adapté aux deux acteurs. Les théories de Gramsci et d'Althusser ne nous permettent donc pas de comprendre comment l'État exerce son pouvoir.

Serait-ce que deux modes d'imposition du pouvoir adaptés aux deux sources de dangers (travailleurs et FMN) sont mis en place? Certes, nous n'en doutons pas, cependant il nous semble que nous faisons fausse route quant à la définition même de ce qu'est le pouvoir présentée par cette littérature. De plus, ces distinctions entre dominants et dominés nous semblent trop catégoriques car elles enlèvent la possibilité que le Gouvernement cubain, face à la menace, puisse abdiquer et perdre son pouvoir.

À la lumière de ces conclusions, nous proposons donc une toute autre approche du pouvoir : celle de Michel Foucault. Grâce à son rejet du rapport de force dominant/dominés, et à son analyse du pouvoir comme n'étant *pas* la propriété d'un État, de quelqu'un ou de quelque chose, mais plutôt une multiplication de ce pouvoir à travers la société (une multitude de micro-pouvoirs) nous pourrions alors nous détacher des analyses ci-haut mentionnées, afin de mieux pouvoir cerner les relations de pouvoir présentes au sein de la société cubaine et surtout, au sein des complexes. Ce détachement permettra de mieux décrire le paradoxe du tourisme en facilitant la mise en place d'un cadre conceptuel appuyant les différents arguments de cette thèse.

En effet, Foucault, lorsqu'il définit le pouvoir, explique également comment ce dernier est exercé. Ainsi, son analyse nous donne les outils conceptuels et méthodologiques nous permettant de comprendre les *moyens*, les *mécanismes* utilisés par l'État (dans le cas qui nous intéresse uniquement, car pour Foucault, le pouvoir n'est pas la propriété exclusive de l'État même si ce dernier l'exerce) pour exercer son pouvoir. Foucault amène donc une *méthode*, méthode d'analyse permettant la compréhension des rapports de pouvoir en place au sein d'une société donnée.

CHAPITRE 3 : Michel Foucault et son analyse du pouvoir pour une meilleure compréhension des rapports de pouvoir à l'œuvre

Le choix que nous avons fait d'utiliser les analyses de Foucault pour expliquer le lien entre pouvoir et économie à Cuba, plutôt que celles des auteurs étudiés dans le chapitre précédent, est fondé sur trois éléments : sa vision épistémologique des relations de pouvoir, sa méthode d'analyse de ces derniers et surtout, son apport conceptuel aux analyses du pouvoir que nous jugeons fortement pertinent pour *expliquer* notre objet d'étude.

1) La vision épistémologique du pouvoir chez Michel Foucault

N'y a-t-il qu'un pouvoir unique, centralisé qui est le pouvoir d'État et le pouvoir politique? Celui que nous repérons communément comme étant le pouvoir, distant, en haut de la hiérarchie pyramidale et dont tous les autres pouvoirs procéderaient et découleraient? Certes ce pouvoir existe, mais nous l'investissons d'une puissance qui nous empêche de voir les autres pouvoirs qui se constituent dans la société. Il existe aussi et surtout, des pouvoirs qui ne résident pas seulement en un lieu unique, sacralisé et juridique qui est celui de l'État.⁷⁶

Michel Richard (sur l'œuvre de Foucault)

L'objectif de cette thèse est d'étudier les relations de pouvoir qui existent entre plusieurs entités, c'est-à-dire entre le Gouvernement cubain, les entreprises étrangères et les travailleurs des complexes hôteliers. Afin d'expliquer ces relations et de mieux comprendre le cas qui nous intéresse, il devient important d'utiliser une grille d'analyse qui prend en compte ce concept de pouvoir. Mais la prise en compte seule de ce concept de pouvoir

⁷⁶ Richard Michel, *Les Doctrines du Pouvoir Politique; du Totalitarisme à la Démocratie*, Lyon, Chronique Sociale, 1986, p.176

n'est pas suffisante. Il faut que cette dernière parvienne à expliquer pertinemment ce dernier dans le cas bien précis de Cuba.

L'approche théorique utilisée dans cette thèse sera donc en partie un cadre conceptuel tiré des analyses de Michel Foucault. Ces travaux qui nous intéressent portent plus particulièrement sur les disciplines et les différentes techniques utilisées pour assurer l'obéissance des sujets au sein des sociétés.

Il faut cependant noter que la pensée et les conclusions de Michel Foucault s'adressent en tout premier lieu aux sociétés libérales (à moins du cas contraire précisé). En fait, ce n'est pas à qui sont adressées ces théories, mais plutôt comment les interpréter aujourd'hui, qui est intéressant, comme l'ont fait bon nombre de spécialistes des relations internationales, (nous retrouvons dans cette lignée Hardt et Negri) pour qui les travaux de Foucault constituent une véritable source d'inspiration et un cadre de référence duquel ils ne peuvent se détacher, malgré la nouvelle donne internationale. La conception du pouvoir chez Michel Foucault s'applique donc aux pays capitalistes avancés en général, étant théorique plutôt que spécifique à un type de gouvernement en particulier.

Sur le thème du pouvoir : divergences épistémologiques

L'analyse des auteurs que nous avons étudiés dans le chapitre précédent a permis de dégager un point commun : une dichotomie particulièrement marquée entre société et État qui repose sur l'application du pouvoir par l'État sur la société. Elle se réalise, pour la plupart de ces auteurs, à travers des mécanismes coercitifs et punitifs. Le pouvoir, pour eux, - et c'est là la plus grande lacune -, est l'apanage de l'État qui le détient et l'administre sur la société qu'il gouverne.

Pourtant, ces grilles d'analyse ne peuvent nous être bien utiles, puisque dans le cas qui nous intéresse, ce que l'on cherche à comprendre est la manière dont l'État a *structuré* un secteur économique afin d'assurer sa survie et celle de son Régime. Accepter comme prémisses de départ que le pouvoir appartient à l'État cubain annihile tout intérêt de percevoir ce dernier comme pouvant être menacé.

Notre hypothèse stipule que l'État a structuré le secteur du tourisme en instaurant la *discipline* et non la coercition ou la punition, dès le début. Ainsi, les analyses que nous avons étudiées dans le chapitre précédent, portant uniquement sur les châtiments administrés par l'État après qu'il y ait eu désobéissance de la société à la Loi, ne peuvent nous éclairer. Ce sont plutôt celles qui prônent de préférence les *techniques de prévention* qui nous permettront de mieux cerner la situation à Cuba.

Les études portant sur l'administration du pouvoir dans des sociétés totalitaires et qui incluent violence systématique et répression ne peuvent nous aiguiller non plus dans le cas bien précis du tourisme à Cuba. Sans pour autant dire que ces dernières techniques sont complètement absentes, elles ne font pas (et n'ont pas fait depuis l'arrivée au pouvoir de Castro) partie intégrante de la relation État/Société, elles ont plutôt constitué une possibilité. L'existence même de cette possibilité œuvre de sorte que la désobéissance perd alors de son intérêt, surtout si elle est accompagnée d'autres mécanismes destinés à former les citoyens afin qu'ils ne dérogent pas à la règle.

Dans le premier chapitre, nous avons vu comment, depuis les débuts de la Révolution, le Gouvernement s'était chargé de former la population cubaine afin qu'elle contribue, par son obéissance et son soutien, à mettre en place les idéaux de la Révolution et de créer une société cubaine basée sur le modèle de « l'homme nouveau ». La coercition a fait partie de

cette formation, mais les techniques utilisées pour former les individus n'ont pas automatiquement inclus la punition systématique. Pour Foucault, le pouvoir n'est pas *répressif*, comme pour plusieurs auteurs exposés dans le chapitre précédent, et c'est cet élément qui nous permettra de mieux comprendre les relations de pouvoir dans le cas qui nous intéresse : en effet, depuis la Révolution, l'espérance de vie a augmenté, la scolarisation et l'éducation systématiquement appliquées à tous, ainsi que l'amélioration des soins de santé administrés à toute la population, montrent que le Gouvernement en place n'a pas tenté d'écraser la population, mais plutôt de la soigner afin qu'elle puisse être plus à même de répondre aux objectifs du Parti.

L'originalité des travaux de Michel Foucault réside dans le fait que l'auteur ne se contente pas d'accepter l'utilisation traditionnelle du pouvoir comme simple relation entre dominant(s) et dominé(s), ou encore désobéissance aux règles donc châtement, mais cherche à comprendre comment le pouvoir s'exerce. Foucault le pense plutôt en terme de « nom qu'on prête à une situation stratégique complexe dans une société donnée ». ⁷⁷

L'intérêt d'utiliser les réflexions de Foucault pour notre travail se trouve dans ceci : la conception de Foucault nous permet de noter des foyers de pouvoirs qui ne seraient pas directement en rapport avec l'État (quoiqu'ils en proviennent pour la plupart). Ainsi, les spécialistes du pouvoir que nous avons étudiés dans le chapitre précédent, en faisant du pouvoir l'apanage exclusif de l'État, ne nous permettaient pas d'approfondir ce qui, à Cuba, pouvait représenter une ou plusieurs autres formes de pouvoir, venant soutenir le pouvoir étatique.

Avant de définir ce qu'il entend par pouvoir, Foucault définit ce qu'il n'entend pas être le pouvoir : il n'est ni le pouvoir politique traditionnel ou « l'ensemble d'institutions et

⁷⁷ Foucault, Michel, « La Volonté de Savoir », *Histoire de la Sexualité*, v.1, Paris, Gallimard, 1976, p.121

d'appareils qui garantissent la sujétion des citoyens dans un État donné»⁷⁸, ni la soumission à la loi, à la règle et encore moins la domination d'un seul groupe ou d'un seul homme sur la société entière⁷⁹.

Ainsi, pour Foucault, le pouvoir est un ensemble de rapports, de relations entre *plusieurs éléments*, et ce pouvoir *n'est pas fixé*, mais mouvant avec une capacité d'adaptation qui le caractérise et qui en fait sa force : « Par pouvoir, il faut entendre la multiplicité des rapports de force qui sont immanents au domaine où ils s'exercent, et sont constitutifs de leur organisation »⁸⁰.

Si Foucault est clair sur ce qu'il entend par pouvoir, il précise également qu'il reste un élément majeur à la compréhension de cette relation stratégique, et c'est le fait que le pouvoir s'accompagne obligatoirement d'une forme de résistance : « Que là où il y a le pouvoir il y a résistance et que pourtant, ou plutôt par là-même, celle-ci n'est jamais en position d'extériorité par rapport au pouvoir [...] Ces points de résistance sont partout dans le réseau de pouvoir »⁸¹. De plus, cette résistance est diffuse dans le champ social, elle n'est pas délimitée, clairement exposée, elle se modifie, s'adapte en fonction du rapport de force qui est en question et sans elle, le pouvoir ne pourrait être qualifié ainsi : la résistance est, en d'autres termes, obligatoire à l'existence et à la survie du pouvoir : « Il n'y a pas *un* lieu du grand Refus - âme de la révolte, loi pure du révolutionnaire. Mais *des* résistances qui sont des cas d'espèces [...]; par définition elles ne peuvent exister que dans le champ stratégique des relations du pouvoir »⁸².

⁷⁸ Foucault, Michel, « La Volonté de Savoir », *Histoire de la Sexualité*, v.1, Paris, Gallimard, 1976, p.123

⁷⁹ Ibid, p.121

⁸⁰ Ibid, p.121-122

⁸¹ Ibid., p.125-126

⁸² Idem., p.126

[Les résistances] sont l'autre terme dans les relations de pouvoir; elles s'y inscrivent comme l'ultime vis-à-vis. Elles sont donc elles aussi distribuées de manière irrégulière [...] Des grandes ruptures radicales, des partages binaires massifs? Parfois. Mais on a affaire le plus souvent à des points de résistance mobiles et transitoires, introduisant dans une société des clivages qui se déplacent, brisant des unités et suscitant des regroupements, sillonnant les individus eux-mêmes, les découpant et les remodelant, traçant en eux, dans leur corps et dans leur âme, des régions irréductibles. Tout comme le réseau des relations de pouvoir finit par former un épais tissu qui traverse les appareils et les institutions, sans se localiser exactement en eux, de même, l'essaimage des points de résistance traverse les stratifications sociales et les unités individuelles. Et, c'est sans doute le codage stratégique de ces points de résistance qui rend possible une révolution, un peu comme l'État repose sur l'intégration institutionnelle des rapports de pouvoir.⁸³

Le concept de résistance qui vient avec celui de pouvoir tel que vu par Foucault est donc indispensable pour comprendre notre hypothèse. Prétendre que dans la situation qui nous intéresse, le Gouvernement ou les entreprises aient l'un ou l'autre le pouvoir de domination sur l'autre serait négliger plusieurs aspects importants. Tout d'abord, à Cuba, il faut se rappeler que l'île a toujours été extrêmement dépendante au niveau économique (dépendance entretenue par les différentes étapes de la colonisation, dépendance vis-à-vis de la monoculture sucrière, nécessité d'importer du pétrole pour faire fonctionner le pays...). Ce concept de résistance nous permettra donc de comprendre que le Gouvernement cubain ne peut donc être complètement dominant par rapport aux acteurs économiques qui lui assurent sa survie.

De plus, le pouvoir exercé sur les travailleurs de l'industrie ne peut donc, si l'on suit toujours le raisonnement de Foucault, ne pas s'accompagner d'une série de résistances. Le cas des travailleurs des complexes hôteliers nous semble le plus représentatif de cette forme

⁸³ Foucault, Michel, « La Volonté de Savoir », *Histoire de la Sexualité*, v.1, Paris, Gallimard, 1976, p.127

de résistance : par le travail qu'ils accomplissent tout d'abord, ils embrassent une industrie qui s'inspire du capitalisme pour fonctionner et les gains nets récupérés par les pourboires en font des consommateurs parfaits, des capitalistes de choix. Pourtant, si au premier abord cette résistance semble être évidente, elle en cache une autre, plus pernicieuse celle-ci : en travaillant dans une industrie qui ne requiert ni ne permet l'émancipation intellectuelle, les travailleurs ayant abandonné leur emploi de cadres tels que les ingénieurs, médecins, professeurs au profit d'un emploi dans le tourisme, effectuent un véritable « sabotage » des efforts réalisés par le régime depuis 1959, sur les corps et les esprits, afin d'élever la société cubaine à un certain niveau intellectuel et moral. Ceci est sans compter que les jeunes remettant en question la poursuite d'études supérieures, cela entraîne la formation future d'une génération moins éduquée que celles de leurs prédécesseurs, attaquant ainsi directement les acquis de la Révolution. Il devient alors possible de dire que cette forme de résistance se fait directement par les travailleurs et sur eux-mêmes : elle peut être vue comme une forme de dissidence cachée, car elle attaque directement les idéaux de la Révolution et en mine les progrès futurs. Il s'agira donc d'étudier s'il existe des formes de résistance de la part des travailleurs et des dirigeants des FMN, formes de résistances caractéristiques de l'existence de micro-pouvoirs particuliers au sein du complexe. En effet, une autre forme de résistance est visible dans la volonté (exposée dans le dernier chapitre) des FMN implantées à Cuba, de modifier constamment les règles imposées par le Gouvernement cubain. Ainsi, ces firmes n'acceptent pas entièrement ce qui est dicté et cette tentative de modifier, améliorer les conditions sous lesquelles elles gèrent leurs complexes semble être une parfaite forme de résistance à la domination des autorités cubaines.

Certes ces formes de résistance sont des exemples de toutes celles qui peuvent exister au sein de ces rapports de force, mais il est certain que les formes de résistance sont nombreuses : ne serait-ce que dans la vie de tous les jours, dans les complexes hôteliers, où les occasions de désobéir, pour les travailleurs, aux règlements imposés par les supérieurs sont sûrement présentes. Il faut cependant garder à l'esprit, que selon Foucault, si la résistance est absente, alors nous n'avons pas un véritable exemple d'exercice du pouvoir, mais plutôt une relation où le dominant persécute le dominé; ceci peut facilement se traduire par une forme d'esclavage ou de violence pure, ce qui n'est pas la façon dont sont gérés les rapports de force au sein des complexes.

Nous avons exposé ici comment, grâce à la conception épistémologique du pouvoir et de la résistance de Foucault, nous pourrions mieux interpréter dans les chapitres suivants, les diverses formes de pouvoir à l'œuvre à Cuba, dans le cas bien particulier des complexes hôteliers. En exposant l'angle conceptuel que nous adopterons pour conduire la preuve, nous avons mis en relief les subtilités propres à l'auteur pertinentes à la compréhension de notre objet d'étude.

Michel Foucault a étudié les différentes technologies du pouvoir, la manière dont se mettent en place des mécanismes de discipline, de surveillance et d'exclusion qui se diffusent dans le corps social, de la caserne à l'usine, en passant par l'hôpital, l'école et la prison, *qui assujettissent au contrôle non seulement les dominés mais aussi les dominants*⁸⁴

Une fois cette conception du pouvoir expliquée, il sera question de montrer comment, concrètement, l'analyse de Foucault nous permet de mieux comprendre la manière dont

⁸⁴ Encyclopédie Wikipédia, "Le Pouvoir et ses Masques", <http://fr.wikipedia.org/wiki/Pouvoir>, site consulté le 31 octobre 2005

s'exercent ces multiples rapports de force. Comment l'exercice du pouvoir se fait-il au sein de la société, et par quels moyens est-il effectué à Cuba, dans le cas qui nous intéresse?

2) La méthode de Foucault

Pour qui ne désire pas adopter une méthode généalogique, le fait de concevoir le tourisme à Cuba vers la fin des années 80 comme étant une problématique peut sembler peu vraisemblable. En effet, si l'on observe la situation en se basant uniquement sur la situation économique du pays, on en vient rapidement à la conclusion que le tourisme a fait partie des réformes économiques mises en place par le Gouvernement cubain dès la fin de l'ère soviétique et que cette stratégie d'attraction de l'investissement étranger, dont la réussite est remarquable, a permis au pays de se sortir de la crise.

Pourtant, si nous avons détecté une faille, une contradiction et surtout l'émergence d'un problème non résolu, en la croissance d'un secteur de l'économie aussi apparenté au capitalisme au sein d'un pays dont le Gouvernement se bat pour préserver le socialisme, c'est surtout parce que nous avons au préalable étudié l'évolution des politiques économiques et sociales à Cuba. En nous penchant plus particulièrement sur la façon dont la préservation de cette idéologie a été effectuée sur la population depuis le début, (et uniquement cette dernière puisque comme nous l'avons montré, les acteurs extérieurs à l'île ne manifestant pas le désir d'adhérer à cette idéologie furent brusquement et rapidement écartés de l'île), nous avons pu alors détecter la présence d'un paradoxe non expliqué par les auteurs spécialisés en la question.

Loin de nous l'idée de préconiser cette méthode comme infaillible et unique à la compréhension de la problématique qui nous intéresse. Mais se pencher sur les mécanismes

en œuvre mis en place par le Gouvernement castriste depuis son arrivée au pouvoir (sachant surtout le succès qu'il a eu à s'y maintenir) nous donne les outils nécessaires pour nous orienter dans la compréhension de notre objet d'étude.

En prenant en considération les événements et l'histoire de l'exercice du pouvoir par le Gouvernement cubain depuis 1959, nous sommes ainsi plus attentifs aux modifications et aux continuités de l'exercice de ce pouvoir. Ceci nous permet alors de mieux aiguiller notre analyse : l'émergence des nouvelles techniques de pouvoir ou l'adaptation des anciennes sont alors plus facilement saisissables. Pour Foucault, les événements de l'histoire ont un impact sur le présent, expliquent mieux ce dernier.

3) L'apport conceptuel de l'analyse foucauldienne à notre objet d'étude

La vision ontologique du pouvoir de Foucault ainsi que sa méthode généalogique nous permettent donc mieux d'analyser les relations de pouvoir à l'œuvre à Cuba. Complétant ces dernières, c'est son apport conceptuel qui nous donne les outils nécessaires pour mettre en place un cadre conceptuel facilitant l'explication de notre objet d'étude. Véritable grille d'analyse, ce cadre conceptuel à travers lequel il sera possible de mieux interpréter le paradoxe du tourisme à Cuba vient sceller la démonstration théorique de l'intérêt d'utiliser les analyses de Foucault. Parce que ces concepts sont pertinents à l'analyse des micro-pouvoirs, (micro-pouvoirs qui ne sont pas pris en compte dans des cadres conceptuels plus classiques), en œuvre au sein d'une société donnée, ils nous aiguilleront dans la sélection et l'analyse des données empiriques utiles aux fins justificatives de cette thèse.

3.1) Gouvernamentalité et société disciplinaire

Le concept de « gouvernamentalité » représente véritablement la pierre angulaire de notre réflexion : signifiant un « ensemble de pratiques réalisées hors de la gouvernance étatique et qui autorise des rapports de pouvoir entre les individus et des individus sur eux-mêmes »⁸⁵, ce concept permet d'expliquer l'idée de l'exercice du pouvoir par des instances autres que celles du gouvernement. Parce que les théoriciens classiques du pouvoir rejettent cette possibilité que le pouvoir provienne d'une source autre que celle de l'État, ce concept de gouvernamentalité nous permettra véritablement de dénicher les relations de pouvoir présentes au sein des complexes hôteliers, et dans le contexte qui nous intéresse. Cette conception nous permet donc de sortir des analyses classiques et de mieux comprendre la situation des travailleurs et des FMN par rapport au Gouvernement cubain.

Le deuxième concept servant à appuyer notre argumentation est le concept de société disciplinaire. Les institutions disciplinaires à l'intérieur desquelles la discipline est exercée sur les individus et auxquelles se réfère Foucault sont les suivantes : la prison, l'école, l'asile, l'hôpital,... Les individus passent alors d'un milieu clos, d'un lieu d'enfermement et ce, dès leur naissance, à un autre lieu d'enfermement qui serait alors chargé de prendre en charge les corps et les esprits de ces derniers et de les « mouler » afin de satisfaire aux exigences de l'État entre autres⁸⁶. Au sein de ces institutions, de multiples relations de pouvoir s'exercent tous les jours. Que ce soit entre professeurs et étudiants, gardiens de prison et prisonniers, ou encore entre colonels et soldats, chaque institution a un rapport de force qui lui est propre. Un individu est donc pris en charge très tôt, et suivant les différents passages d'une institution à l'autre, s'adapte selon les règles propres à chaque institution.

⁸⁵ Beaulieu, Alain, « Gouvernamentalité », dans *Abécédaire de Michel Foucault*, Leclercq Stéfan, dir., Éditions Sils Maria-Vrin, Belgique/France, 2004, p.54

⁸⁶ Foucault, Michel, *Surveiller et Punir : la naissance de la Prison*, Paris, Gallimard, 1975, p.211-229

Cette société disciplinaire est donc caractérisée par une forme d'obéissance, de discipline que l'individu, très jeune, intériorise, sous peine de sanction. Ce qui est discipliné, c'est l'esprit, mais également le corps, car au sein de ces institutions, chacun à sa place et chaque individu, chaque corps est stratégiquement placé dans un quadrillage savamment pensé pour tirer le maximum de profit de cette situation. Ainsi, la discipline s'exerce sur les corps des individus, car comme l'explique Foucault : « Est docile un corps qui peut être soumis, qui peut être utilisé, qui peut être transformé et perfectionné »⁸⁷.

Ce concept nous permettra de mettre en lumière les techniques disciplinaires à l'œuvre dans le cas qui nous intéresse : en effet, le régime de Castro s'appuie énormément sur ces institutions depuis la Révolution de 1959. Le taux d'alphabétisation généralisé à toute la population, la qualité des soins de santé offerts dans les hôpitaux, l'utilisation de la police et des corps paramilitaires et militaires pour éradiquer les tentatives de dissidence ou d'opposition au Régime ont tous joué un rôle prépondérant dans la formation de la société cubaine contemporaine. L'armée cubaine depuis 1959 est particulièrement puissante, et la formation des soldats se fait selon des méthodes très strictes et disciplinaires.

Certes, la qualité de ces institutions et, lorsque cela s'applique, des services qui sont administrés par elles est remarquable, mais il faut comprendre qu'à travers elles, la propagande socialiste omniprésente et la formation des individus selon les normes d'un régime sévère ont fortement contribué au maintien du communisme et de l'idéologie socialiste à Cuba. On peut ainsi affirmer que jusqu'au début des années 90, la société cubaine est restée fortement disciplinée par une panoplie d'institutions dont l'importance n'allait qu'en grandissant.

⁸⁷ Ibid., p.138

Cuban social policy initiatives have led the island to outcomes that, especially in health care and education, are broadly recognized as positive. Literacy and schooling have risen dramatically. Life expectancy has also increased significantly while infant mortality has decreased⁸⁸.

Il faut dire que la population cubaine, fortement illettrée, à l'arrivée de Castro, représentait à l'époque un « terrain » de choix pour qui veut discipliner par le biais de l'éducation : « Cuba [...] had a generally backward and ill-educated population, some 40 per cent of which was illiterate »⁸⁹. Les gens étant peu éduqués, le programme d'éducation nationale mis en place pouvait alors être adapté à n'importe quelle idéologie, n'importe quel mode de pensée, car la population n'était pas en mesure d'opposer une résistance, idéologique du moins, à ce qui était inculqué à ce moment-là, n'ayant pas de base préalable à laquelle se référer pour contester. De plus, de par le caractère salvateur du régime, la mise en place de réformes éducatives devenait alors synonyme de bienfait.

Ainsi, depuis 1959, il est tout à fait possible de dire qu'on a assisté à la généralisation des mécanismes disciplinaires par l'entremise d'institutions traditionnelles, tel que l'entend Foucault. On assiste même à une exacerbation de ces institutions, qui devient presque une caricature, un calque parfait du modèle de société disciplinaire de Foucault, car elles y sont toutes : l'école, l'hôpital, la caserne et bien entendu, la prison, incontournable institution permettant d'écraser et d'anéantir les velléités dissidentes des opposants au Régime. Ces institutions ont donc toutes joué un rôle prépondérant dans la formation de la société

⁸⁸ Uriarte-Gastón, Miren, "Social Policy Responses to Cuba's Economic Crisis of the 1990s", in *Cuban Studies*, vol. 35, 2004, p.106

⁸⁹ Gott, Richard, *Cuba, a New History*, New Haven, Yale University Press, 2004, p.188

cubaine contemporaine, et si aujourd'hui Cuba peut se vanter de ces progrès, c'est bien grâce aux réformes lancées dès les premiers pas de la Révolution.

La crise économique à Cuba a amené en quelque sorte une crise de ces institutions. Pour trouver un emploi qui garantit un salaire rémunéré en dollar, c'est-à-dire un emploi dans le tourisme, a-t-on véritablement besoin de poursuivre des études universitaires poussées? Si le métier de serveur nous permet d'être mieux rémunéré qu'un médecin ou un professeur, l'importance de l'école n'est-elle donc pas remise en question?

La crise économique à Cuba a eu des répercussions sur tous les groupes de la société et l'armée n'a pas été épargnée. En effet, le budget consacré à ce secteur a été fortement coupé : "FAR's military capabilities have declined in the 1990s due to cutbacks in military spending that result from Cuba's overall economic crisis."⁹⁰ Couper le budget de l'Armée, c'est également affaiblir une institution disciplinaire importante pour le maintien de la cohésion et de l'ordre social à Cuba, surtout en période de crise économique, alors que le peuple souffre.

Avec la crise économique, le Gouvernement cubain a donc dû adapter ses techniques de discipline : est-il alors toujours aussi pertinent de conserver ces deux institutions touchées par la crise? Devant la menace que représente le tourisme, d'un point de vue économique, le Gouvernement peut-il alors toujours compter sur elles pour discipliner sa société ? Il sera donc question dans le prochain chapitre de nous pencher sur l'étude du rôle de ces deux institutions en temps de crise économique, afin de voir si l'État a modifié et surtout conservé ces dernières, qui jusqu'ici, étaient parvenues à soutenir le Gouvernement cubain dans l'exercice de son pouvoir. Ce concept nous permettra donc de mettre en

⁹⁰ Del Aguila, Juan M., "The Cuban Armed Forces: Changing Roles, Continued Loyalties", in *Cuban Communism*, 11th edition, Horowitz, Irving Louis et Jaime Suchlicki, eds., New Brunswick, New Jersey, Transaction Publishers, 2003, p.666

exergue les différents mécanismes en œuvre permettant le maintien de cette discipline. Suivant ce modèle d'analyse, il nous est alors possible d'étudier les institutions disciplinaires afin de mieux comprendre leur rôle dans la discipline des travailleurs. L'État a-t-il été capable de les conserver et surtout de s'assurer que leur rôle était tout aussi important qu'avant la crise ? En définitive, comment l'État cubain s'assure-t-il que ces deux institutions traditionnelles garantes de la discipline ne l'abandonnent pas ? C'est ce que nous verrons dans le prochain chapitre.

3.2) Société de contrôle

Le concept de société de contrôle, lui, nous permettra de mieux saisir la diversité des pôles de pouvoir à l'œuvre au sein d'une société donnée : la société de contrôle, elle, ne s'appuie plus sur des institutions désuètes et dépassées dont les rapports de force propres à chacune d'entre elles ne parviennent plus aussi bien à discipliner les individus. Le pouvoir alors exercé sur une société disciplinaire par les institutions est préservé mais ce qui remplace ces dernières, c'est une panoplie de machines, de technologie et de réseaux de communications qui prennent en charge le travail maintenant de moins en moins utile des institutions disciplinaires⁹¹. Nous reprendrons la définition donnée par Michael Hardt et Antonio Negri de la société de contrôle n'ayant pas été formulée par Michel Foucault lui-même : la société contrôlée, elle, est une société

[D]ans laquelle les mécanismes de maîtrise se font toujours plus démocratiques, toujours plus immanents au champ social, diffusés dans le cerveau et le corps des citoyens. Les comportements d'intégration et d'exclusion sociale propres au pouvoir sont ainsi de plus en plus *intériorisés* dans les sujets eux-mêmes [...] La société de contrôle pourrait ainsi être caractérisée par une *intensification et une généralisation*

⁹¹ Hardt Michael, Negri, Antonio, *Empire*, Paris, Exils, 2000, p. 49

*des appareils normalisants de la disciplinarité qui animent de l'intérieur nos pratiques communes et quotidiennes.*⁹²

Si nous adoptons cet angle conceptuel, il est possible d'identifier deux groupes que nous pouvons qualifier d'individus contrôlés : les touristes, d'une part et les dirigeants des FMN, d'autre part sont à notre avis deux bons exemples d'individus contrôlés. Comment, selon la définition d'Hardt et Negri, pouvons-nous qualifier les touristes fréquentant ces complexes hôteliers d'individus « contrôlés » ? Tout d'abord, si l'on se fie aux statistiques du Ministère du Tourisme Cubain (MINTUR), la proportion d'individus provenant de pays capitalistes est un pourcentage important des arrivées : 65.75%⁹³ des touristes viennent du Canada, de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Espagne, de la France, du Royaume-Uni et du Mexique. Le passage d'une société disciplinée à une société de contrôle annoncé par Hardt et Negri, nous tenons à le rappeler, ne faisant l'objet de notre part d'aucune remise en question, nous qualifierons ces touristes d'individus contrôlés.

De plus, selon les deux auteurs, le pouvoir contrôlant de cette nouvelle société s'exercerait « maintenant par des machines qui organisent directement les cerveaux (par des systèmes de communication, des réseaux d'informations, etc.) et les corps (par des systèmes d'avantages sociaux, des *activités encadrées*, etc.) vers un *état d'aliénation autonome*, en partant du sens de la vie et du *désir de créativité* »⁹⁴.

Effectuer un séjour à Cuba dans un de ces complexes est un modèle de consommation impliquant une forme de rémunération, engendrant peut-être elle-même un endettement. Le modèle d'aliénation autonome capitaliste du travail permettant la consommation, donc l'endettement, est ici parfaitement reproduit, modèle auquel se réfèrent Hardt et Negri. De

⁹² Ibid., p. 48

⁹³ Ministère du tourisme: MINTUR, 2000, http://www.cubagov.cu/des_eco/turismo.htm, site consulté le 20 octobre 2005

⁹⁴ Hardt Michael, Negri, Antonio, *Empire*, Paris, Exils, 2000, p. 49

plus, quel meilleur exemple que la consommation d'un produit touristique dans cette recherche et ce « désir de créativité » dont parlent les auteurs : le tourisme n'étant pas une activité économique liée à la survie de base de l'individu (tel que la consommation de nourriture ou de médicaments), il peut être considéré comme un désir pour le touriste d'apprécier le luxe et la distraction que lui confère ce type de consommation. Enfin, de par la forme que prend le tourisme au sein d'un complexe hôtelier (prise en charge du début à la fin, consommation d'alcool et de nourriture à volonté, activités organisées et spectacles au sein du complexe permettant le divertissement du touriste, etc.) il est possible de trouver une similarité, voire un exemple du modèle calqué sur ce que les auteurs qualifient d'« activités encadrées ».

Ensuite, les dirigeants des FMN qui s'implantent à Cuba le font dans l'espoir de faire fructifier leur investissement. Ils sont soumis à la logique marchande capitaliste de la maximisation de la plus-value, sans laquelle leur exploitation ne peut survivre. Contrôle non pas effectué par des institutions, puisque ces FMN ne sont pas des individus, mais contrôle effectué par la soumission à une logique, la logique marchande de la maximisation de la plus-value. Sans pour autant que cette logique contrôle nécessairement les FMN par des machines et des réseaux de communications tels que décrits par Hardt et Negri, il reste qu'elles ne sont pas disciplinées de façon institutionnelle. Enfin, ce concept de société de contrôle nous permet de voir comment ces FMN ne sont pas toutes-puissantes, et elles ont des points faibles, tout comme les individus soumis à la discipline qui prévaut à l'intérieur des foyers de micro-pouvoirs. Il s'agit alors pour l'État de trouver ces points faibles et de les utiliser afin de soumettre ces firmes à un rapport de force.

Quelle est donc véritablement la pertinence de ce concept pour notre analyse? Le fait que Deleuze ainsi qu'Hardt et Negri, auteurs contemporains, aient décelé la naissance d'une nouvelle forme de société, nous indique par-là même qu'il faille rester attentifs aux différentes manifestations des rapports de pouvoirs constamment en évolution et en mutation. Si Foucault considérait les rapports de pouvoirs au sein des institutions comme venant soutenir le pouvoir plus général de l'État, à l'heure de l'affaiblissement du rôle de l'État au profit de d'autres acteurs, la donne a changé.

[C]es technologies du pouvoir qu'on a essayé de reconstituer en passant hors institution, est-ce que finalement elles ne relèvent pas d'une institution globale d'une institution globalisante qui est, précisément, l'État? [...] On peut bien dégager les mécanismes disciplinaires des lieux où on essaie de les faire jouer, comme les prisons, les ateliers, l'armée. Est-ce que ce n'est pas l'État qui est finalement responsable en dernière instance de leur mise en œuvre générale et locale?⁹⁵

Ainsi, à Cuba, si la société reste fortement disciplinée et qu'il est possible d'étudier, à travers ces institutions, l'exercice des micro-pouvoirs, le concept de société de contrôle, nous permet de mieux comprendre qu'à l'extérieur des frontières cubaines, des sociétés différentes, dont les règles et les techniques de contrôle divergent du cas cubain, force le spécialiste à rester plus attentif à ces manifestations de contrôle.

En d'autres termes, l'analyse conceptuelle d'Hardt et Negri et leur concept de société de contrôle nous permettent de saisir l'hétérogénéité des formes de pouvoir à l'œuvre et d'analyser ces dernières, alors que coexistent deux types de sociétés, dont une partie de chacune d'entre elles pose une menace à l'intégrité et au sein même de l'État cubain. Cette attention toute particulière de la part des auteurs d'étudier l'émergence de cette société de

⁹⁵ Foucault, Michel, *Sécurité, Territoire, Population : Cours au Collège de France. 1977-1978*, Paris, Hautes Études, Seuil, Gallimard, 2004, p.122-123

contrôle nous donne donc les outils nécessaires et nous permet d'aiguiller plus précisément notre recherche sur les mécanismes de contrôle à l'œuvre : en effet, si la société cubaine est fortement disciplinée, il est donc possible de l'enfermer, de «quadriller» les corps des Cubains à l'intérieur de l'État, à l'intérieur des institutions.

En fait, autant Foucault nous permet d'analyser les institutions disciplinaires à Cuba et la manière dont est exercé le pouvoir à travers ces dernières, autant son analyse de la disciplinarité ne nous permet pas de comprendre et de saisir *entièrement* l'exercice du pouvoir appliqué par le Gouvernement cubain aux FMN (qui, rappelons-le, par leur importance et leur puissance, posent une menace au Gouvernement cubain et à son régime).

Il faut cependant noter que l'utilisation du concept de société de contrôle nous servira surtout à accepter l'idée qu'un type de contrôle tel qu'exercé sur des sociétés disciplinaires ne pourrait avoir l'impact et la réussite convoités sur les FMN. À l'image de Zarifian, qui reprend ces analyses de société de contrôle pour montrer l'émergence d'une autre forme de contrôle, celui de l'engagement⁹⁶ et de son concept de « société sécuritaire »⁹⁷, le concept de société de contrôle nous donne les outils nécessaires pour adapter nos recherches aux spécificités de l'industrie touristique afin de mieux accepter et comprendre l'importance de saisir chaque source de contrôle en fonction de la menace.

Si l'application de la discipline au sein des institutions permet d'effectuer un contrôle sur des corps dans un espace physique déterminé, que faire de ces nouveaux acteurs, caractéristiques de la mondialisation de l'économie ? En effet, les FMN ne sont pas des individus qu'il est possible de discipliner, placer, enfermer, à l'intérieur de ces lieux

⁹⁶ Zarifian, Philippe, « Des Sociétés Disciplinaires aux Sociétés de Contrôle », <http://perso.wanadoo.fr/philippe.zarifian/page111.htm>, site consulté le 15 décembre 2005

⁹⁷ Zarifian, Philippe, « La Société Sécuritaire de Contrôle », dans *Multitudes*, Mis en ligne le 4 décembre 2003, http://multitudes.samizdat.net/article.php3?id_article=1233, site consulté le 15 décembre 2005

d'enfermement et d'administration de la discipline. C'est dire que face à la menace caractéristique de l'ère moderne, l'État cubain doit s'adapter afin d'enfermer, discipliner et poursuivre l'application de ce rapport de force à l'intérieur d'une toute nouvelle forme institutionnelle.

Il s'agit alors de se poser la question suivante : dans le rapport de force (et seulement au sein de ce dernier, loin de nous l'idée d'affirmer que ce rapport de force se reproduit de la même façon à l'ensemble de la société de contrôle, bien au contraire!) État / FMN à Cuba dans le cas du tourisme, qu'est-ce qui permet au premier d'exercer un pouvoir sur le deuxième, et surtout, par quels *moyens* ? À l'intérieur de quel *cadre* est-il possible d'étudier les *méthodes* utilisées pour contraindre une FMN et l'amener à répondre aux exigences de l'État au sein duquel elle s'implante. À cette question, et c'est ce que nous développerons plus en détail dans les chapitres suivants, nous répondrons que ce qui contraint la FMN (en cas d'indiscipline et de bévée, donc de désobéissance), est tout d'abord l'imposition ou l'absence d'un cadre législatif limitant ou sanctionnant la firme. Ensuite, la plus grande menace pour cette entité économique est le risque, et plus particulièrement le risque de perdre des gains, donc l'absence de garanties qu'elle effectuera un profit et qu'elle pourra se l'approprier. C'est donc en jumelant réglementation adaptée aux spécificités de l'État et de la firme, et en laissant place à la présence d'un risque économique, que l'État peut exercer son pouvoir sur cette FMN. Le micro-pouvoir se reproduit donc à une toute autre échelle et, à l'image du rapport de pouvoir professeur / élève à l'intérieur de la salle de classe, on retrouve un nouveau rapport de pouvoir, le rapport Gouvernement / FMN, à l'intérieur des frontières géographiques de l'île et plus

particulièrement à l'intérieur du complexe hôtelier que nous analyserons dans le prochain chapitre.

3.3) Le complexe hôtelier à Cuba : pour faciliter le mécanisme du panoptique dans l'hétérotopie

La différence entre la société disciplinée cubaine et les touristes/FMN contrôlés peut être accentuée, appuyée, par le concept d'hétérotopie : ce concept désigne l'implantation de structures qui sont complètement différentes du lieu dans lequel elles se trouvent. Ainsi, ce terme désigne la rencontre entre deux mondes opposés qui se mêlent et dont les conséquences de ces mélanges influent fortement l'un sur l'autre. Selon Foucault, le « Club Med »⁹⁸ à l'étranger est l'exemple d'une hétérotopie. Dans le cas de Cuba, cet exemple est marquant en ce qui concerne les grands complexes hôteliers dans lesquels les structures, les habitudes et le mode de vie capitaliste sont recréés, au sein d'un État dont les habitudes et le mode de vie restent fortement opposés à ce qui les entoure. Les travailleurs légaux de ces complexes deviennent en quelque sorte des courroies de transmission d'une idéologie à l'autre, et ce, dans les deux sens, à l'intérieur et à l'extérieur de ces complexes, donc au sein de l'État. Ces complexes hôteliers deviennent ainsi de nouveaux espaces, dans lesquels les touristes passent un court laps de temps, mais où les travailleurs évoluent à long terme. Ces complexes deviennent donc un lieu de contradiction, où dichotomies et relations binaires se multiplient. Au sein de ces hétérotopies, deux idéologies cohabitent, deux modes de vie, deux durées de séjour :

Les hétérotopies supposent toujours un système d'ouverture et de fermeture qui, à la fois, les isole et les rend pénétrables. En général, on n'accède pas à un emplacement hétérotopique comme

⁹⁸ Foucault, Michel, <http://foucault.info/documents/heteroTopia/>, lien : foucault.espacesAutres.fr/mp3 (document sonore), référence aux villages Club Med : 4ème minute

dans un moulin. Ou bien on y est contraint, c'est le cas de la caserne, le cas de la prison, ou bien il faut se soumettre à des rites et à des purifications. On ne peut y entrer qu'avec une certaine permission et une fois qu'on a accompli un certain nombre de gestes. [...] Il y en a d'autres, au contraire, qui ont l'air de pures et simples ouvertures, mais qui, en général, cachent de curieuses exclusions; tout le monde peut entrer dans ces emplacements hétérotopiques, mais, à vrai dire, ce n'est qu'une illusion : on croit pénétrer et on est, par le fait même qu'on entre, exclu.⁹⁹

Le complexe hôtelier à Cuba est une reproduction parfaite de l'environnement que le touriste retrouve chez lui : la télévision diffuse les chaînes du monde entier par satellite, Internet est accessible aux touristes, la consommation à outrance y est possible. Ces lieux d'enfermement en quelque sorte, car leur frontière avec le reste de l'île est marquée de plusieurs manières, sont des terrains propices au développement de la logique propre à la société de contrôle : n'y entrent que des individus contrôlés (les touristes et les gestionnaires étrangers), et les travailleurs cubains.

La pertinence de ce concept pour notre recherche réside dans le fait qu'au sein de cette hétérotopie, des micro-pouvoirs propres à ce secteur prennent vie. En circonscrivant et en adaptant une discipline oeuvrant à contrer les dangers présents au sein de cette hétérotopie, le Gouvernement peut ainsi mettre en place des dispositifs spécifiques qui n'auraient pas forcément été pertinents s'ils avaient été appliqués à la totalité de la population cubaine par exemple. Une théorie qui ne prend pas en compte l'existence de ces multiplicités de foyers de pouvoirs n'aurait pas permis l'étude de ces mécanismes adaptés à une situation bien particulière.

⁹⁹ Foucault Michel, "Des Espaces autres", dans *Dits et Écrits*, Paris, Gallimard, 1984, p.49

Ce que le concept d'hétérotopie nous permet d'observer, c'est les stratégies d'application du pouvoir sur le plan géographique : ce qui est intéressant de noter, par exemple, c'est le fait que ces hétérotopies soient construites et placées stratégiquement sur le territoire cubain. Au bord de la mer, dans des régions isolées et peu habitées, par exemple. Désir d'isoler cette partie de la population et ces visiteurs ? Il est possible de le supposer, cependant rien ne prouve systématiquement que c'est le cas : en effet, ces régions isolées peuvent simplement avoir été choisies pour d'autres raisons, tel que le coût des investissements, la géographie, l'accès aux routes, etc. De plus, il ne faut pas oublier que le plus grand regroupement de complexes hôteliers se trouve dans la ville de Varadero, et que cette dernière n'est pas en retrait de la concentration de population cubaine. Si l'isolement avait été la raison majeure qui aurait favorisé la construction en retrait de ces complexes, alors le Gouvernement cubain aurait probablement renoncé à poursuivre l'investissement massif dans la province de Matanzas (Varadero), déjà commencé avant la crise économique.

Grâce à cet angle conceptuel, il est plus facile de voir comment ces complexes hôteliers, modèles hétérotopiques par excellence, sont en fait des enclaves au sein desquelles le Gouvernement cubain préserve une discipline traditionnelle sur les travailleurs de l'industrie, individus exposés quotidiennement aux mécanismes de contrôle caractéristiques des sociétés dans lesquelles gravitent les touristes. En isolant au sein de ces complexes les touristes, et les travailleurs, et sachant qu'au sein d'une hétérotopie les règles sont différentes¹⁰⁰, la discipline peut donc être administrée sur les travailleurs de manière précise et adaptée, au sein de cette structure d'enfermement, en quelque sorte.

¹⁰⁰ Foucault Michel, "Des Espaces autres", dans *Dits et Écrits*, Paris, Gallimard, 1984, p.49

L'enfermement montre clairement que le pouvoir correspond à un *exercice réel*, incluant à ce titre des pratiques, des institutions, des techniques de gestion des hommes. [...] L'enfermement disciplinaire est une technique d'assujettissement, sa fonction est à la fois de faire obéir et de produire des sujets : les conditions de l'enfermement disciplinaire mettent sans cesse l'individu face à lui-même sous le regard *-réel ou possible-* d'une autre »¹⁰¹

Enfin, à l'intérieur des frontières de ces hétérotopies bien délimitées, il est possible d'adapter les méthodes de surveillance aux spécificités du danger présent. Selon Foucault, il est plus économique pour l'État de s'assurer de la discipline de ses sujets en les amenant à exercer cette discipline sur eux-mêmes et par eux-mêmes. Ceci illustre le mécanisme du Panoptique. Le pouvoir est le plus efficace lorsqu'il est caché, qu'on ne peut en trouver ou en voir la source¹⁰² : ça amène les individus à se contrôler eux-mêmes dans la mesure où ces derniers ne savent jamais vraiment s'ils sont observés, jugés et à quel moment ils le sont. Ils adoptent alors une attitude qui leur assure d'être irréprochables en tout temps, car, la surveillance pouvant se faire en tout temps et étant partout, dans toutes les organisations du secteur touristique, les travailleurs connaissent les risques qu'entraîneraient l'indiscipline et le délit, et s'autodisciplinent en conséquence.

L'aménagement panoptique a son principe dans une disposition des corps qui évite tout affrontement physique : chacun est pris dans une situation où il se sait observé sans qu'il puisse constater la continuité réelle de la surveillance. Il en résulte quelque chose de fondamental : cet état de visibilité permanente assure que les individus reprennent pour leur compte l'exercice du pouvoir¹⁰³.

¹⁰¹ Cazier, Jean-Philippe, « Enfermement », dans *Abécédaire de Michel Foucault*, Leclercq Stéfán, dir., Éditions Sils Maria-Vrin, Belgique/France, 2004, p.42-43

¹⁰² Foucault, Michel, *Surveiller et Punir: la naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1974, p.220

¹⁰³ Aureano, Guillermo R., *Michel Foucault : vers une Recréation de la Pensée Critique : Pouvoir, Fragmentation et Uniformisation*, Ottawa, Thèse Université d'Ottawa, 1992, p.56

Ainsi, le mécanisme du panoptique deviendra pertinent à notre analyse afin d'observer, à l'intérieur de l'hétérotopie, les mécanismes en place destinés à assurer une surveillance continue des travailleurs. Il sera question dans le prochain chapitre de montrer quelles sont ces techniques de surveillance, en étudiant notamment la réaction des individus assujettis au mécanisme en question.

3.4) «Omnipotent subordonné»¹⁰⁴ : le cas spécifique du Gouvernement cubain dans le cas du complexe hôtelier

Ce concept désigne une situation où la figure qui semble être dominante adopte et détient un pouvoir absolu sur des individus ou des choses tout en n'ayant pas la possibilité d'exercer une autorité complète, parce que freinée par des contraintes extérieures à son champ de pouvoir. Si, pour Foucault, les relations de pouvoir ne se définissent pas en terme de dominant et dominés, ici, le concept désigne une relation au sein de laquelle la figure dominante est à la fois toute-puissante et particulièrement vulnérable, menacée par des acteurs sur lesquels elle a le contrôle mais qu'elle peut perdre à tout moment.

La qualification d'omnipotence subordonnée est essentielle à la compréhension de notre problématique. Si l'on garde en tête la conception de Foucault du pouvoir, l'État cubain omnipotent, tout-puissant, n'existe pas : des forces externes (la situation économique sur la scène internationale, la perte de l'allié soviétique...) font en sorte que sa domination pure (au sens traditionnel du terme) est menacée, ce qui le rend dépendant et

¹⁰⁴ Le concept d' « Omnipotent Subordonné » n'est pas tiré des travaux de Foucault. Nous l'avons inventé afin de qualifier plus spécifiquement le Gouvernement cubain, tout en nous inspirant des réflexions portant sur le pouvoir, de ce dernier. Nous avons effectué la recherche suivante sur le moteur de recherche Google : « Omnipotent subordonné » et n'avons trouvé aucune utilisation de ce concept par d'autres auteurs. S'il s'avérait que ce concept avait déjà été utilisé avant nous par un autre spécialiste, sans que nous en ayons pris connaissance, nous excusons alors l'absence de citations tout au long de ce travail.

qui justifie de la qualification de subordonné. Ceci revient à la présence de résistance au sein des relations de pouvoir décrites plus haut. De plus, pour pouvoir expliquer notre problématique, ce concept d'omnipotent subordonné nous permet de mieux comprendre pourquoi le tourisme a connu un tel essor et surtout, comment les autorités lui ont permis de se développer autant, vu les risques que cette stratégie économique comportait. En d'autres termes, celui qui est omnipotent subordonné ne peut se permettre d'appliquer sa domination comme il l'entend dans ses velléités car il est freiné par une ou des réalités qui l'entourent et qui font de lui un être dépendant d'autrui ou d'autre chose à son tour.

Pour Foucault, l'État n'a pas seul l'apanage du pouvoir. Pourtant, c'est lui, à Cuba, qui aiguille véritablement la gestion du secteur : de prime abord, l'État semble être la figure dominante dans les relations entre les travailleurs et les investisseurs étrangers. Pourtant ce n'est pas entièrement vrai, et dans les deux chapitres qui suivent, nous montrerons comment effectivement, le Gouvernement possède le contrôle sur le secteur, mais qu'afin d'assurer ce contrôle, il donne en retour aux entités qui menacent son pouvoir, afin de les contenter, et d'assurer sa survie.

La méthode de M. Foucault permet de rendre compte du caractère relatif, complexe, mouvant et multiforme de la distribution des pouvoirs dans les sociétés modernes. On peut aussi en tirer une leçon : *une révolution n'est pas accomplie parce qu'elle a pris le pouvoir central d'État, elle doit se faire tous les jours et dans tous les lieux ou des micro-pouvoirs prolifèrent et se transforment, engendrant de nouvelles aliénations qui ne relèvent pas seulement du pouvoir politique*¹⁰⁵.

Dans ce chapitre, nous avons donc vu comment les travaux de M. Foucault sont utiles pour notre analyse. Le pouvoir étatique est menacé par de multiples facteurs autant internes

¹⁰⁵ Richard Michel, *Les Doctrines du Pouvoir Politique; du Totalitarisme à la Démocratie*, Lyon, Chronique Sociale, 1986, p.177

qu'externes: afin d'exercer son pouvoir sur ces parties, le Gouvernement cubain a donc structuré le secteur du tourisme de manière à ce que la menace de ces micro-pouvoirs soit canalisée. L'hétérotopie qui prend la forme du complexe hôtelier est régie selon des règles qui lui sont propres. Au sein de cette dernière, le caractère disciplinaire permettant à l'État d'asseoir sa domination est préservé, et le contact dans l'hétérotopie entre individus contrôlés, en l'occurrence les touristes, et les travailleurs de l'industrie, est donc géré par la discipline institutionnelle imposée par le Gouvernement cubain dès le départ.

Dans le prochain chapitre, nous procéderons donc à l'analyse qui nous permettra de prouver comment le Gouvernement met en œuvre ses stratégies d'application du pouvoir, par l'entremise des institutions chargées d'appliquer la discipline et par le mécanisme de panoptique, permettant la surveillance.

CHAPITRE 4 : Travailleurs des complexes : comment s'assurer qu'ils ne représentent pas une menace pour le Régime

Pour Foucault, les institutions traditionnelles telles que l'école, l'université, l'hôpital et l'armée contribuent toutes à former l'individu pour qu'il puisse évoluer et fonctionner adéquatement selon les principes et exigences de l'État. À Cuba, les institutions disciplinaires ont pris une importance indéniable depuis la Révolution, afin que la société cubaine sous le nouveau régime de Castro soit conforme et prenne le pli des structures du socialisme.

La société cubaine est une parfaite représentation d'une société éduquée, alphabétisée et formée par l'institution académique : selon un rapport de l'UNESCO, en 1990, le taux d'alphabétisation de la population cubaine était de 95,1% et en 2000 (soit dix ans après le début de la crise économique) de 96,7%¹⁰⁶. Le taux d'alphabétisation généralisé à la presque totalité de la population démontre bien l'importance qu'à pris le système éducatif cubain surtout malgré la crise. Les taux de mortalité et la moyenne d'âge de la population témoignent tous deux du travail du système de santé à Cuba. Enfin, les effectifs militaires du Régime et leur travail à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières cubaines démontre la solidité de cette institution, garante du maintien de la paix, de l'ordre et de la tentative d'éradication de la dissidence envers le régime.

C'est plus particulièrement le travail de l'armée et de l'école qui retiendra notre attention dans ce chapitre. Les analyses de Foucault nous permettent de cerner les différents lieux de l'application du pouvoir, ailleurs que dans le simple rapport « dérogation

¹⁰⁶ UNESCO, *Rapport Mondial de Suivi sur l'Éducation pour Tous : le Monde est-il sur la Bonne Voie?*, Paris, Éditions Unesco, 2002, p.218

à la loi – punition ». Il nous devient possible, grâce aux analyses des différents modes d'application des disciplines au sein des institutions de ce type, de diriger tout d'abord notre attention et ensuite notre analyse, vers les institutions disciplinaires cubaines, afin de souligner le travail de ces dernières dans le cas qui nous intéresse.

En effet, l'éducation offerte dans les écoles et universités cubaines ainsi que l'éducation militaire reçue dans les casernes démontre un véritable effort de la part des autorités cubaines de mettre en place un système institutionnel permettant de garantir la discipline des individus. Pourtant, beaucoup de Cubains quittent leur emploi demandant une qualification et rémunéré en pesos par l'État (professeurs, médecins, avocats, ingénieurs...) afin de rejoindre les rangs du tourisme : peut-on alors dire que ce dernier attaque un des acquis sociaux de la Révolution? De plus, un emploi dans le tourisme ne demandant (à prime abord) pas un effort intellectuel et académique important ni des études universitaires poussées (sauf pour les postes de cadres et de gestion), comment gérer cet « exode des cerveaux » au profit d'un secteur qui ne promeut pas l'éducation, donc rend désuète l'institution académique chargée de former les individus : « A waiter may earn the monthly salary of a university professor in a single day just through tips. As a result, there is a shift of highly skilled labor to low-skilled jobs that dramatically devalues qualifications and specializations”¹⁰⁷

Avec la crise économique de 1990, la perte des alliés et de leur soutien économique et militaire, l'armée a connu d'énormes coupures budgétaires qui ont eu une incidence directe sur la qualité de cette institution pourtant si importante dans le maintien du régime:

¹⁰⁷ Burchardt, Hans-Jürgen, “Contours of the Future: The New Social Dynamics in Cuba” , in *Latin American Perspectives*, Issue 129, Vol. 29, no 3, May 2002, p.62

Training of the military in East Europe came to an abrupt halt, and promised deliveries of weapons and supplies were never fulfilled. The economic crisis also began to erode the capabilities and training of the FAR. [...] Between 1989 and 1992, the total value of Cuban exports declined by more than 60 percent, and the value of imports fell to only 26 percent of 1989 levels. Fuel supplies were especially hard-hit, forcing drastic curtailments in vehicle and aircraft operations. [...] The purge of officers in the Western Army, the rise in the number of military defections, and the greatly increased emphasis in official orders on improving military discipline and political indoctrination all provide evidence of problems. Interviews with defectors support the thesis of declining morale and growing disillusionment with the leadership and the official ideology. But these same interviews show little evidence of any organized opposition movement or of emerging consensus as to an alternative future for the FAR¹⁰⁸.

Comment donc, malgré la crise, le Régime a-t-il tenté de préserver ces deux institutions garantes de l'ordre et de la discipline, institutions importantes au maintien du socialisme, puisque d'une part, l'école forme les individus en une société socialiste et d'autre part, l'armée maintient, par le travail qu'elle effectue et la mission dont elle est investie, l'ordre au sein des frontières de l'île? Par quels moyens s'est-il assuré que le tourisme ne compromette pas ces deux acquis? Nous montrerons dans ce chapitre de quelle manière non seulement l'importance de ces deux institutions a été préservée, mais également comment ces dernières ont contribué à la survie du socialisme, malgré la menace amenée par le tourisme.

1) Méthodologie: type de documents, échantillons de population prise en compte

1.1) L'échantillon étudié

¹⁰⁸ Millett, Richard L., "Cuba's Armed Forces: From Triumph to Survival", no 4, September 1993, p. 8, <http://www.trinitydc.edu/academics/depts/Interdisc/International/caribbean%20briefings/CubaArmedForces.pdf>, site consulté le 18 octobre 2005

Vu l'ampleur prise par le tourisme à Cuba, la conséquence directe a été la multiplication des emplois liés à cette industrie. Si nous avons décidé de nous intéresser plus particulièrement au cas des travailleurs des complexes hôteliers, c'est pour plusieurs raisons. Tout d'abord, nous avons cherché le groupe de travailleurs qui était le plus en contact avec le mode de vie des touristes, et ce, sur une base régulière : les complexes hôteliers sont la forme la plus commune de tourisme à Cuba (de nouvelles formes ont vu le jour, tel que le tourisme de santé, l'écotourisme, par exemple mais il reste que le complexe hôtelier reste la majeure forme de tourisme à Cuba). En effet, cette forme de logement, mais d'attraction également, que nous qualifions de véritable hétérotopie, représente la forme la plus généralisée, qui touche le plus grand nombre de Cubains, de la menace capitaliste représentée par la rencontre entre deux groupes d'individus : « about 130 000 Cuban workers are employed in the tourism industry. Half of that number [is] directly employed by tourist enterprises such as hotels »¹⁰⁹. Non seulement les travailleurs ont-ils plus facilement accès aux dispositifs réservés aux touristes (Internet, télévision satellite, téléphones, ...), mais ils sont exposés tous les jours à ce mode de vie et de consommation.

Certes, ce lieu de travail devient alors une menace continue pour le Régime, mais il représente également l'inverse : c'est au sein de ces complexes que les travailleurs peuvent être surveillés étroitement, et ce, plus que les autres. Au sein de l'hétérotopie, les frontières sont délimitées, permettant une surveillance accrue et plus facile à effectuer que sur les chauffeurs de taxi, par exemple, ou les guides touristiques, qui sont en constante mouvance. Les individus au sein de l'hétérotopie sont quadrillés à l'intérieur de cet espace, et leur rôle prédéterminé ainsi que leurs tâches se doivent d'être exécutées selon les règles propres à

¹⁰⁹ Perry, Joseph M., Jeffrey W. Steagall and Louis A. Woods, "Cuban Tourism, Economic Growth, and the Welfare of the Cuban Worker, in *Cuba in Transition*, Vol. 7, ASCE, 1997, p.146

l'hétérotopie. De plus, l'investissement massif dans des complexes hôteliers sur les « cayos » (petites îles non habitées et non développées) permet également d'isoler les touristes et les travailleurs et d'assurer une plus étroite surveillance sur ces travailleurs.

1.2) Type d'information :

Pour une étude de ce genre, la stratégie de vérification idéale serait l'étude sur le terrain, principalement la récolte d'informations par le biais d'entrevues. Pour des raisons de sécurité, il nous a été impossible d'effectuer ce type de recherche. Les témoignages que nous utiliserons seront donc principalement empruntés à d'autres auteurs, spécialistes et journalistes ayant effectué eux-mêmes des entrevues à Cuba avec les travailleurs de l'industrie et les autorités en place.

Tout d'abord, nous montrerons comment, malgré la reconversion de nombreux cadres au profit du tourisme, l'école est un passage obligé, un rite de passage qui reste incontournable. Par l'étude des processus de sélection des étudiants, de la littérature qui est à leur portée lors de leur formation, nous montrerons comment les écoles de tourisme continuent à former l'étudiant selon les normes du régime, et continuent à discipliner ces étudiants pour que ces derniers ne représentent pas un risque pour le régime. De plus, une attention particulière sera portée à l'étude des travaux scolaires demandés par ces écoles.

Ensuite, pour montrer comment l'armée reste une institution incontournable et forte pour la préservation de la discipline dans le secteur, nous analyserons son rôle au sein de l'hétérotopie et surtout la formation des militaires affectés à la gestion du secteur.

Il sera très important de nous pencher sur l'opinion des travailleurs cubains pour compléter le tout. Les témoignages de travailleurs des complexes serviront notamment à

montrer les pratiques disciplinaires administrées aux travailleurs au sein des hétérotopies, par exemple.

Faute d'avoir pu effectuer une étude sur le terrain, la seule source disponible dont nous avons disposé et qui permet aux travailleurs cubains de s'exprimer, est la Presse Indépendante, qui s'affaire principalement à recueillir les impressions et opinions du peuple cubain. Le ton utilisé par les journalistes donne parfois l'impression que cette Presse a pour objectif principal, la critique en règle du Régime castriste, car le ton y est rarement neutre. Cependant, il faut également comprendre que de par la censure, et la réalité du Régime cubain (interdiction de donner son opinion et répression de la dissidence), cette Presse étant la seule voix du peuple, la « vérité » repose probablement en un juste milieu entre ce qui est écrit dans ces sources et la réalité du Régime cubain.

2) Les écoles de tourisme et d'hôtellerie : une discipline signée FORMATUR

Dans cette première partie, l'argument principal que nous tenterons de défendre est le suivant : la formation des futurs travailleurs du tourisme dans des écoles spécialisées permet au Régime de s'assurer que cette partie de la société soit formée selon les normes socialistes. Cette formation permet donc au Régime de faire en sorte que ces travailleurs qui seront exposés aux réalités capitalistes de façon quotidienne, respectent les normes du Parti, tout en effectuant leur travail dans un univers empreint de capitalisme.

2.1) Le processus de sélection des futurs employés

Les avantages pour un Cubain de travailler dans un complexe hôtelier sont nombreux : tout d'abord, la possibilité de gagner des pourboires pour les serveurs/serveuses et les barmen/barmaids par exemple, de recevoir des cadeaux ou encore de récupérer des

objets oubliés par les touristes, pour les femmes (hommes) de chambres, représente l'un des moyens les plus directs de se procurer des devises étrangères à Cuba. Pourtant, n'entre pas qui veut dans les écoles de tourisme:

The school Dany has his future riding on is one of twenty-two FORMATUR schools in the country that train Cubans of all ages and backgrounds – from highly educated professionals changing jobs to recent high school graduates – to serve food, make drinks, sweep floors and greet guests. The training is mandatory for job placement even in the lowest tier [comprendre postes de serveurs/serveuses, femmes (hommes) de chambre, réceptionnistes, etc.] of the tourism industry. The school also prepares the select few who prove their worth for management positions in one of the five independently operating tourism companies that fall under the government's tourism ministry¹¹⁰.

Ainsi, le processus de sélection est fort complexe pour rentrer dans ces écoles : en effet, les places sont rares et convoitées. Si le Gouvernement cubain ne considère pas le secteur du tourisme comme étant positif pour l'idéologie socialiste, il reconnaît les avantages conférés par un poste au sein de ce secteur économique et demande de la part des employés une intégrité absolue et une adhérence totale au Régime et au socialisme. Ainsi, seuls les Cubains ayant fait preuve de solidarité et ayant montré qu'ils ont été de « bons citoyens » par rapport à l'idéologie ont le droit et la possibilité de rejoindre les rangs de ces écoles.

Selon le directeur de l'école de Santiago, Monsieur J.B. Gazon, les processus de sélection sont plutôt souples; de plus, il tient à souligner que les travailleurs du tourisme sont au sein des hétérotopies les courroies de transmission et les représentants de la culture cubaine (comprendre des valeurs socialistes) :

¹¹⁰ Foley, Julian, "Dany is a *jinitero*, a hustler", in *Trinidad For Sale*, 2001, <http://journalism.berkeley.edu/projects/cubans2001/index.html>, site consulté le 28 septembre 2005

Les aspirants doivent être âgés en moyenne de 35 ans, et qu'importe qu'ils soient noirs, blancs ou albinos. [...] Mais [les qualités morales les plus importantes] que nous prenons en compte [sont] l'honnêteté, l'instruction, le respect et la responsabilité. Le travailleur du tourisme cubain doit être un ambassadeur des véritables valeurs sociales et morales¹¹¹.

Les techniques de sélection sont multiples et les critères requis très nombreux. Ainsi, lors de la demande d'inscription, le futur élève se doit d'avoir un dossier irréprochable et surtout d'avoir contribué de plusieurs façons, dans le passé, à la préservation et au bon fonctionnement du régime :

Unless a student enters the program straight from secondary school, getting in is no small feat. Applicants need a graduate degree, recommendations from the local CDR representatives, teachers and employers, and all of the things typically associated with university admissions. They will also have to pass tests on politics, economics, geography and history, and be screened and intensively interviewed by a psychologist. "This is a very selective process," says Jose Irrargarria Leon, the Secretary General of Trinidad's 600-student FORMATUR school. [...] but he denies that only the most committed communists are offered the opportunity to choose¹¹²

De plus, il n'est pas garanti qu'une fois accepté, le futur travailleur réussira à se tailler une place de choix au sein d'un complexe : en effet, il s'agit, une fois la formation commencée, de continuer à faire preuve de bonne conduite envers le régime :

Education authorities in Cienfuegos, a city on the southern coast of central Cuba, have barred a tourism industry worker from taking English lessons, alleging that she does not belong to government-sponsored political organizations. Tarahaumara

¹¹¹ Gazon, José Baltazar, *Une École pour la Santé du Tourisme*, traduction de l'auteur, <http://www.cmkc.co.cu/Turismo/formatur.htm>, site consulté le 1^{er} novembre 2005

¹¹² Foley, Julian, "Dany is a *jinitero*, a hustler", in *Trinidad For Sale*, 2001, <http://journalism.berkeley.edu/projects/cubans2001/index.html>, site consulté le 28 septembre 2005

Medina, 21, is a graduate of the hotel and tourism program offered by the government, and is on a waiting list for a job in the industry. [...] Medina is not a member of the Committees for the Defense of the Revolution, the neighborhood watch organization, or of the Cuban Federation of Women. Her father, Juan de Dios Medina, once served time in prison for "disobedience" and attempting an "illegal exit from the country," both charges considered political here.¹¹³

Ces futurs étudiants choisis selon des méthodes très sélectives vivent donc, avant même d'avoir franchi la frontière le l'hétérotopie, leur toute première confrontation à la discipline qu'ils retrouveront à l'école de tourisme, d'une part, et à l'importance de posséder et conserver une mentalité socialiste, d'autre part. Au départ, un étudiant qui veut accéder aux rangs du tourisme s'impose sa propre discipline, conjointement avec celle imposée par les critères de sélection : pourquoi risquer, après tous ces efforts, de compromettre les chances offertes par le secteur, (et donc sa formation préalable), d'améliorer son revenu?

2.2) Enseignement technique et théorique, et matériel pédagogique utilisé

Missions des écoles et cours : enseigner le capitalisme aux étudiants ou préserver le socialisme?

Lorsqu'il s'agit de rendre performant un secteur économique donné, tout doit être mis en œuvre pour assurer la réussite de l'entreprise. Ainsi, nous serions portés à croire qu'afin de satisfaire les besoins des touristes capitalistes, un enseignement technique et

¹¹³ Cubanet, Presse Indépendante cubaine, « Cuban Tourism Worker Banned from English Lessons, <http://www.cubanet.org/CNews/y04/dec04/15e6.htm>, site consulté le 9 décembre 2005

spécialisé des méthodes capitalistes serait donné aux travailleurs : afin d'habituer ces derniers au futur environnement professionnel qui les attend, nous pourrions croire que ces écoles adoptent une vision toute moderne et nouvelle (comparé aux enseignements socialistes dispensés aux travailleurs depuis le début de leur éducation), axée sur la satisfaction du consommateur avant tout et des méthodes d'assurance de satisfaction à la clientèle.

Lors de nos recherches sur les sites Internet des différentes écoles de tourisme, nous avons trouvé un descriptif des cours et des objectifs de ces cours, uniquement sur le site de l'école de Varadero¹¹⁴. En observant dès la page de présentation de l'école les énoncés décrivant la mission, les visions et les valeurs véhiculées par l'école, nous avons de prime abord, compris que cette dernière respectait les valeurs de la Révolution : « Nous sommes une organisation [...] caractérisée par notre patriotisme, et les valeurs partagées par l'école

¹¹⁴ Les raisons pour laquelle les autres sites ne sont pas utiles dans notre étude sont les suivantes : certains, et c'est le cas des sites des écoles de Granma (<http://www.ehtgr.tur.cu/>), ne fonctionnent tout simplement pas. La raison pour laquelle le site affiche « cannot find server » est inconnue de nous mais nous déduisons que l'importance de ces écoles (qu'elle soit géographique, régions plus éloignées...ou qu'elle soit due au nombre d'étudiants admis...) est moindre, comparée à l'école de Varadero, véritable ville artificielle et complètement envahie par les infrastructures touristiques. Pour les autres écoles, c'est le cas, par exemple, de l'école de Santa Lucia (<http://www.ehtstl.co.cu/modules.php?name=Sections&op=listarticles&secid=2>), le lien « cursos » (cours) ne fonctionne tout simplement pas. Pour ce qui est du reste, les sites des écoles de l'île de la Jeunesse (<http://www.ehtij.co.cu/>), de Santiago (<http://www.granhotelstgo.cu/hotel-escuela.htm>), et de Cienfuegos (<http://www.ehtcf.co.cu/>), n'offrent qu'un bref descriptif de l'école et des cours qui y sont offerts. Ce qui nous conforte dans l'idée qu'utiliser l'exemple d'une seule école reste important pour notre étude, c'est que nous avons retrouvé le même énoncé pour chaque école en ce qui a trait à la mission, à la vision et aux valeurs véhiculées par les différentes écoles, tout comme celle de Varadero. Ainsi, si le contenu des cours et des lectures change selon les écoles, l'importance de la préservation des valeurs véhiculées par le Régime reste la même.

sont les suivantes : fierté d'appartenir à FORMATUR, importance du professionnalisme et intégrité révolutionnaire ». ¹¹⁵

Lorsqu'on analyse le descriptif des cours, tout d'abord on se rend compte rapidement que même les métiers les plus techniques (ne nécessitant pas forcément de formation académique poussée) requièrent un apprentissage théorique de politique cubaine et de culture et ce, pour tous les étudiants (« les modules de formation de base ont été établis pour être suivis par tous les travailleurs du secteur »¹¹⁶), du serveur au futur gestionnaire¹¹⁷ : l'objectif général de ce cours est de contribuer à « stimuler chez les étudiants l'intérêt pour l'acquisition de connaissances culturelles qui renforcent, valident et louent l'accomplissement de leurs fonctions »¹¹⁸.

Les étudiants cubains doivent non seulement assister à des cours de formation pratique (selon leur spécialisation) telles que techniques culinaires, service en salle, etc., mais ils doivent également faire leur preuve quant aux connaissances culturelles et politiques de Cuba, car si l'on se réfère à l'énoncé de la mission de l'école, ils seront les courroies de transmission de l'idéologie au sein de l'hétérotopie, en quelque sorte les représentants du régime cubain devant les touristes.

Les travailleurs du secteur touristique [dans la province de Ciego de Ávila] sont obligés à suivre un cours intensif où priment les matières politiques. Ceux qui se refusent à recevoir ces cours peuvent être déclarés non aptes au travail dans le tourisme, comme l'a indiqué l'un des employés du nouvel hôtel "Playa Coco", de Cayo Coco.

¹¹⁵ École de Tourisme et d'Hôtellerie de Varadero, <http://varaix.mit.tur.cu/dossier2005/>, site consulté le 2 novembre 2005, traduction de l'auteur

¹¹⁶ Ibid., traduction de l'auteur

¹¹⁷ Ibid., traduction de l'auteur

¹¹⁸ Ibid., traduction de l'auteur

Ces cours sont d'une durée de 30 jours et ont lieu dans l'école d'hôtellerie et de tourisme, connue par les initiales FORMATUR, de la ville voisine de Morón. Parmi les matières enseignées que personne ne peut rater se trouvent Panorama de la culture cubaine, Langue et Analyse des tables rondes, avec plus d'accent sur la dernière.¹¹⁹

Le cours « Aspects Fondamentaux de la Culture Cubaine »¹²⁰, par exemple, porte sur les différentes périodes depuis 1492 : 1492-1898 (période coloniale), 1899-1958 (période qualifiée de République bourgeoise), 1959-200... Ce qui frappe tout d'abord, c'est le champs lexical associé aux différentes périodes, et ce, uniquement dans le descriptif du cours : pour ce qui touche au règne de Batista par exemple c'est le champ lexical de la lutte qui prime. Anti-impérialisme, pénétration impérialiste, défense de l'identité nationale, marxisme, etc. Pour ce qui est de l'époque post-1959, on retrouve un champ lexical plutôt associé à la victoire : « évaluer la Révolution comme élément culturel profond et important », libération nationale, « lutte d'idées qui libère le peuple cubain », Triomphe de la Révolution, etc., avec citations de Fidel Castro à l'appui.

Nous voyons donc comment, dès la description des cours théoriques offerts aux étudiants du tourisme, la lutte pour la survie du Régime n'est pas abandonnée, bien au contraire, elle est exacerbée. En imposant des cours théoriques qui n'ont pas vraiment de liens tangibles avec le service d'alcool d'un serveur ou le nettoyage d'une chambre pour une future employée cubaine, le régime réitère le message suivant : l'institution académique reste importante, et la lutte pour le régime encore plus.

Littérature et exigences académiques des écoles de tourisme

¹¹⁹ Cubanet « Les travailleurs du tourisme sont mécontents parce que leur sont imposés des cours politiques », 2004, <http://69.13.31.116/french/y04/ago04/11f2.htm>, site consulté le 19 septembre 2005

¹²⁰ École de Tourisme et d'Hotellerie de Varadero, <http://varaix.mit.tur.cu/dossier2005/>, site consulté le 2 novembre 2005, traduction de l'auteure

Nous avons ensuite analysé les documents préalables à l'élaboration de travaux scolaires. Tout d'abord, ce qui reste frappant est le nombre d'auteurs révolutionnaires tels que Fidel Castro ou José Martí. La plupart des documents étudiés sont des monographies ou des documents officiels élaborés par le Gouvernement de Castro. Afin d'illustrer le type de travail que doit fournir un étudiant pour réussir les exigences académiques de l'école, nous avons choisi de citer ce qui constitue un travail final.

Tout d'abord, une citation du Président Castro sur la définition qu'il donne de ce qu'est une bataille d'idées: « la bataille de la vérité contre le mensonge, la bataille de la fraternité contre l'égoïsme, la bataille de la liberté contre la tyrannie, de la culture contre l'ignorance, [...] son essence est la bataille de notre petit pays et de notre peuple héroïque pour l'humanité »¹²¹.

Une fois cette définition donnée à l'étudiant, celui-ci a pour mission académique l'exercice suivant : « Évaluez depuis son [Fidel] expérience, quel est le **rôle que peut et doit** jouer un travailleur du tourisme pour **contribuer à l'atteinte des objectifs que propose ce projet authentiquement révolutionnaire** »¹²².

Particulièrement révélateur de l'importance que revêt la poursuite des idéaux de la Révolution au sein du tourisme, cet exemple de travail académique demandé à tous les étudiants nous montre sur quoi cette formation est basée. De plus, ce qui est encouragé, c'est la réflexion de l'étudiant, et ce, malgré le fait que la direction qu'elle prendra soit

¹²¹ École de Tourisme et d'Hotellerie de Varadero, <http://varaix.mit.tur.cu/dossier2005/>, site consulté le 2 novembre 2005, traduction de l'auteure

¹²² Ibid., <http://varaix.mit.tur.cu/dossier2005/>, site consulté le 2 novembre 2005, traduction de l'auteure

fortement aiguillée : en effet, on permet à ce dernier d'exprimer ses idées, à condition qu'elles restent conformes aux principes révolutionnaires.

L'analyse que nous avons effectuée sur la sélection des futurs étudiants, le type d'enseignement offert à ces derniers et surtout, la littérature abordée ainsi que le type de travail académique exigé pour remplir les demandes académiques de l'institution, montrent comment la discipline est appliquée sur les travailleurs du tourisme, avant même que ces derniers ne franchissent les portes du complexe hôtelier dans lequel ils seront affectés professionnellement.

Nous en avons conclu que l'institution académique restait un passage obligé, et parce que les critères de sélection sont sévères et que l'apprentissage y est effectué selon les intérêts du Gouvernement, par conséquent les relations de pouvoir sont reproduites et la discipline conservée. Le rapport de pouvoir professeur-élève est présent, et l'examen auquel doit se conformer l'étudiant montre bien le caractère disciplinaire de cette nouvelle forme d'institution à Cuba, l'école de tourisme, adaptée et pensée en fonction des impératifs et des dangers représentés par le secteur.

Cependant, une fois le travailleur accepté au sein de l'hétérotopie, comment s'assurer qu'il recrée les mécanismes disciplinaires et reste obéissant après sa sortie de l'école ? En effet, comment peut-on s'assurer qu'une fois la formation terminée, et une fois en dehors des murs de l'école, donc de l'institution où apprentissage mais surtout surveillance sont possibles, le travailleur reproduise à l'intérieur des murs de l'hétérotopie ce qui lui a été appris ? C'est par l'étude du rôle de l'armée au sein du tourisme que nous réussirons à élucider cette interrogation.

3) L'imposition de la discipline au sein du secteur : le rôle de l'armée, de la police et du Département technique d'investigation

Selon Foucault, une institution s'avère très importante dans la discipline d'une société et c'est la police et l'armée. Or cette dernière, à Cuba, est l'institution qui se sort le mieux de la crise économique. En effet, ce sont **les responsables de cette institution qui sont chargés d'administrer le secteur du tourisme**, et ce sont les hommes de Raul Castro qui sont à la tête des organes décisionnels névralgiques : ils dirigent Gaviota et Cubanacan¹²³ pour citer les plus importantes (entreprises nationales œuvrant dans le tourisme), dirigent les «Boutiques à Dollars» réservées aux détenteurs de la devise (touristes et Cubains), etc. Au sein de l'industrie, ils sont véritablement chargés d'aiguiller le secteur vers sa réussite économique et les cadres et dirigeants hauts placés des complexes hôteliers appartiennent au corps militaire.

L'intérêt de déléguer ces tâches à ces hommes est la suivante : donner la responsabilité de gérer un secteur représentant une menace pour le Régime, à un groupe qui a les moyens disciplinaires de faire appliquer l'ordre, c'est également s'assurer de l'obéissance de ceux qui sont placés sous leurs ordres, en l'occurrence les travailleurs.

La relation de pouvoir Société-Armée, au sein de laquelle le rapport de force est à priori, plutôt clair, se retrouve consolidée par cette stratégie. Nous verrons donc comment le rôle de cette institution est renforcé, rendant l'application de la discipline plus efficace et empêchant les individus sous son influence de déraiper vers la désobéissance et l'écart.

¹²³Suchlicki, Jaime, « Cuban Military Influences on Political and Economic Decision-Making », dans Horowitz, Irving Louis et Jaime Suchlicki, eds., *Cuban Communism*, 10th edition, New Brunswick, New Jersey, Transaction Publishers, 2001, p.528

3.1) L'armée chargée de l'administration du secteur : stratégie de préservation du Régime

L'argument principal que nous tenterons de défendre est donc le suivant : la stratégie de confier à l'armée la gestion des complexes hôteliers permet de préserver la discipline sur les travailleurs de l'industrie. Cette stratégie permet au gouvernement de laisser à une organisation qui connaît bien la population cubaine, le soin d'organiser, de surveiller et d'aiguiller les ressources humaines du secteur touristique.

C'est Raul Castro, frère et officiel successeur au pouvoir de Fidel Castro, qui est en charge des Forces Armées Révolutionnaires (FAR). La confiance que lui porte Fidel est importante : la preuve est que Raul a été envoyé à l'étranger pour étudier les techniques de marketing et de management capitalistes. Il devient alors à même de savoir comment contenter les investisseurs étrangers et leurs méthodes de management de l'Ouest et s'assurer en même temps de la réussite économique du secteur.

It was Raul Castro, however, who took over the process of reorganizing the FAR [...]. Raul played a pivotal role in restructuring the economy and military, enhancing his profile and visibility (and that of the FAR) in an effort to secure the survival of the regime and his position as Fidel's heir apparent. Since the early 1990s, Raul has been a key proponent of economic reform and has argued that MINFAR is uniquely prepared to lead the process of economic reform and modernization because of its managerial skills, expertise, and knowledge of Western business techniques.¹²⁴

¹²⁴ Mora, Franck O., "A Comparative Study of Civil-Military Relations in Cuba and China: The Effects of Bingshang", in *Armed Forces and Society*, Winter 2002, p.197

Ce qui est important à comprendre, c'est que cette armée, dont les fonctions ont été en quelque sorte recyclées, a été formée de manière à satisfaire aux exigences que requiert le commerce avec des tierces parties capitalistes. Parce que le secteur du tourisme doit être le plus efficace possible, les techniques de management apprises par des personnes qui auront non seulement à transiger avec des entités capitalistes mais également à contrôler des travailleurs cubains censés rester socialistes deviennent primordiales dans la gestion du tourisme :

By adopting Western style management and organizational techniques, the FAR first began its business operation with Military Industries Union (UIM) and later created its own business improvement model – *Perfeccionamiento empresarial*. The success of the UIM was a catalyst to expand into the key economic sectors in the Cuban economy: sugar and tourism. Utilizing the concepts of modernized methods of management and organizational structure, the FAR retooled economic socialist theory with a quasi capitalist-styled one¹²⁵.

Ainsi, les responsables cubains qui font affaire avec les investisseurs étrangers s'adaptent non seulement aux partenaires économiques et à leurs méthodes de travail, mais également, ils connaissent bien les Cubains. Par conséquent, ces dirigeants sont aptes à contrôler non seulement la menace capitaliste représentée par les entrepreneurs capitalistes, mais peuvent également surveiller les travailleurs cubains, car ces fonctions de surveillance et de discipline font également partie de leur formation en tant que militaires¹²⁶.

Cet apprentissage des techniques de management tirées du capitalisme a débuté peu avant la crise économique : des officiers haut placés furent envoyés à l'étranger par Raul

¹²⁵Mastrapa III, Armando F., "Soldiers and Business Man : The FAR During the Special Period", 2004, <http://lanic.utexas.edu/la/cb/cuba/asce/cuba10/mastrapa.pdf>, p.432, site consulté le 13 octobre 2005

¹²⁶ Site officiel des Forces Armées Révolutionnaires, http://www.cubagob.cu/otras_info/minfar/colegio/prepar_defensa.htm#preparacionecon, site consulté le 7 décembre 2005

Castro, afin d'en rapporter à Cuba l'expertise nécessaire au bon fonctionnement de l'industrie, afin que ces techniques soient utilisées et adaptées au régime castriste. Au départ destinées à l'armée seulement, ces techniques de gestion importées de l'Ouest ont été élargies à d'autres secteurs, dont le tourisme, qui étaient sous l'égide et la responsabilité des militaires nouvellement formés:

Army Corps General Minister of the Revolutionary Armed Forces Raul Castro saw the need to train his top officer corps in management techniques to run enterprises that would in effect be case studies and, depending on their success, would later be transferred to the civilian sectors of the economy. Prior to the Collapse of the Eastern European socialist economies, Raul Castro sent his top officers to Western-Europe to train in business methods and practices so that they would later be able to apply them to the Cuban economy.¹²⁷

3.2) Discipline interne : surveillance et panoptique dans l'hétérotopie

L'armée a donc étendu ses fonctions traditionnelles qui sont de défendre le territoire contre les agressions de l'étranger, et préserver la paix à l'intérieur de l'île si des mobilisations populaires se mettaient en place. C'est le Ministère de l'Intérieur (MININT) qui s'occupe de la paix civile à Cuba, et qui dirige la police, le département technique d'investigations, les différents corps de services secrets et de surveillance d'État. Enfin, les CDR sont considérés comme organismes paramilitaires et facilitent la tâche de l'Armée quant à la surveillance interne : « CDRs became a paramilitary factor in their own right. By 1963, 90 000 separate CDR units existed. The party's task was to organize CDRs on every

¹²⁷ Mastrapa III, Armando F., "Soldiers and Business Man : The FAR During the Special Period", 2004, <http://lanic.utexas.edu/la/cb/cuba/asce/cuba10/mastrapa.pdf>, p.429, site consulté le 13 octobre 2005

block of every city; coordinate CDR activities with police security forces.”¹²⁸ Tous ces organes d’État chargés de faire respecter la discipline s’entraident et travaillent en synergie afin de garantir la paix et la destruction «dans l’œuf » de tout mouvement de dissidence.

Ainsi, à Cuba, depuis 1990, l’armée participe, avec l’aide de la police d’État, au renforcement disciplinaire effectué par le Régime à l’aide des institutions traditionnelles. Cette armée peut alors être qualifiée d’ubiquiste puisqu’elle est partout à la fois, collaborant avec divers organes chargés de la surveillance : par conséquent, les travailleurs savent pertinemment qu’à tout moment, ils peuvent être surveillés à l’intérieur des complexes hôteliers, puisque ces institutions gèrent ces hétérotopies et leur présence à l’intérieur de leurs frontières est inévitable.

L’Armée dicte les règles du jeu en matière de tourisme et transige avec les partenaires étrangers. Cependant, le Gouvernement cubain n’a pas jugé suffisant de lui laisser la tâche de surveiller et de punir les travailleurs cubains. En effet, des factions spéciales appelées Département Technique d’Investigations (DTI), chargées de la surveillance de la population en général, sont également affectées au secteur du tourisme et épaulent les FAR. La gestion du Ministère de l’Intérieur (MININT), qui inclut les forces de police et les factions spéciales de surveillance, a été léguée aux Forces Armées Révolutionnaires, et ce, dès le début de la crise.

The FAR has also become more involved in problems of internal security and in what is officially defined as civil defense. The most obvious manifestation of internal security

¹²⁸ Horowitz, Lousi Irving, “Military Origin and Evolution of the Cuban Revolution”, in *Cuban Communism*, 11th edition, Horowitz, Irving Louis et Jaime Suchlicki, eds., New Brunswick, New Jersey, Transaction Publishers, 2003, p.575

involvement is the virtual takeover of MININT's high command by FAR officers. This, in turn, has led to increased coordination of MININT and MINFAR efforts, including increased use of reservists in internal security and anti-crime activities. MININT units, notably the border troops, remain the regime's first line of defense against internal disturbances.¹²⁹

Les travailleurs de l'industrie sont donc tous entourés de plusieurs organismes de surveillance ayant chacun le devoir de surveiller et de punir la désobéissance civile. Comme le montre ce témoignage, des techniques d'intimidation et de fouille sont présentes au sein de ces complexes, et à tout moment, un employé sait qu'il peut être apostrophé :

Le Département Technique d'Investigations (DTI), avec les officiers du contrôle interne, assistants de la Sûreté de l'État, ont fait courir le bruit dans les installations hôtelières qu'ils auront l'autorisation d'entrer dans les maisons des travailleurs, spécialement les employés des bars, de la réception et autres qui travaillent directement avec les touristes, et inspecter et demander la preuve de propriété des effets électroménagers du foyer, en plus d'autres articles. Plusieurs travailleurs du "cayo" se sont approchés de la presse indépendante dans la province pour protester de ce qu'ils appellent la "chasse aux sorcières"¹³⁰.

Cet exemple n'est pas le seul, plusieurs travailleurs se plaignent de cette forme d'atteinte à la vie privée. De plus, ces menaces contribuent à assurer la discipline puisqu'elles naissent d'une rumeur, ce qui ne fait qu'entretenir la peur et l'incertitude chez les travailleurs du secteur.

¹²⁹ Millett, Richard L., « Cuba's Armed Forces : From Triumph to Survival », 1993, <http://www.trinitydc.edu/academics/depts/Interdisc/International/caribbean%20briefings/CubaArmedForces.pdf> site consulté le 17 octobre 2005

¹³⁰ Cubanet: 24 février 2004: "Les Travailleurs du Tourisme Craignent les Inspections", <http://216.239.39.104/search?q=cache:ibJH0yyOlm0J:www.cubanet.org/french/y04/feb04/24f3.htm+travailleur+tourisme+cuba&hl=fr>, page consultée le 22 février 2005

En fait, ces factions spéciales de surveillance peuvent en tout temps réaliser des perquisitions à l'intérieur des complexes : la surveillance provient alors de partout, c'est pourquoi la désobéissance et le mensonge sont non seulement risqués, mais pratiquement impossibles.

The Cuban Political Police carries out intelligence in foreign enterprises. The Ministry of Interior (the political police of Cuba) handles joint ventures with foreign investors. Very often, the Cubans in executive positions work for the General Intelligence Agency and must try to obtain intelligence from foreign partners. As a consequence all foreign joint ventures must accept *permanent espionage investigations*.¹³¹

De plus, les autorités cubaines tentent également de promouvoir non seulement les techniques de surveillance de la part de la police, du DTI et de l'armée, mais également de la part des travailleurs sur leurs collègues immédiats :

While in the company of foreigners, workers are also urged to remain faithful to Cuba's socialist system and abstain from opinions that go against the "prestige" of the country or workplace. The ministry also calls on its workers to practice austerity, protect all classified information and be on the alert for possible plots against the government. All workers should "maintain permanent watchfulness over acts or attitudes harmful to the interests of the State," and communicate all actions that could threaten the principles of the Cuban revolution.¹³²

Pour boucler le cycle de surveillance et s'assurer que rien n'échappe à personne, le Gouvernement a également ordonné aux travailleurs du tourisme d'espionner les touristes,

¹³¹ Center for a free Cuba : http://www.cubacenter.org/media/recent_briefs/paxchristib.php3#risks_foreign, site consulté le 19 septembre 2005

¹³² Cubanet, Presse indépendante cubaine, <http://www.cubanet.org/CNews/y05/feb05/28e13.htm>, site consulté le 8 décembre 2005

afin de détecter tout individu ou groupe qui pourrait représenter une forme quelconque de menace au Régime :

[N]ow Castro is bent on [...] cracking down on the widespread corruption and black-market activities that the economic reforms fueled. [...] Effective in mid-February, the Tourism Ministry ordered all workers in the industry to report to state security agents any critical words or actions by their clients, to reject all tips and to avoid personal interaction with foreign visitors -- all to protect the purity of Cuba's socialist values¹³³.

On se retrouve donc dans une situation où l'armée, institution disciplinaire par excellence, s'occupe de la gestion de l'industrie touristique et occupe les postes de gestionnaires haut placés, exerce une surveillance et fait respecter la discipline au sein de l'hétérotopie, épaulée par les faction spéciales de surveillance, véritable police secrète du Gouvernement. De plus, les travailleurs sont appelés à surveiller eux-mêmes toute personne (collègue ou touriste) qui semblerait s'ériger contre les principes du Régime cubain. Il ne reste donc aucune place pour la dissension, la surveillance étant omniprésente, ou du moins possible. Ne sachant jamais qui de ses collègues, supérieurs immédiats ou membres d'un organe disciplinaire, de correction ou de surveillance, l'épie, le travailleur n'a d'autre choix que d'obéir et de suivre les normes du Parti.

Les techniques de surveillance et d'incitatifs disciplinaires font en sorte que l'école (FORMATUR) adaptée aux exigences du Régime (bon fonctionnement du secteur et maintien du socialisme) s'assure que les travailleurs sélectionnés et formés sur une base

¹³³ Cubanet Presse Indépendante, « Cuba Reinstating Economic Controls », <http://www.cubanet.org/CNews/y05/mar05/07e10.htm>, site consulté le 9 décembre 2005

institutionnelle traditionnelle, le restent pendant leur formation. De plus, pour garantir l'efficacité disciplinaire de cette éducation, une fois ces travailleurs à l'intérieur des complexes, l'Armée, institution renforcée par les nouveaux pouvoirs économiques qui lui sont conférés, voit, de pair avec les factions de surveillance spéciale, à l'obéissance et à la surveillance à l'intérieur de l'hétérotopie.

L'État a donc structuré le secteur du tourisme de façon à ce que les travailleurs, quotidiennement exposés au « danger », soient formés et surveillés par les institutions disciplinaires appropriées et adaptées. Ainsi, pour ce qui est du danger représenté par les travailleurs de l'industrie, notre hypothèse est confirmée. Il nous reste maintenant à analyser la façon dont l'État a structuré le secteur afin que la menace représentée par les Firmes Multinationales, redoutables entités capitalistes implantées sur le territoire cubain, soit écartée et ce, dès les premiers instants.

CHAPITRE 5 : Investisseurs étrangers : sous le joug des autorités cubaines ou réelle menace pour le Régime?

Une Firme Multinationale (FMN) telle que celles que l'on trouve à Cuba, est caractérisée par plusieurs éléments. Tout d'abord, cette entreprise a une nationalité, mais délocalise ses activités afin de maximiser le profit à l'étranger. L'explosion et la multiplication de telles entreprises au niveau mondial les rend «maîtres du jeu» et leur permet de s'implanter là où l'offre est la plus alléchante. Les États accueillant les activités de ces entreprises se retrouvent donc en quelque sorte à leur merci et leur imposent peu de réglementations sévères pouvant entraver ces activités économiques :

Les firmes multinationales choisissent leurs localisations en fonction non seulement des caractéristiques économiques des pays (importance du marché intérieur, niveau des salaires, régime fiscal...) mais aussi des politiques commerciales et des politiques de subvention aux entreprises. Elles mettent ainsi en concurrence les Etats entre eux. Afin d'attirer les IDE, les pays doivent mener une politique économique libérale, avec stabilisation monétaire et budgétaire, amélioration du climat d'investissement local. Les firmes multinationales peuvent ainsi influencer les politiques des Etats, même si les Etats conservent une marge de manœuvre pour limiter les coûts sociaux de la convergence libérale des politiques.¹³⁴

On peut donc parler d'absence (ou d'une présence faible) de réglementations, ce que nous qualifions d'absence de discipline économique (de la part d'un État envers une entreprise étrangère implantée sur son territoire): ce qui aiguille le comportement de ces entreprises étrangères, c'est bien le jeu de l'offre et de la demande. Ce que recherche en premier lieu une entreprise ou une société qui délocalise ses activités à l'étranger, c'est le

¹³⁴ Banque de Ressources Interactives en Sciences Économiques et Sociales (brises) : <http://www.brises.org/notion.php/Notion/index/notId123/notBranch/123>, Site consulté le 3 mai 2006

moins de contraintes possibles de la part de l'État qui l'accueille, afin de s'assurer une certaine marge de manœuvre.

La prolifération de ce type de sociétés sur la scène internationale et le besoin pour beaucoup d'États d'attirer ces investisseurs (afin d'assurer l'entrée de devises étrangères, tout en stimulant l'emploi) font en sorte que les contraintes imposées à de telles entreprises sont de plus en plus faibles, surtout pour les pays en développement. La logique voudrait donc que moins la réglementation en matière d'investissements étrangers serait présente dans un État, et, partant, moins la discipline en matière de réglementation légale et juridique serait imposée à ces entités, plus les entreprises étrangères auraient carte blanche pour assurer leur exploitation : « Les États développent des cadres de réglementations favorisant la sphère privée et poussent les entreprises à s'autoréglementer. Ainsi, les firmes ont un accès de plus en plus rapide aux différents marchés internationaux puisque les différentes barrières entre États s'amenuisent. »¹³⁵

Cuba, une fois survenue la chute du Bloc de l'Est, aurait donc, selon cette logique, eu deux choix possibles afin de résorber la crise économique entraînée par le ralentissement considérable des échanges économiques entre Cuba et la puissance déchue.

Dans un premier scénario, malgré la crise économique de 1990, dans sa volonté de préserver le socialisme dans l'île et de poursuivre la lutte contre l'impérialisme économique qui la menace, Cuba aurait pu tenter d'attirer des investisseurs étrangers, en mettant toutefois des barrières juridiques imposantes, afin d'éviter que ces partenaires n'aient carte blanche au sein de l'île. Contraindre ces dernières à l'obéissance à la Loi aurait pu consister en une stratégie de préservation du pouvoir de l'État par rapport à ces

¹³⁵ Jasmin, Éric, *Nouvelles Économies et Firmes Multinationales Les enjeux Théoriques et Analytiques : Le Paradigme Éclectique*, Centre d'Études Internationales et Mondialisation (CEIM), http://www.er.uqam.ca/nobel/ceim/gricpdf/cahier_Jasmin.pdf, Site consulté le 3 mai 2006, p.3

entités. Il serait donc logique que, dans ce scénario et de prime abord, Cuba, afin de protéger son économie contre des investisseurs aux velléités impérialistes, ait mis en place une série de réglementations juridiques servant à assurer au Gouvernement de garder la mainmise en matière d'économie : assurer dès le début et l'arrivée des premiers investisseurs étrangers sur l'île la mise en place d'une réglementation efficace, d'un cadre législatif auquel les investisseurs auraient dû se conformer, aurait ainsi permis de contrer ce mouvement expansionniste caractéristique des firmes multinationales.

Un autre scénario aurait également été possible, quoique plus risqué : devant le marasme économique engendré et la menace posée par la crise, les autorités cubaines auraient pu tout d'abord tenter d'attirer des partenaires étrangers, sans imposer au préalable de contraintes légales. Ensuite, une fois l'économie relancée et la crise économique résorbée, Cuba aurait alors pu imposer des barrières légales et juridiques, resserrant ainsi ce que nous avons au préalable qualifié de « discipline économique ». Devant l'ampleur de la crise économique et devant l'urgence de la situation, ce scénario nous semble être le plus apte à assurer à l'île une certaine entrée de devises permettant la survie, du moins économique, du pays.

Ce n'est pourtant pas ce qui s'est passé à Cuba, comme le soutient notre hypothèse : « La discipline n'a pas été la conséquence de l'essor donné au tourisme, elle a fait partie de ce dernier, l'accompagnant afin de permettre le maintien du projet socialiste d'une part et la croissance économique du secteur de l'autre ». Le premier partenariat en matière de tourisme se crée entre la chaîne Sol Melia (espagnole) et Cuba : « In 1988 the first Joint Venture was established to construct a hotel in the resort area of Varadero »¹³⁶.

¹³⁶US-Cuba trade and Economic Council, "Economic Eye on Cuba", 1998, www.cubatrade.org/eyeonz7.html, site consulté le 19 octobre 2005

Pourtant, en 1988, aucun ajout à la Constitution ni aucune note juridique en matière d'investissements étrangers n'est mis en place. Aux yeux des investisseurs étrangers, Cuba devrait donc sembler être une île où l'exploitation économique est semblable à celle d'autres homologues du bassin des Caraïbes ou des pays en voie de développement cherchant à attirer les investisseurs. Rien non plus dans la Constitution cubaine n'empêche ces entreprises étrangères de venir s'implanter à Cuba. En l'absence de réglementation, elles peuvent donc s'y installer et entretenir leur exploitation économique comme bon leur semble, sans entraves juridiques d'aucune sorte, si l'on se fie aux tendances de l'époque.

Loin de nous l'idée d'insinuer qu'on assiste à une « tentative de perestroïkanisation » de l'économie cubaine de la part des autorités voulant sauver le régime socialiste tout en ouvrant les portes à une certaine forme de capitalisme, à l'image de l'U.R.S.S. de Gorbatchev. Ceci dit, il reste important de garder à l'esprit que la tentative de sauver le communisme soviétique de 1985 à 1991 ressemble en quelques points à la situation cubaine du début des années 90. Sans non plus se pencher sur les raisons expliquant l'échec de la Perestroïka et le basculement de l'ex U.R.S.S. dans le camp capitaliste, il reste important de comprendre que les changements apportés à l'économie soviétique des années 1985-1991 nous permettent de reconnaître quelques traits caractéristique de la situation économique de Cuba. Gorbatchev a mis en place une série de réformes autant économiques que sociales et politiques, dont l'ampleur n'est pas comparable à la tentative du Gouvernement cubain de sauver le socialisme dans l'île. Ceci dit, la puissance des firmes multinationales et la possibilité qu'elles ont de s'implanter où bon leur semble, puis de quitter l'endroit, font d'elles des menaces potentielles au régime socialiste cubain. Le besoin de les accueillir au sein de ses frontières afin de faire redémarrer l'économie

cubaine fait de ce Régime, de prime abord, un acteur fragile qui a tout à perdre face à ses FMN qui peuvent s'implanter où l'offre est la plus alléchante.

Comment donc expliquer que ces entreprises se soient installées en grand nombre, encouragées par la « fragilité » du régime cubain en période de crise et l'absence de contraintes juridiques, mais que, malgré le nombre impressionnant de ces investisseurs étrangers sur l'Île, le régime socialiste et les structures communistes soient toujours en place ? Comment, en d'autres termes, expliquer que face à la présence, à la prépondérance et à l'essor de ces entreprises aujourd'hui, Cuba ait réussi à les attirer tout en maintenant le socialisme dans l'île ?

Dans ce chapitre, nous tenterons d'expliquer ce « paradoxe touristique cubain » en matière d'investissements étrangers : si le régime cubain n'a pas sélectionné un des deux scénarios exposés plus haut, comment donc s'est réalisé l'essor du secteur touristique en partenariat avec les sociétés multinationales étrangères et comment, simultanément, a pu s'effectuer la préservation du socialisme ?

En première partie, nous montrerons comment, en l'absence de contraintes législatives et ce, dans le cas bien particulier de Cuba, on oblige ces firmes à observer une certaine discipline, puisqu'elles constituent une menace idéologique, représentant le symbole capitaliste par excellence, et qu'elles incarnent un potentiel de domination important. En effet, ces entités toutes-puissantes sont disciplinées par les autorités qui s'adaptent à la nouvelle forme de menace : s'il est difficile de contenir ces entités (qui ne sont pas des corps physiques facilement malléables) au sein d'une institution ou d'un espace pré-défini, leur imposer l'absence de garanties rassurantes est en quelque sorte, créer un nouvel espace, une nouvelle structure disciplinaire propre aux exigences, aux

spécificités et surtout aux menaces que ces structures représentent. On ne peut alors parler d'une forme de domination pure car elle n'implique pas la violence ou l'esclavage, dans la mesure où ces entreprises ont, d'elles-mêmes, fait le choix de s'implanter à Cuba. On parle plutôt d'adaptation des stratégies permettant au Pouvoir de se reproduire et de résister à son renversement.

Si toute relation de pouvoir implique - pour éviter de se résoudre dans la simple coercition de la violence - la probabilité d'un retournement, on comprend qu'elle suppose aussi des procédés pour réduire les comportements rétifs. Ces rajustements permanents sont de l'ordre de la *stratégie* en ce sens qu'ils « *inventent* » des mécanismes pour faire *renoncer* autrui, au moins momentanément, à présenter des résistances.¹³⁷

1) **Méthodologie :**

Tout d'abord, il est important de prendre en compte l'élément temporel dans l'étude de documents : en effet, notre hypothèse stipule que l'instauration des mesures disciplinaires au sein de la chronologie a toute son importance car elle va de pair avec l'essor économique. À travers les documents que nous étudierons, la période observée sera très importante pour montrer comment, *dès le début* de la crise, l'État a structuré le secteur autour de la discipline, et que celle-ci n'est pas venue en réponse à l'essor du secteur ainsi qu'à sa croissance économique.

C'est l'analyse des réformes légales concernant l'investissement étranger à Cuba qui fournira l'élément de preuve, dans la mesure où ces documents juridiques sont suivis et respectés par les investisseurs étrangers qui n'ont pas le droit de s'y soustraire. L'exemple

¹³⁷ Aureano, Guillermo R., « Michel Foucault : vers une Recréation de la Pensée Critique : Pouvoir, Fragmentation et Uniformisation », Ottawa, Thèse Université d'Ottawa, 1992, p.25

de la Constitution de 1976, modifiée en 1992, en est un parfait exemple : l'article 23¹³⁸ est ajouté à cette date à l'ancienne Constitution qui elle, taisait toute possibilité de partenariat avec des entreprises étrangères (sans toutefois l'interdire). Il a cependant fallu attendre l'adoption de la loi 77¹³⁹ sur l'investissement étranger de 1995, qui est une véritable «petite révolution» dans l'industrie du tourisme, pour que les partenaires étrangers aient plus de latitude et de marge de manœuvre dans leurs opérations, et qu'on observe un certain relâchement dans la sévérité des conditions qui leur étaient imposées. Ainsi, on n'a pas assisté au resserrement des mécanismes disciplinaires, mais à leur relâchement, conjointement avec une croissance économique du secteur toujours en hausse.

Il est également intéressant de prendre en compte les témoignages des entreprises, (tout comme celui des travailleurs dans le chapitre précédent), afin de vérifier notre argument principal : un texte comme «The Legal and Administrative Framework for Foreign Trade and Investment by European Companies in Cuba »¹⁴⁰, document regroupant les différentes plaintes d'entreprises européennes (principaux partenaires à Cuba) quant aux conditions qui leurs sont imposées, est un autre outil qui diversifie notre stratégie de vérification. Ce document a été rédigé en 2002, plus de sept ans après la publication de la loi 77, ce qui démontre que, malgré la croissance économique que connaît le tourisme, la discipline rigide reste toujours de mise dans la gestion et les pratiques de l'industrie, et indispose les investisseurs étrangers qui demandent une plus grande latitude dans leurs activités.

¹³⁸ Site de l'Union des juristes de Cuba,

http://www.uniondejuristasdecuba.cu/constituciones/pages/1992/ref_1992.htm, site consulté le 3 avril 2005

¹³⁹ Loi 77 sur l'Investissement Étranger, <http://www.embacubalebannon.com/law77.html#Cap1>

¹⁴⁰ Institut Lexington, <http://www.lexingtoninstitute.org/default.asp>, site consulté le 3 avril 2005

Finalement, la discipline imposée aux firmes désirant s'implanter à Cuba est encore plus évidente lorsqu'on oppose le cas de Cuba à celui de son partenaire régional, dont l'économie est également en partie basée sur le tourisme, en l'occurrence, le Mexique. En effet, la dernière phase de notre argumentation consistera en l'étude comparative des réglementations imposées par ce dernier pays aux firmes touristiques désirant faire affaire en territoire mexicain. Nous serons alors plus à même de comprendre l'importance de la discipline économique imposée par le Gouvernement cubain et de montrer comment les FMN implantées sur ce territoire choisissent de se conformer à une discipline certaine, puisqu'elles ont décidé d'investir à Cuba, et non au Mexique.

2) Un essor économique du marché des complexes hôteliers allant de pair avec une discipline économique imposée dès les premiers accords : de la Constitution de 1976 à la Loi 77 sur l'investissement étranger de 1995

L'argument principal que nous défendrons dans cette partie est le suivant : la discipline s'est exercée sur les dirigeants des FMN, par le Gouvernement cubain, en n'offrant peu de garanties légales assurant la réussite de leur exploitation : en instaurant ces garanties *après* que l'essor fut donné au secteur, les FMN ont été soumises dès le début, à la rigidité et au risque inhérents à l'absence de garanties.

2.1) Le début des partenariats entre entreprises cubaines et partenaires étrangers, ou l'assujettissement de ces derniers à la Constitution cubaine de 1976

Nous avons tout d'abord effectué une recherche documentaire sur le site de « La Gaceta Oficial »¹⁴¹, qui est le site où tous les documents juridiques cubains sont mis à la disposition du public. C'est le Ministère de la Justice (MINJUS) qui est chargé d'y afficher toutes informations pertinentes à teneur juridique, afin que les principaux intéressés puissent avoir accès à toute l'information juridique et légale disponible dans le pays. Ainsi, lorsqu'un investisseur étranger décide de faire affaire avec Cuba, c'est le site de la Gaceta Oficial qui est son outil de référence et qui le guide dans ses démarches administratives.

L'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire à Cuba a le plus haut niveau d'autorité, selon la description tirée de la Constitution de 1992 (Assemblée incluant le Président Fidel Castro). Il nous a semblé important de souligner les éléments suivants, notamment la composition «peu impartiale» de cette assemblée :

ARTICLE 69. The National Assembly of People's Power is the supreme body of state power and represents and expresses the sovereign will of all the people.

ARTICLE 70. The National Assembly of People's Power is the only body in the Republic invested with constituent and legislative authority.

ARTICLE 74. The National Assembly of People's Power elects, from among its deputies, the Council of State, which consists of one president, one first vice president, five vice presidents, one secretary and 23 other members. The president of the Council of State is, at the same time, the head of state and head of government [Fidel Castro¹⁴²]

The Council of State is accountable for its action to the National Assembly of People's Power, to which it must render accounts of all its activities¹⁴³.

¹⁴¹ Gaceta Oficial, <http://www.gacetaoficial.cu/>, site consulté le 19 octobre 2005

¹⁴² note de l'auteur

¹⁴³ Art. 69, 70 et 74, Constitution Cubaine de 1992, http://www.cubanet.org/ref/dis/const_92_e.htm, site consulté le 30 octobre 2005

Nous voyons donc comment tout litige sera arbitré par les autorités cubaines probablement alliées à celles contre qui la requête aura été soumise au départ. La composition de cette ANPP nous semble constituer un premier élément créateur d'insécurité pour tout investisseur d'une firme étrangère désirant avoir des garanties fermes.

La Constitution de 1976 étant disponible sur le site, nous l'avons analysée. Nous n'avons trouvé aucune référence, aucun article mentionnant une quelconque forme de partenariat avec l'étranger, pourtant, avant la mise en place de la Loi 77 sur l'Investissement Étranger en 1995, les activités des entreprises non cubaines étaient régies par les lois de l'ancienne Constitution de 1976, amendée en 1992. Certes, il faut noter qu'en 1982, alors que l'économie du pays commençait à être secouée par le climat international, le Gouvernement cubain a émis une loi (Loi-Décret N° 50), destinée aux entreprises mixtes (partageant 49% et 51%). Mais cette loi n'a eu aucun effet tangible sur la formation de ce type de partenariat, car aucun d'entre eux n'a été accepté, la conjoncture économique de l'époque et le partenariat avec l'ex-U.R.S.S. faisant en sorte que la situation économique permettait ce refus :

The National Assembly of the Republic of Cuba approved decree Law No. 50 in 1982 which authorized Republic of Cuba government-operated companies to establish joint ventures and economic associations with non-Republic of Cuba-based companies. Decree Law No. 50 authorized a foreign company to have a majority interest in a venture, but the government of the Republic of Cuba did not encourage such ownership, thus, none was permitted¹⁴⁴

¹⁴⁴ US-Cuba trade and Economic Council, "Economic Eye on Cuba", 1998, www.cubatrade.org/eyeonz7.html, site consulté le 19 octobre 2005 (Economic Eye on Cuba est une entreprise privée à but non lucratif américaine et non partisane qui ne prend pas position quant au conflit Cuba-États-Unis.)

Il ne nous est donc pas possible de savoir si l'absence de partenariat (malgré « l'autorisation » légale de l'État) était attribuable au refus (appliqué cas par cas) de la part des autorités cubaines de laisser entrer de telles entités sur le territoire, ou si c'était simplement par absence de véritable possibilités d'investissement. Il reste qu'il faudra plusieurs années avant qu'une forme légale et officielle de réglementation ne permette à des investisseurs étrangers de s'implanter sur le territoire cubain.

2.2) L'Article 23, modification partielle de la Constitution de 1976 : assouplissement de la discipline imposée aux partenaires étrangers ou pure fantaisie?

En 1992, une session spéciale de l'Assemblée Nationale se réunit afin d'amender la Constitution de 1976. La crise économique sévit, et le pays ne pourra plus tenir longtemps sans qu'un changement important et rapide ne soit instauré. L'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire (Poder Popular) de Cuba se rassemble alors et effectue plusieurs modifications, dont la plus importante, l'Article 23 qui stipule que :

The state recognizes the right to legal ownership of joint ventures, companies and economic associations which are created as prescribed by law. The use, enjoyment and disposal of the goods owned by the above-mentioned entities are ruled by that prescribed by law and by accords, as well as by their statutes and regulations.¹⁴⁵

Pendant les sept premières années de partenariat économique entre Cuba et ses partenaires étrangers, ces derniers n'étaient protégés que par cet article, qui, par surcroît, ne constituait pas en soi une véritable protection législative efficace en cas de litige entre les deux partis. En effet, l'expropriation (Article 25) est permise, et si l'on se souvient du sort

¹⁴⁵ Art. 23, Constitution Cubaine de 1992, http://www.cubanet.org/ref/dis/const_92_e.htm, site consulté le 30 septembre 2005

réservé aux entreprises américaines pendant les années 60, cet article ne peut pas vraiment rassurer les partenaires étrangers

The expropriation of property for reasons of public benefit or social interest and with due compensation is authorized. The law [no indication of the law to which the article is referring to¹⁴⁶] establishes the method for the expropriation and the bases on which the need for and usefulness of this action is to be determined, as well as the form of compensation, taking into account the interest and the economic and social needs of the person whose property has been expropriated¹⁴⁷.

Si l'on compare cet article avec celui qui précédait (lors de son arrivée au pouvoir, le Gouvernement de Fidel Castro dès 1959 rectifie les protections législatives qui protégeaient les grandes exploitations américaines de l'époque), on se rend vite compte que la modification de 1992 n'offre pas beaucoup plus de garanties pour qui veut investir dans l'île :

*Confiscation of Property is prohibited. However, confiscation is authorized in the case of natural persons or corporate bodies liable for offences against the national economy or the public treasury committed during the tyranny which ended on December, the 31st, 1958, as well as in the case of the tyrant and his collaborators. No one can be deprived of his property except by competent judicial authority and for justified cause of public utility or social interest and always after payment of the corresponding indemnity in cash as fixed by a court[...]*¹⁴⁸

De plus, il faut garder à l'esprit qu'une entreprise qui s'implante à Cuba à cette époque (1992), à cause de la crise économique qui détruit complètement l'île et la prive de toute ressource, doit fournir toute l'expertise, les éléments nécessaires à la construction des infrastructures et des garanties financières sans équivoque.

¹⁴⁶ note de l'auteur

¹⁴⁷ Art. 25, Constitution Cubaine de 1992, http://www.cubanet.org/ref/dis/const_92_e.htm, site consulté le 30 septembre 2005

¹⁴⁸ Hendrix, Steven, "Cuban Expropriation Legislation in the Latin American Context", in *Development Policy*, vol. 16, issue 2, 1998, p.192

Il devient alors très délicat pour toute entreprise de s'implanter à Cuba et de décider de se retirer si les recettes convoitées ne sont pas obtenues. L'île n'a que les ressources naturelles et humaines (gratuites, telles que les plages, les terrains vagues et la main d'œuvre locale) à offrir au futur investisseur. C'est donc ce dernier qui risque de perdre le plus si ce partenariat ne donne pas les résultats escomptés.

2.3) 1995 : date décisive de l'assouplissement de la discipline; la mise en place d'un véritable cadre légal et juridique destiné aux investisseurs étrangers.

Étudions tout d'abord le préambule de la Loi 77 sur l'investissement étranger:

WHEREAS : In today's world, without the existence of the socialist bloc, with a globalizing world economy and strong hegemonistic tendencies in the economic, political and military fields, Cuba, in order to preserve its accomplishments despite the fierce blockade to which it is subjected; lacking capital, certain kind of technology and often markets; and in need of restructuring its industry, can benefit from foreign investment, on the basis of the strictest respect for national independence and Sovereignty, given that such investment can usher in the introduction of innovative and advanced technology, the modernization of its industries, greater efficiency in production, the creation of new jobs, improvement in the quality of the products and services it offers, cost reduction, greater competitiveness abroad, and access to certain markets, which as a whole would boost the efforts the country must undertake in its economic and social development.[...]. In order to broaden and facilitate foreign participation in the nation's economy, it is suitable to adopt new legislation which provides greater security and guarantees to the foreign investors and allows the country to obtain financial resources, technology and new markets in any productive sector and in the service sectors, when mutual interests have been identified, for the fundamental purpose of achieving sustainable development [of] the country and a recovery of the national economy.¹⁴⁹

¹⁴⁹ Extrait de la Loi 77, Foreign Investment Act, « Preamble », p.1-2

Après plus de sept ans, le Gouvernement cubain comprend que le tourisme est un secteur lucratif qui connaît une croissance toujours plus grande d'année en année. Une structure légale est donc mise en place, la loi 77, et est destinée à faciliter les partenariats étrangers de toutes sortes. Si la dernière modification de 1992 à la Constitution n'inclut qu'un article traitant de l'investissement étranger, la Loi 77 elle, couvre ce secteur de l'économie de façon beaucoup plus complète.

Les garanties en matière d'expropriation

Les entreprises, américaines pour la plupart, chassées de l'île à l'arrivée de Fidel Castro au pouvoir aux lendemains de la Révolution de 1959 et ayant fait l'objet d'expropriation, n'ont toujours pas été compensées par le Gouvernement cubain: « There is little doubt that, in this transition to a free-market economy, Cuba will need to provide a remedy to those whose property was seized by the Revolutionary government after 1959 and have not yet received compensation for the taking »¹⁵⁰. Ainsi, une entreprise désirant faire affaire avec un partenaire cubain et connaissant l'historique d'expropriation du régime, a encore plus besoin de garanties au chapitre des politiques en matière d'expropriation et de compensation, le cas échéant, que celles fournies par l'article 25 de la Constitution de 1992. L'article 3 du chapitre III de la Loi 77 offre la garantie suivante :

The foreign investors within Cuban national territory enjoy full protection and security and their assets cannot be expropriated, except for reasons of the public good or in the interest of society, as declared by the Government, in accordance with the Constitution of the Republic, current legislation, and international agreements covering the mutual promotion and protection of investments undertaken in Cuba. In the case of expropriation, *indemnification is made in freely*

¹⁵⁰ Travieso-Diaz, Matias, *The laws and Legal System of a Free-Market Cuba*, Westport Connecticut, 1997, p.70

*convertible currency and is equal to the commercial value established by mutual agreement*¹⁵¹.

Les investisseurs étrangers ont donc la garantie officielle que le scénario des années 60 ne peut plus se reproduire, à deux détails près. En cas d'expropriation, l'investisseur étranger est indemnisé. Cependant, une seule précision aurait renforcé cette garantie: "If an agreement is not reached, the price is set by an organization within internationally recognized prestige in the assessment of business assets, authorized by the Ministry of Finance and Prices and contracted for that purpose with the assent of all parties [...]". Aucune précision n'est donnée quant à la véritable identité de l'organisation choisie pour régler le litige, ce qui aurait peut-être pu renforcer la qualité de la garantie offerte aux investisseurs. Nous pensons que cette organisation est une cour d'arbitrage internationale, cependant, il aurait été encore plus clair de spécifier à laquelle (lesquelles) de ces organisations, les autorités cubaines se réfèrent dans ce document.

De plus, il est indiqué que l'expropriation est possible dans l'intérêt du bien public : cela signifie qu'en tout temps, si les autorités cubaines considèrent qu'un investissement étranger nuit à ce dernier, il lui est tout à fait possible de brandir l'argument de « l'atteinte au bien public » (défini par les autorités mêmes), et d'appliquer alors, l'expropriation. Ceci implique qu'en tout temps, les investisseurs étrangers se doivent de rester sur leurs gardes, afin de ne pas dépasser les « bornes idéologiques » fixées par le Régime. Nous avons donc assouplissement de la discipline, mais non abandon de cette dernière : l'investissement étranger est facilité, mais les FMN restent sous l'emprise d'une discipline qui ne leur permet pas d'être maître du jeu à Cuba.

Les garanties en matière de rapatriement des profits

¹⁵¹ Loi 77 sur l'Investissement, chapitre III Article 3, p.4, 1995

L'article 8 du chapitre III garantit aux investisseurs que leurs marges de profits et de dividendes pourront être rapatriées dans leur pays respectifs :

The State guarantees the foreign investor the free transference abroad, in freely convertible currency, free from taxes or any fee related to such transference to a) net profits or dividends obtained as a result of the investment; and b) The moneys due him or her in the cases discussed in Articles 3 [expropriation], 4 and 6 of this act.¹⁵²

L'article 15 (quatrième section de la loi 77) reconnaît également la possibilité pour un investisseur étranger d'être autonome et de ne pas avoir besoin de signer une entente avec une entité cubaine de type partenariat mixte pour investir sur le territoire : « In the totally foreign capital company, the foreign investor manages the company, enjoys all the rights pertinent to it and is responsible for all the obligations described in the authorization. »¹⁵³. Le Gouvernement autorise alors une autre entité, qui plus est, non-cubaine, à posséder et exploiter une entreprise sur le territoire.

Nous avons vu dans cette première partie l'évolution des dispositions légales en matière de partenariat entre entités cubaines et étrangères. La discipline caractérisée au début des années 90 par l'absence de réglementations et de garanties protégeant les firmes multinationales s'implantant sur le territoire cubain est assouplie une fois la Loi 77 (suivie des derniers ajustements des années 2000) mise en place, du moins sur le plan théorique. Regardons maintenant, grâce à des témoignages de différents partenaires étrangers si en pratique, la discipline à Cuba fut réellement relâchée afin de laisser une certaine marge de manœuvre aux entreprises étrangères.

¹⁵² Loi 77, Article 8, Chapitre III, p. 5, 1995

¹⁵³ Loi 77, Article 15, Section 4, p.7, 1995

3) Réaction des partenaires économiques sous l'emprise d'une discipline rigide et comparaison avec le cas Mexicain

Après avoir étudié le cadre légal offrant plus de garanties aux investisseurs et permettant d'assouplir la discipline imposée par le Gouvernement au fil des années, demandons-nous tout d'abord si en pratique, la mise en place de ces garanties a facilité la tâche des partenaires étrangers. Dans cette partie, nous procéderons tout d'abord à l'analyse des réactions des FMN à la discipline imposée par le Gouvernement cubain en matière d'investissement.

3.1) Partenaires économiques à Cuba : réactions et volonté de changements

The foreign investor has to face many local obstacles such as, bureaucracy, lack of business culture, legal uncertainty and a worthless local currency. The profits on the other hand are low. [...] Many companies go bankrupt after one year. [...] If foreign investors voice their dissatisfaction or have a conflict with the Cuban Government, they face severe reprisals. [...] Investors who are driven out of the island are generally not compensated. It is virtually impossible to file a claim against the Cuban Government in local courts. Sometimes international arbitration is arranged beforehand, but this is a costly and ineffective process when Cuba itself does not observe international law. Furthermore, the Cuban Government doesn't have any assets abroad that may be seized¹⁵⁴.

Le portrait dressé de l'investissement étranger à Cuba, (en 2000, donc plus de cinq ans après la mise en place de la Loi 77) est donc peu rassurant : malgré les réformes de 1995, il semble très risqué pour des entreprises étrangères de faire affaire avec le Gouvernement cubain; les garanties que l'on trouve dans la Loi 77 semblent ne pas être respectées et selon certains investisseurs européens, certains réflexes du passé semblent

¹⁵⁴Center for a free Cuba : http://www.cubacenter.org/media/recent_briefs/paxchristib.php3#risks_foreign, site consulté le 19 septembre 2005

revenir : « « What you have is renationalization without compensation » one European commercial representative said »¹⁵⁵. De plus, qu'est-ce qui pousse une FMN à s'implanter à l'étranger et à délocaliser ses activités ? La recherche du moindre coût de production et d'exploitation tout d'abord. Ensuite,

La seconde motivation à cette stratégie de délocalisation obéit à des impératifs de coûts, et résulte d'une comparaison des coûts de production existant entre son marché d'origine et le marché de destination. Outre l'accès à une matière première bon marché, la délocalisation permet à ces firmes d'employer une main-d'œuvre à un coût salarial moindre. Nombreuses sont les délocalisations qui obéissent désormais à ce seul objectif.¹⁵⁶

Pourtant, ce n'est **pas** le cas à Cuba : l'Agence Acorec¹⁵⁷ qui s'occupe de l'embauche du personnel cubain et qui gère les salaires accordés par les partenaires étrangers à ces derniers exige une véritable fortune qui met en péril la stratégie de maximisation de la plus-value des partenaires. Aucune représentation étrangère n'a le droit d'embaucher directement du personnel local. Il est obligatoire de passer par l'agence de placement de personnel (Sociedad Empleadora) ACOREC¹⁵⁸

Barbarita est serveuse à l'hôtel Sevilla de La Havane. Pourtant, elle ne travaille pas officiellement pour Accor [chaîne hôtelière française]. C'est Acorec qui lui verse chaque mois un salaire de 210 pesos cubains (soit 8 dollars). Mais Accor, pour employer Barbarita, doit régler chaque mois à Acorec... 441 dollars. En résumé, Acorec touche 441 dollars mais n'en reverse que 8 au travailleur cubain. Le reste, soit 98 % des sommes versées par Accor,

¹⁵⁵ Mark, Frank, « Many Foreign Investors Being Booted out of Cuba », <http://canf.org/2005/1in/noticias-de-Cuba/2005-jun-07-many-foreign.htm>, site consulté le 2 novembre 2005

¹⁵⁶ Encyclopédie Encarta, Définition: Firmes Multinationales, http://fr.encarta.msn.com/encyclopedia_741524300/multinationale_soci%C3%A9t%C3%A9.html#p2, site consulté le 20 octobre 2005

¹⁵⁷ Seiglie, Carlos, "Cuba's road to serfdom", in *Cato Journal*, vol. 20 no3, winter 2001, p.427

¹⁵⁸ Mission Économique Française, "Régimes des Implantations Commerciales à Cuba : Bureaux de Représentations ou Succursales », p.2, dans *Implantations, Expatriation, Stages*, http://www.missioneco.org/cuba/documents_new.asp?V=5_PDF_100045, Site consulté le 29 septembre 2005

part dans la poche de l'État cubain. [...] En cas de licenciement, le même mécanisme confiscatoire s'applique : l'employeur étranger doit verser à Acorec des indemnités en dollars (1 mois par année d'ancienneté) qui sont reversées en pesos à l'employé cubain¹⁵⁹.

De plus, lorsqu'on se penche sur les témoignages des partenaires étrangers, ce qui revient le plus souvent, c'est la difficulté qu'ont ces partenaires à tirer profit de ces partenariats avec Cuba. Étudions le document suivant, qui est une analyse de l'investissement étranger à Cuba, effectué par un regroupement d'ambassades européennes, et qui date de 2002, soit sept ans après la mise en place de la Loi 77 :

For European investors it is essential to have greater judicial security and a stable, transparent and reliable legal framework. The rules must be published and circulated and the editions of the Gaceta Oficial [Official Gazette] must be available with greater regularity and the decisions of the Council of Ministers should be circulated more widely. (Communicating them to the Embassies could be one provisional mechanism for increasing diffusion.) Some European companies find it difficult to learn about some lower level legal decisions in time. At other times, decrees, circulars and other rules which have scarcely been published are applied to them and their application gives rise to fines and cases of lack of a proper legal defense¹⁶⁰.

D'après ce document, il est clairement exposé que malgré la mise en place de la Loi 77 sur l'investissement, l'investissement étranger à Cuba connaît encore beaucoup d'entraves. Ainsi, dans la proposition qui suit, il est possible d'entrevoir la difficulté qu'ont les entreprises étrangères à se plier aux méthodes de contrôle et de surveillance du Gouvernement cubain. Elles demandent plus d'autonomie en la matière, prétextant que

¹⁵⁹Languepin, Olivier, « Cuba : les Galériens de Castro », 7 avril 2005, <http://www.algerie-dz.com/article2110.html>, site consulté le 19 septembre 2005

¹⁶⁰European Union Embassies in Havana, "The Legal and Administrative Framework for Foreign Trade and Investment By European Companies in Cuba", 2002, <http://www.lexingtoninstitute.org/cuba/EU0702REFO.asp>, site consulté le 19 octobre 2005

leurs activités seraient plus productives si le Gouvernement ne s'ingérait pas dans leurs affaires :

In a modern and competitive economy, as the one which is being built in Cuba, the control of legality and of the use of public resources should *not prevent a certain flexibility* so that managers can use the firm's resources in an efficient manner. An excess of controls and inspections may result in exasperating interventionism and convert entrepreneurial activity into a task where more energy is required to complete the most detailed formal aspects of the regulations than to produce efficiently. We believe that firms can be better helped to carry out their productive vocation by releasing them from some rigidities and from the pressures of so many stern inspections. Inspections are mechanisms for ensuring that rules are complied with, but an excess of them can be counterproductive. It will be more useful to help firms to comply with the rules than to prosecute them. Punishments may serve to guarantee the application of the law but should not be used as a mechanism for collecting taxes¹⁶¹.

En plus de ces recommandations venant d'entités capitalistes afin d'« aider » les entreprises cubaines à devenir plus « efficaces », un chapitre complet est réservé à la dénonciation des pratiques étatiques en matière de gestion du personnel. Les firmes se plaignent de plusieurs aspects (non seulement du coût de ces employés, mais également des compétences professionnelles de ces derniers) :

Staff are defined quite rigidly and it is then very difficult to adapt them to entrepreneurial circumstances. While some agencies do not agree to contracts for part-time staff, others force the contracting of a minimum number of staff [...], even when the structure of the firm does not require them. In any case, the system of staff selection is controlled by the employment agencies who try to impose their candidates (frequently not suitable professionally) and make it difficult to hire candidates identified by the foreign partner. They can withdraw a worker at any time, even against the partner's wishes, which is extremely harmful when time and resources

¹⁶¹ European Union Embassies in Havana, "The Legal and Administrative Framework for Foreign Trade and Investment By European Companies in Cuba", 2002, <http://www.lexingtoninstitute.org/cuba/EU0702REFO.asp>, site consulté le 19 octobre 2005

have been invested in his specific training. [...] In the case of a fitting and justified dismissal, the Employment Agency for subsidiaries requires that it be compensated for the entire working life of the worker. This is not reasonable since these are justified dismissals. In the case of an unjustified dismissal it would be the Employment Agency who should pay compensation if appropriate since the worker, although providing his services for a subsidiary, is in reality employed by the Agency which has to take responsibility for the appropriate compensation¹⁶².

Après avoir consulté ce document récent dénonçant plusieurs pratiques qui, à prime abord, semblaient avoir été résolues avec la loi 77, nous en sommes venus à la conclusion que malgré l'assouplissement en matière de contraintes juridiques et l'ajout de nombreuses garanties, investir à Cuba semble être une entreprise coûteuse, ce qui, pour une entreprise multinationale, paraît plutôt contradictoire comme geste.

The difference in interests between the foreign investor (who is concerned with making a profit) and the Cuban government (which desires to uphold socialist objectives) creates conflicts within the operation of the joint venture.¹⁶³

Afin de renforcer cette conclusion, nous procéderons maintenant à une comparaison : nous nous proposons à présent d'analyser les investissements étrangers au Mexique. Cet exercice a pour objet de montrer à quel point les investissements étrangers en matière de tourisme à Cuba se trouvent sous l'emprise d'une discipline rigide qui est beaucoup moins prononcée ailleurs.

¹⁶² European Union Embassies in Havana, "The Legal and Administrative Framework for Foreign Trade and Investment By European Companies in Cuba", 2002, <http://www.lexingtoninstitute.org/cuba/EU0702REFO.asp>, site consulté le 19 octobre 2005

¹⁶³ Travieso-Diaz, Matias F., Trumbull IV, Charles P., « Foreign Investment in Cuba : Prospects and Peril », in *Cuba in Transition*, ASCE, 2002, p.187, <http://lanic.utexas.edu/project/asce/pdfs/volume12/travieso.pdf>, site consulté le 9 décembre 2005, (179-197pp)

3) Investir dans le domaine du tourisme au Mexique : quand les FMN sont maîtres du jeu

Si notre objet d'étude porte sur l'exploitation des complexes hôteliers à Cuba par des firmes étrangères, il devient alors important de se limiter à un « concurrent » potentiel de l'île, qui pourrait offrir des avantages à ses partenaires, des conditions d'exploitation semblables (géographie, type de tourisme, provenance de la clientèle, etc.). Ainsi, nous nous limiterons à l'étude d'un pays appartenant à l'Amérique Latine et offrant le même type d'exploitations touristiques balnéaires de type «tout compris». Notre choix s'est arrêté sur le cas du Mexique parce que des « concurrents » asiatiques tels que la Thaïlande ou l'Indonésie, par exemple, ou européens tels que l'Espagne - Marbella, Ibiza...- ou la Grèce - îles de Mykonos, Santorini...-, auraient, à cause de différences qui les caractérisent au niveau politique, économique et régional, constitué des cas moins pertinents de comparaison. De plus, nous aurions pu nous pencher sur la comparaison de plusieurs autres cas, tels que la République Dominicaine ou le Vénézuéla, entre autres, mais par contrainte d'espace et pour les fins de cette thèse, nous avons plutôt jugé pertinent d'étudier plus en détails le cas du Mexique, puisque ce dernier, comme nous le verrons, offre à l'investisseur étranger les garanties que celui-ci ne retrouve pas en 1989 à Cuba.

Ainsi, au départ, la géographie et le climat du Mexique font en sorte que l'exploitation touristique de type balnéaire, et surtout, de type hétérotopique, telle qu'on la retrouve à Cuba, est possible et semblable à l'expérience cubaine¹⁶⁴ : en effet, le nombre d'exploitations du style complexe hôtelier offrant la formule «tout inclus» est élevé au Mexique, même si on voit une différence entre ce dernier et Cuba (qui l'emporte avec 75

¹⁶⁴ Grossiste canadien Vacances Tours Mont-Royal, Brochure Promotionnelle, Saison 2004-2005, p.88-214

exploitations de ce type contre 54)¹⁶⁵. S'il faut attendre 1995 pour que le Gouvernement cubain mette en place une Loi sur l'Investissement Étranger, c'est dès 1989 que cette dernière est mise en place au Mexique¹⁶⁶. Le Mexique, en ratifiant l'ALÉNA en 1993¹⁶⁷ offre alors à ses deux partenaires Nord-Américains des garanties et des possibilités substantielles en matière d'exploitation capitaliste, facilitant de façon déterminante l'accélération et l'augmentation des échanges économiques et commerciaux, mandat premier de cet Accord¹⁶⁸.

En définitive, le Mexique encourage la logique marchande du capitalisme : cet engouement pour l'investissement dans ce pays est également partagé par les investisseurs eux-mêmes :

Stop and think. Do you want to build yet another hotel in Long Beach or Miami? Doesn't Mexico's wide open tourist industry make much more sense? Why fight with local regulations in the United States for one little space among thousands? Mexico is welcoming investors, hoteliers, whatever.¹⁶⁹

Alors qu'à Cuba, c'est plutôt le contraire :

Cuba's current economic strategy is based on a single policy, the encouragement of foreign direct investment, but the strategy does not address the need to create the economic

¹⁶⁵ Selon la brochure promotionnelle du grossiste Vacances Tours-Mont-Royal, on compte 54 complexes hôteliers situés au bord de la mer et offrant la formule tout compris pour les destinations d'Acapulco, de Cancun, d'Isla Holbox, d'Ixtapa, de Puerto Vallarta et de Riviera Maya au Mexique. Pour ce qui est de Cuba, le nombre de ces exploitations est de 75, ce qui place ce dernier en tête de liste avec le Mexique en 2^{ème} position. Les autres destinations offertes par Tours Mont-Royal de type complexe hôtelier offrant le tout compris (soit, en ordre d'importance, jugée uniquement par le nombre d'exploitation du même type, la République Dominicaine, avec 51 exploitations, le Nicaragua, avec 8 complexes hôteliers tout inclus, le Costa-Rica, 4, l'Île de St-Martin, 1, et aucuns complexes offrant le tout inclus en Martinique et en Guadeloupe.)

¹⁶⁶ Loi sur l'investissement étranger, Mexique, 1993, <http://www.cddhcu.gob.mx/leyinfo/pdf/44.pdf>, site consulté le 30 novembre 2005

¹⁶⁷ Secrétariat de l'Aléna, http://www.nafta-sec-alena.org/DefaultSite/index_f.aspx?DetailID=302, site consulté le 30 novembre 2005

¹⁶⁸ Ibid., site consulté le 30 novembre 2005

¹⁶⁹ Jessup, Jay M. and Jessup, Maggie M., *Doing business in Mexico*, Rocklin, Prima Publishing, p.93-94

institutions required to support FDI and to integrate Cuba in the world economy. Cuba's largest potential market, moreover, remains closed to its products. *FDI in Cuba today is fraught with uncertainty and risk*, a major reason that FDI has been limited to a few sectors and has gone quite slowly¹⁷⁰.

Pour le Mexique, au moment où les FMN commencent à s'implanter à Cuba au début des années 90, les législations concernant les investissements étrangers sont plutôt souples si on les compare à celle de Cuba. En effet, malgré le fait qu'en 1993, les autorités mexicaines aient assoupli davantage la législation en matière d'investissements étrangers et octroyé encore plus de garanties aux investisseurs avec l'Acte sur l'Investissement Étranger (Mexico Foreign Act), les modifications de 1989 à la Loi sur l'investissement de 1973 permettaient déjà aux FMN de s'implanter avec peu de restrictions sur le territoire mexicain. L'existence même de cette loi fait du Mexique un pays où l'investissement étranger semble offrir plus de garanties à l'investisseur qu'à Cuba à l'époque de la crise économique cubaine.

Si l'on se penche tout d'abord sur l'embauche des employés mexicains, on se rend vite compte que le salaire minimum représente le quart de ce qu'un investisseur doit payer à un Cubain : sans rentrer dans les détails du Code du Travail mexicain, il est cependant important de savoir qu'il existe trois salaires minimum au Mexique, qui varient selon le lieu de résidence du travailleur. Ainsi, si l'on se réfère aux chiffres de la Commission

¹⁷⁰ Jorge Antonio, Cruz, Robert David, "Foreign Investment Opportunities in Cuba: Evaluating the Risks", in *Investing in Cuba : Problems and Prospects*, Suchlicki, Jaime and Antonio Jorge eds., Coral Gables, United States, Transaction Publishers, 1994, p.32

Nationale sur le Salaire Minimum¹⁷¹, les travailleurs de la région A sont les mieux rémunérés. Au 1^{er} janvier 2005, les employés de cette région sont payés 46,80 \$ pesos Mexicains contre 45,53 \$ pour la région B et 44,05 \$ pour la région C¹⁷² (au 1^{er} janvier 2005, le peso mexicain valait environ 0,10 \$ US, ce qui équivalait à des salaires allant de 4,68 \$ US par jour pour les employés les mieux payés à 4,41 \$ US, sachant que la Constitution Mexicaine prévoit à l'Article 123, un maximum de 8 heures de travail par jour¹⁷³). En 1991, la même division existait, cependant les salaires étaient de l'ordre de 4,25 \$ pour la région A, 4,00 \$ US pour la région B et 3,60 \$ US pour la région C¹⁷⁴.

Un investisseur étranger désirant s'implanter au Mexique devra donc déboursier (s'il emploie des travailleurs mexicains résidant dans la région A, la plus chère, 5 jours par semaine, 4 semaines par mois), 85,00 \$ US par mois. Rappelons qu'à Cuba, l'investisseur doit payer 441,00 \$¹⁷⁵ par mois à l'Agence Acorec pour le même type de travail, soit plus de 5 fois le salaire d'un employé mexicain.

Pour ce qui est des risques d'expropriation, ils existent comme stipule l'Article 27 de la Constitution Mexicaine :

Private property shall not be expropriated except for reasons of public use and subject to payment of indemnity [...] The federal and state laws, within their respective jurisdictions, shall

¹⁷¹ Commission Nationale Mexicaine sur le Salaire Minimum, http://www.sat.gob.mx/sitio_internet/asistencia_contribuyente/informacion_frecuente/salarios_minimos/, site consulté le 6 décembre 2005

¹⁷² Commission Nationale du Salaire Minimum Mexicaine, http://web2.senasica.sagarpa.gob.mx/xportal/sen/qesen/Doc1735/RESOLUCION_Consejo_de_Representantes_de_la_Comision_Nacional_de_los_Salarios_Minimos_1enero2005.pdf, consulté le 5 décembre 2005

¹⁷³ Art. 123, Partie 1, Constitution Mexicaine, <http://info4.juridicas.unam.mx/ijure/fed/9/124.htm?s=>, site consulté le 5 décembre 2005

¹⁷⁴ Salaires Minimum Mexique, 1^{er} janvier 1982 au 1^{er} janvier 2005, http://www.sat.gob.mx/sitio_internet/asistencia_contribuyente/informacion_frecuente/salarios_minimos/, site consulté le 5 décembre 2005

¹⁷⁵ Languépin, Olivier, « Cuba : les Galériens de Castro », 7 avril 2005, <http://www.algerie-dz.com/article2110.html>, site consulté le 19 septembre 2005

determine in what cases the occupation of private property shall be considered to be of public utility; and in accordance with such laws, the administrative authorities shall issue the respective declaration. *The amount fixed as compensation for the expropriated property shall be based on the value recorded in assessment or tax offices for tax purposes, whether this value had been declared by the owner or tacitly accepted by him by having paid taxes on that basis*¹⁷⁶

Considérant que les compensations en cas d'expropriation sont déjà clairement mentionnées dans cet Article, les investisseurs étrangers sont encore plus protégés à partir de 1989, par la Loi sur l'Investissement Étranger :

“The following laws are repealed :
I. The Regulations of the Organic Law of Section I of Article 27, of the Political Constitution of the Republic, published in the Official Gazette of the Federation on August 29, 1926.”¹⁷⁷

Il n'est pas clair ici (puisque aucune précision n'est donnée, autre que l'abolition de l'article 27, dans un document destiné aux investisseurs étrangers), si l'abolition de l'article 27 implique que l'expropriation n'est plus une menace pour les investisseurs étrangers (donc qu'ils en sont protégés, en d'autres termes) ou si elle indique plutôt que ces derniers sont les seuls à ne pas être protégés par l'article 27 de la Constitution de 1917. Nous nous sommes cependant permis d'interpréter ceci comme étant une garantie pour l'investisseur que son exploitation ne pourrait être expropriée par le Gouvernement mexicain, après avoir étudié le mandat et les raisons premières de la mise en place de cette loi sur l'Investissement Étranger : « This legal instrument assists in updating the State's guiding role of the country's economic processes by developing an *efficient, modern and proper*

¹⁷⁶ Article 27, Partie 1, Constitution Mexicaine,
<http://www.ilstu.edu/class/hist263/docs/1917const.html#TitleIChapterI>, site consulté le 5 décembre 2005

¹⁷⁷ Ministry of Trade and Industrial Promotion, *Regulations of The Law to Promote Mexican Investment and to Regulate Foreign Investment*, Paseo de la Reforma, Mexico, 1989, p.36

regulation of foreign investment and establishing the bases to promote private investment »¹⁷⁸.

Dès 1989 le Gouvernement mexicain autorise les entreprises étrangères à s'implanter en territoire mexicain en toute autonomie (malgré le fait que les entreprises mixtes de type Joint Ventures soient également permises) et permet la propriété privée :

“Article 36. The permit of the Ministry of Foreign Affairs is *not required* in order for companies to purchase real property in the national territory *outside of the restricted zone*”¹⁷⁹.

En définitive, il a été question dans cette partie de montrer comment dès 1989, alors que la crise débute à Cuba, le Gouvernement mexicain met en place une loi destinée à l'investissement étranger. Cette loi, conjointement avec la Constitution de 1917, offre plusieurs garanties aux investisseurs désirant s'implanter en territoire mexicain. Nous n'essayons pas, en comparant ces deux cas, de prouver qu'il fait bon s'implanter au Mexique, dès 1989, plutôt qu'à Cuba. Nous avons simplement tenté de montrer que sur certains points, tel que le salaire des employés, le droit à la propriété à des fins d'exploitation commerciale, ou encore les garanties en matière d'expropriation, les conditions semblent, de prime abord du moins, être plus avantageuses au Mexique en 1989, alors que l'investissement touristique à Cuba prend son envol. En d'autres termes, il nous a semblé que celui qui choisissait de s'implanter en territoire cubain risquait plus que son

¹⁷⁸ Ibid., p. 2

¹⁷⁹ Ibid., p. 19

homologue qui s'implantait en territoire mexicain et semblait être clairement sous l'emprise d'une discipline économique rigide et porteuse d'incertitude.

Cependant, chaque cas est différent : autant il a fallu attendre 1995 pour pouvoir assister à l'assouplissement de la discipline économique à Cuba, autant c'est dès 1993, et encore plus avec la ratification de l'ALÉNA, que le Mexique ouvre ses portes à l'investissement étranger en offrant des garanties légales. De plus, il est clair que chaque pays accueille l'investissement étranger avec une série de règles qui diffèrent et qui sont susceptibles d'accommoder un investisseur plus qu'un autre, c'est donc à ce dernier de choisir ce qui lui convient le mieux, selon les objectifs qu'il cherche à atteindre.

La conclusion que nous avons tirée de cette étude sur la discipline imposée aux investisseurs étrangers à Cuba, des témoignages des compagnies européennes implantées dans l'île et surtout, de la comparaison avec son voisin mexicain, est la suivante : dans la logique capitaliste de la maximisation du profit à tout prix, les entreprises qui se sont implantées au début des années 90 à Cuba se sont soumises à une discipline économique certaine et à une série de risques, imposées par les autorités du pays. Si cette discipline s'est assouplie avec le temps, il est clair qu'elle a accompagné l'investissement touristique à Cuba, et est apparue dès le début. Grâce à l'étude de l'évolution des réglementations et de l'amélioration des garanties en matière d'investissement au fil du temps, nous avons montré les risques propres à l'investissement étranger à Cuba dès 1988. En étudiant les plaintes des partenaires étrangers, et surtout en effectuant une comparaison avec le Mexique, nous avons montré les difficultés pour les FMN de s'implanter à Cuba, et les

risques inhérents à cette entreprise. Ces risques, cumulés au choix de s'implanter à Cuba plutôt qu'au Mexique, (entre autres), puis la réaction des partenaires, confirment que pour ces derniers, les risques sont grands : le fait de déroger à la règle et de ne pas se conformer aux diktats des autorités cubaines implique un risque énorme. Cette constatation vient confirmer notre hypothèse selon laquelle la discipline a effectivement accompagné l'essor donné au tourisme. C'est grâce à elle que l'État, dans sa structuration de l'industrie touristique, a réussi à conserver les acquis de la Révolution tout en permettant la croissance économique du secteur.

Conclusion

L'essor qu'a connu le tourisme à Cuba depuis la chute du Bloc Soviétique a fait l'objet de nombreuses analyses, mais peu d'analystes ont jugé pertinent de le considérer comme une menace au maintien du régime socialiste. Il nous a semblé important de nous questionner sur la manière dont le Gouvernement cubain avait géré ce secteur économique afin de pallier l'éventualité d'un renversement du Régime, éventuellement provoqué par la confrontation des travailleurs cubains à la réalité capitaliste introduite par les touristes, et par la présence de firmes multinationales sur le territoire cubain.

Dans un premier temps, nous avons montré comment le Gouvernement cubain actuel, dès son arrivée au pouvoir avait mis en place une panoplie d'institutions permettant d'assurer la discipline de sa population afin que cette dernière suive les politiques sociales et respecte l'idéologie en place. Par le biais d'institutions scolaires, et donc de la généralisation de l'éducation à l'échelle de la population cubaine, les autorités se sont assurées que les doctrines socialistes soient apprises, assimilées et suivies dès un très jeune âge. La formation de « l'Homme Nouveau », calquée sur le modèle prôné par le révolutionnaire Ernesto Che Guevara, se fit à l'échelle nationale et l'éducation des citoyens contribua à renforcer le respect de l'idéologie socialiste. De plus, par la mise en place d'un système de santé d'une qualité remarquable et de politiques sociales telles que la gratuité du logement et la sécurité sociale garantie par un emploi payé par l'État, le Gouvernement s'est assuré de contenter sa population fortement secouée par le régime de Batista, s'assurant ainsi de son obéissance.

Les grands discours sur la place publique et l'obligation d'y assister, renforcée par un contrôle des présences effectué par les Comités de Défense Révolutionnaire, furent multipliés afin de propager le plus possible l'idéologie en place. La propagande ainsi que la censure furent deux méthodes utilisées afin de maintenir cachée l'information qui aurait pu faire l'objet d'une remise en question par le peuple des politiques préconisées et imposées par le Gouvernement. La prise en otage des médias par les organes du Parti (radio, télévision, littérature, presse, etc.), pour filtrer et empêcher l'information à caractère capitaliste de s'infiltrer, contribua à renforcer cet endoctrinement idéologique à l'échelle du pays.

La création de comités, associations et entités chargées de maintenir la discipline et la surveillance jusqu'aux moindres régions rurales du pays parvint à réaliser un contrôle et une surveillance de tous les instants. L'encouragement de la dénonciation par les voisins et la surveillance continue exercée sur les citoyens dans toutes les sphères de leur vie, autant privée que publique, parvint à sceller cette tentative d'effectuer un contrôle généralisé sur les moindres faits et gestes des Cubains afin de s'assurer qu'ils ne dérogeraient pas aux règles imposées par le Régime.

Si, le cas échéant, une opposition quelconque ou un mouvement de dissidence se créait, les factions chargées de maintenir la paix et de punir les écarts de conduite, telles que les forces policières, paramilitaires et judiciaires, se chargeaient de punir le délit par l'emprisonnement systématique, ou l'exécution sommaire.

Nous avons ensuite montré comment, lors de la perte du partenaire soviétique, Cuba fut plongé dans une crise économique sans précédent pour ce Gouvernement : les autorités furent obligées de mettre en place un plan économique permettant au pays de se sortir de

cette « Période Spéciale en Temps de Paix ». L'essor fut alors donné au tourisme, et la multiplication des complexes hôteliers eut lieu rapidement. La preuve que la mise en place d'un secteur économique aussi fortement apparenté au capitalisme, qui plus est, amenant sur le territoire la présence de personnes fortement influencées par l'idéologie capitaliste, fut ensuite faite, par la description de ces complexes, et de leur mode de fonctionnement interne.

Le deuxième chapitre fit l'objet d'une recension des écrits d'un corpus littéraire ayant comme point commun l'analyse du pouvoir. La première partie de ce chapitre, exposant les diverses conceptions du pouvoir et de leur application au sein de régimes autoritaires et totalitaires embrigadant les esprits, fit l'objet d'une première critique de notre part : l'analyse de ces auteurs, mettant l'accent sur le concept de la terreur et de la répression, ne parvint pas à nous convaincre que ces grilles conceptuelles permettaient d'expliquer notre problématique et surtout l'application du pouvoir au sein du tourisme à Cuba.

Le second corpus littéraire étudié dans ce chapitre, celui d'une conception du pouvoir généralisée à toutes les sociétés et non uniquement celles sous l'emprise d'un dictateur, ne parvint pas non plus à nous convaincre de son utilité pour cette thèse, vu le caractère coercitif conféré à l'étude de la domination étatique. En effet, notre objet d'étude soulève la question suivante : comment l'État s'assure-t-il de préserver ses acquis malgré la menace qui pèse dans un cas bien particulier, celui du complexe hôtelier?

Il est clair que, la violence et la coercition ne faisant pas partie intégrante de l'administration du pouvoir sur les travailleurs cubains ou les firmes multinationales, ces analyses firent place à l'obligation d'étudier une toute autre littérature, celle de l'hégémonie. Les analyses de ces auteurs nous permirent d'apprécier l'importance du

consensus au sein de la population, intégrant l'idéologie prônée par le gouvernement comme étant *la* voie à suivre; cependant, le revers de la médaille, dans le concept d'hégémonie, est la présence toujours aussi importante de la répression, ce que l'on ne trouve pas au sein des complexes.

C'est l'étude de ces diverses conceptions du pouvoir qui nous permet d'échafauder notre cadre conceptuel, au troisième chapitre : les travaux de Michel Foucault sur le pouvoir et les outils conceptuels utilisés afin de montrer comment, au sein d'une société donnée, le pouvoir n'est pas l'apanage unique de l'État, nous permirent de mieux comprendre notre problématique.

En effet, l'opposition radicale entre dominants et dominés, présente dans la littérature étudiée au deuxième chapitre, ainsi que la définition du pouvoir comme n'appartenant pas à l'État, mais étant exercé par celui-ci, nous éclairent sur le cas du tourisme à Cuba : par une multiplicité de rapports de force que l'on retrouve à travers toute la société et qui est présente dans des institutions qualifiées de disciplinaires, telles que l'école, l'armée, l'hôpital et la prison, l'individu passe d'un « lieu d'enfermement » à l'autre et est assujéti à de nombreux rapports de force inhérents et propres à ces institutions.

Enfin, l'explication des concepts de gouvernementalité, de société disciplinaire, de contrôle, de panoptique, d'hétérotopie et d'omnipotence subordonnée (dans la caractérisation du Gouvernement Cubain) nous permet de solidifier la base, la grille conceptuelle facilitant la compréhension de notre objet d'étude.

Le quatrième chapitre consiste en la démonstration que les deux institutions disciplinant les individus, l'école et l'armée, furent tous deux adaptées à cette nouvelle menace afin que la discipline subsiste et soit appliquée. L'adaptation de l'école se fit par la

création d'écoles de tourisme et d'hôtellerie, dont l'enseignement, toujours basé sur l'idéologie socialiste et adapté aux spécificités et aux dangers du secteur, reproduit la discipline indispensable à la survie du Régime. De plus, l'armée, organisation ayant la capacité de renverser le Régime par son équipement, sa formation et son importance, a été chargée d'administrer le secteur et de transiger avec les partenaires étrangers : cette stratégie permet d'assurer, au sein des complexes, l'obéissance des travailleurs, qui se savent sous l'autorité de cet organe puissant.

De ce chapitre, il est possible de tirer une première conclusion : la discipline exercée par les institutions a permis de préserver l'ordre et l'obéissance chez les travailleurs, permettant alors un essor donné aux hétérotopies sécuritaire pour le Régime. Le pouvoir que l'on retrouve au sein de ces institutions, une fois adapté aux spécificités de la menace, est renforcé et reconduit. L'éducation des travailleurs cubains continue de se faire à l'école et une fois acceptés au sein de l'hétérotopie, ces travailleurs continuent à obéir et restent disciplinés par le mécanisme du panoptique, (en l'occurrence, la surveillance potentielle et à tous moments par un homme de l'armée ou d'une autre instance chargée de la surveillance au sein des complexes).

Le dernier chapitre vient sceller notre démonstration et s'attarde à l'étude des modes d'imposition de la discipline, cette fois appliqués aux entités capitalistes que sont les firmes multinationales. Nous avons pris soin tout d'abord d'exposer chronologiquement les différentes réglementations et garanties qui ont été mises en place par le Gouvernement afin d'assurer le bon fonctionnement du secteur. L'assouplissement progressif de ces contraintes juridiques imposées aux investisseurs étrangers, particulièrement marqué par la mise en place de la Loi 77 sur l'investissement, a contribué à montrer que la discipline

avait véritablement accompagné l'essor de l'industrie plutôt que d'en être la conséquence. En étudiant non seulement la résistance à cette discipline économique de la part des FMN en analysant leurs réactions, mais également en comparant le cas cubain au cas mexicain en matière d'investissement étranger (en prenant soin de comparer les périodes temporelles), nous avons pu sceller notre argumentation en montrant comment une véritable discipline économique à laquelle était soumise ces FMN accompagnait l'essor donné à ce secteur.

En définitive, cette thèse a permis de faire la lumière sur une problématique sur laquelle peu d'auteurs avaient jugé bon de se pencher. Le tourisme à Cuba est pourtant un exemple particulièrement marquant d'une situation où paradoxes et contradictions, de prime abord, peuvent être expliqués à travers une analyse foucauldienne, à notre avis particulièrement utile à la compréhension des diverses relations de pouvoir qui prévalent à l'heure actuelle. Ce travail permet donc d'ouvrir le débat sur une question qui a pourtant été mise de côté par les spécialistes contemporains : les contradictions inhérentes au secteur du tourisme à Cuba, et nous avons choisi de nous concentrer uniquement sur le cas des complexes hôteliers par souci de ne pas éparpiller la réflexion et de pénétrer en profondeur dans un aspect particulier de la question qu'il nous semblait important d'éclairer. Un débat théorique ainsi qu'ontologique mériterait d'être soulevé, puisque le tourisme à Cuba regorge de contradictions et de paradoxes.

À notre avis, une question en particulier mériterait d'être analysée. Nous avons brièvement soulevé la problématique de la recrudescence de la prostitution à Cuba, en parallèle avec l'essor des complexes hôteliers. Il serait intéressant d'élargir le débat et de ne pas s'arrêter à la simple constatation du phénomène, mais plutôt d'essayer d'en comprendre les implications économiques, politiques et sociales. Toujours d'après une grille d'analyse

foucauldienne, il serait probablement fort intéressant de tenter de comprendre les mécanismes disciplinaires et de contrôle à l'œuvre, car il nous semble que cette question va de pair avec ses analyses de l'utilisation des corps à des fins de politique.

En définitive, le débat est ouvert : les études cubaines gagneraient à adopter des positions moins traditionnelles et plus adaptées à l'étude des phénomènes politiques économiques et sociaux contemporains. La contribution de cette thèse, nous le souhaitons, permettra peut-être un tel exercice.

Bibliographie

- Aguirre, Benigno, "Social control in Cuba", in *Latin American Politics and Society*, 44, 2, summer, 2002, p. 67-98.
- Alphandery, Jean-Jacque, "Cuba, l'Autre Révolution Douze ans d'Économie Socialiste", Paris, Éditions Sociales, 1972, 285 p.
- Althusser, Louis, "Idéologie et Appareils Idéologiques d'État", dans *La Pensée*, Paris, Éditions Sociales, 1970, p. 9-21
- Angel, Miguel et Mauricio Font, eds., *Toward a New Cuba? Legacies of a revolution*, Boulder, Lynne Rienner, 1997, 244 p.
- Apostolopoulos, Yorghos et Dennis J. Gayle, eds, *Island Tourism and Sustainable Development, Caribbean, Pacific, and Mediterranean Experiences*, Westport, Connecticut, Praeger , 2002, 306 p.
- Arenas, Reinaldo, *Avant la nuit*, Paris, Julliard, 1992, p. 442
- Arendt, Hannah, *Le Système Totalitaire*, Paris, Seuil, 1972, p. 313
- Arendt, Hannah, *Du Mensonge à la Violence : Essais de Politique Contemporaine*, Paris, Calmann-Lévy, 1972, 261 p.
- Aureano, Guillermo R., *Michel Foucault : vers une Recréation de la Pensée Critique : Pouvoir, Fragmentation et Uniformisation*, Ottawa, Thèse : Université d'Ottawa, 1992, 131 p.
- Azicri, Max, *Cuba Today and Tomorrow: Reinventing Socialism*, Gainesville, University Press of Florida, 2000, 394 p.
- Azicri, Max, *Cuban Socialism in a New Century: Adversity, Survival and Renewal*, Max Azicri and Elsie Deal Eds., Gainsville, University Press of Florida, 2004, 363 p.
- Baklanoff, Eric N., "Expropriation of US Investments in Cuba, Mexico, and Chile", New York, Paeger Publishers, 1975, 170 p.
- Baloyra, Enrique A., *Conflict and Change in Cuba*, Baloyra Enrique A., James A. Morris Eds., Albuquerque, University of New Mexico Press, 1993, 347 p.
- Beaulieu, Alain, « Gouvernamentalité », dans *Abécédaire de Michel Foucault*, Leclercq Stéfan, dir., Éditions Sils Maria-Vrin, Belgique/France, 2004, 219 p.
- Burchardt Hans-Jurgen, « Contours of the future: the new social dynamics in Cuba », in *Latin American Perspectives*, issue 124, vol.29 no3, May 2002, p. 57-74

Burdeau, George, "Traité de Science Politique", tome 2, "L'État", Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1980, 577 p.

Cardoso, Eliana et Helwege, Ann, *Cuba after communism*, London England, Cambridge Massachusetts, MIT Press, 1992, 148 p.

Carner, Françoise, "Tourism Development Strategies and Successful Experiences in Central America and the Caribbean", in *Tourism and the least developed countries, Third United Nations Conference on the least developed countries*, Spain, 2001, p. 183-190

Castro, Fidel, *Bilan de la Révolution Cubaine, Rapport Central au Ier Congrès du Parti Communiste cubain*, Paris, François Maspero, 1976, 341 p.

Castro, Fidel, "Cuba, and the struggle against global poverty", in *Socialism and Democracy*, 14, 2, fall-winter, 2000, p. 1-25

Chilcote, Ronald H., "Introduction", in *The Cuban Revolution into the 1990s*, Centro de Estudios Sobre Americas eds, Boulder, Westview Press, 1992, 197 p.

Clancy, Michael, *The Globalization of Sex Tourism and Cuba: A Commodity Chains Approach*, Studies in Comparative International Development, Winter 2002, Vol.36, No 4, p. 63-88

Cohen, James et Moulin Civil, Françoise, dir., *Cuba sous le régime de la Constitution de 1940 : Politique, pensée critique*, Paris, L'Harmattan, 1997, 327 p.

Collectif "Cuba si! Castro no! », dans *Le Nouvel Observateur*, Dossier spécial, 27 février-5 mars 2003, p. 4-13

Collotti, Enzo, "L'État Totalitaire", dans *Revue d'Histoire de la Seconde Guerre Mondiale*, vol. 38, no 143, 1986, p.19-40

Cox, Robert, « Critical political economy », Cox Robert dir., in *International political economy: understanding global disorder*, Dakha University Press, 1995, p. 31-45

Cox Robert, *Approaches to world order*, Cox Robert et Sinclair Timothy eds., United Kingdom, Cambridge University Press, 1996, p. 85-123

Curtis, Michael, *Totalitarianism*, New Brunswick, New Jersey, Transaction Books, 1979, p. 128

Dahl, Robert, *L'Analyse Politique Contemporaine*, Paris, Éditions Robert Lafont, 1973, 260 p.

Deleuze, Gilles, *Foucault*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1986, 141 p.

Deleuze, Gilles, *Pourparlers*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1990, 249 p.

Díaz, Elena, Tania Caram y Esperanza Fernández, *Turismo y prostitución en Cuba*, Working Paper Series, La Havana, FLACSO, May 1996, 33 p.

Dolgoff, Sam, "The Cuban Revolution a Critical Perspective", Montreal, Black Rose Books Ltd, 1976, 198 p.

Dolores Espino, Maria, "Tourism in socialist Cuba", dans *Tourism marketing and management in the Caribbean*, Gayle, Dennis J. and Jonathan N. Goodrich Eds., London, Routledge, 1993, p. 100-110

Eckstein, Susan Eva, *Back to the future, Cuba under Castro*, Princeton, Princeton University Press, 1994, 286 p.

Eckstein, Susan Eva, "Dollarization and its discontents in a Post-Soviet Era", in *Back From The Future : Cuba under Castro*, New York, Routledge, 2003, 323 p.

Erisman, H. Michael, Kirk, John M eds, *Cuban Foreign policy confronts a new International Order*, Boulder and London, Lynne Rienner, 1991, 241 p.

Espinosa, Juan-Carlos, "Regime Crisis and the Reconstitution of Civil Society: Cuba in Comparative Perspective", in *Dissertation Abstracts International, A: The Humanities and Social Sciences*, 62, 11, May, 2002

Falcoff, Mark, *Cuba, the morning after : Confronting Castro's Legacy*, Washington, D.C., The American Institute for Public Policy Research, 2003, 290 p.

Fernandez, Damian, *Cuba: the politics of passion*, Austin, University of Texas Press, 2000, 172 p.

Foucault, Michel, *Surveiller et punir: naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975, 318 p.

Foucault, Michel, « La Volonté de savoir », *Histoire de la sexualité*, v.1, Paris, Gallimard, 1976, 211 p.

Foucault, Michel, « Power/Knowledge : Selected Interviews and Other Writings, 1972-1977 », Gordon Colin ed., New York, Pantheon Books, 1981, 270 p.

Foucault, Michel, Sécurité, *Territoire, Population : Cours au Collège de France. 1977-1978*, Paris, Hautes Études, Seuil, Gallimard, 2004, 435 p.

Friedrich, Carl J., et Zbigniew Brzezinski, *Totalitarian Dictatorship and Autocracy*, New York, Praeger Publishers, 1966, p. 439

Gill, Stephen, "Epistemology, Ontology and the Italian School", in *Gramsci, historical materialism and international relations*, Gill Stephen dir., New York, Cambridge University Press, 1993, p. 21-48.

Gott, Richard, *Cuba, a New History*, New Haven, Yale University Press, 2004, 400 p.

Gramsci, Antonio, *Selections from the Prison Notebooks of Antonio Gramsci*, Quintin Hoare and Geoffrey Nowell Smith Eds., New York, International Publishers, 1971, 483 p.

Halebsky, Sandor and John Kirk eds, *Cuba in transition, Crisis and transformation*, Boulder, Westview Press, 1992, 244 p.

Hall, Colin Michael, *Tourism and Politics, Policy power and place*, Chichester, John Wiley and Sons, 1994, 238 p.

Halperin, Maurice, *Return to Havana : the decline of Cuban Society under Castro*, Nashville, United States, Vanderbilt University Press, 1994, 200 p.

Hardt Michael, Negri, Antonio, *Empire*, Paris, Exile, 2000, p. 47-69.

Hendrix, Steven, "Cuban Expropriation Legislation in the Latin American Context" , in *Development Policy Review*, vol. 16, issue 2, 1998, p.189-196

Hobden, Stephen and Richard Wyn Jones, « Marxist Theories of International Relations », dans *Critical Theory and World Politics*, Richard Wyn Jones ed., Boulder London, Lynne Rienner Publishers, 2001, 259 p.

Hoffman, Bert, *The Politics of the Internet in Third World Development: Challenges in Contrasting Regimes with Case Studies of Costa Rica and Cuba*, New York, Routledge, 2004, 321 p.

Holloway, Christopher J., *The business of tourism*, Essex, Pearson Education, 2002, 404 p.

Horowitz, Irving Louis et Jaime Suchlicki eds, *Cuban Communism*, 9th Edition, New Brunswick, New Jersey, Transaction Publishers, 1998, 894 p.

Horowitz, Irving Louis et Jaime Suchlicki, eds., *Cuban Communism*, 10th edition, New Brunswick, New Jersey, Transaction Publishers, 2001, 901 p.

Horowitz, Irving Louis et Jaime Suchlicki, eds., *Cuban Communism*, 11th edition, New Brunswick, New Jersey, Transaction Publishers, 2003, 735 p.

Jatar-Hausman, Ana, *The Cuban Way: capitalism, communism and confrontation*, West Hartford, Connecticut, Kumarian Press, 1999, 161 p.

Jessup, Jay M. and Jessup, Maggie M., *Doing business in Mexico*, Rocklin, Prima Publishing, 276 p.

Jorge Antonio, Cruz, Robert David, "Foreign Investment Opportunities in Cuba: Evaluating the Risks", in *Investing in Cuba : Problems and Prospects*, Suchlicki, Jaime and Antonio Jorge eds., Coral Gables, United States, Transaction Publishers, 1994, p.17-36

Knowles, Tim, Diamantis Dimitrios et Joudallah Bey El-Mourhabi, eds., *The globalization of tourism and hospitality: a strategic perspective*, Trowbridge, United Kingdom, Cromwell Press, 2001, 259 p.

Leiner Marvin, « Les principaux changements dans l'Éducation », dans *Cuba : Chemin Ouvert*, Barkin, David et Nita R. Manitzas eds., Mexico, Impreso en Grafica panamericana, 1973, 343 p.

Lewis, Oscar, Ruth Lewis and Susan M. Rigdon, *Living the Revolution: Neighbors, an Oral History of Contemporary Cuba*, Chicago, University of Illinois Press, 1978, 581 p.

Linger, Eloise and Cotman, John eds, *Cuban Transitions at the millennium*, Largo, Maryland, International Development options, 2003, 387 p.

Linz, Juan J., *Totalitarian and Authoritarian Regimes*, Boulder, Colorado, Lynne Rienner Publishers, 2000, 343 p.

Machover, Jacobo, "Cuba Totalitarisme Tropical, Paris, Buchet Chastel, 2004, 164 p.

Mann, Michael, "The sources of Social Power", Volume 1, New York, Cambridge university Press, 1986, 549 p.

Mesa-Lago, Carmelo, *The Economy of Socialist Cuba, a Two Decade Appraisal*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1981, 235 p.

Mesa Lago, Carmelo, "Cuba's Raft Exodus of 1994: Causes, settlements, Effects, and Future", in *North South Center*, University of Miami, no12, 1995, 29 p.

Mes-Lago, Carmelo, *Market, Socialist and Mixed Economies : Comparative Policy and Performance, Chile, Cuba and Costa Rica*, Baltimore, Maryland, The Johns Hopkins University Press, 2000, 707p.

Mills, Charles Wright, "The Power Elite", New York, Oxford University Press, 1957, 423 p.

Miguel Angel Centeno, Mauricio Font, eds., *Toward a New Cuba? Legacies of a Revolution*, Boulder, Colorado, Lynne Rienner, 1997, 245 p.

Ministry of Trade and Industrial Promotion, *Regulations of The Law to Promote Mexican Investment and to Regulate Foreign Investment*, Mexico, Paseo de la Reforma, 1989, 53 p.

Monreal, Pedro, "Cuba: The Challenges of Being Global and Socialist... at the Same Time", in *Socialism and Democracy*, 15, 1, spring-summer, 2001, p. 5-21.

Mora, Franck O., "A Comparative Study of Civil-Military Relations in Cuba and China: The Effects of Bingshang", in *Armed Forces and Society*, Winter 2002, 24 p.

Mosca, Gaetano, "The Ruling Class", New York, McGraw-Hill Book, 1939, 514 p.

Nations Unies, *Annuaire statistique*, CEPAL, 1999-2002

Neumann, Franz, « Béhémot. Structure et pratique du National-Socialisme », Paris, Fayot, 1942, 595 p.

Nicol, Heather N., *The geopolitical discourse of Helms-Burton, in Canada, the U.S. and Cuba : Helms-Burton and its aftermath*, Kingston, Martello Papers, 1999, p. 93-111

Ocasio, Rafael, "Gays and the Cuban Revolution: The Case of Reinaldo Arenas", in *Latin American Perspectives*, Issue 123, vol. 29, no 2, march 2002, p.78-98

Oppenheimer, Andres, *Castro's Final Hour. The Secret Story Behind the Coming Downfall of Communist Cuba*, New York, Simon and Shuster, 1992, 461 p.

Pareto, Vilfredo, *Traité de Sociologie Générale*, Genève, Librairie Droz, 1968, 1818 p.

Pérez-Lopez, Jorge F., *Cuba's second economy: from behind the scenes to center stage*, New Brunswick, New Jersey, Transaction Publishers, 1995, 221 p.

Pérez Jr., Louis A., *Cuba: Between Reform and Revolution*, 2nd Edition, New York, Oxford University Press, 1995, p.349

Pérez, Louis A., *On Becoming Cuban: identity, nationality, and culture*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1999, 579 p.

Perry, Joseph M., Jeffrey W. Steagall and Louis A. Woods, "Cuban Tourism, Economic Growth, and the Welfare of the Cuban Worker, in *Cuba in Transition*, Vol. 7, ASCE, 1997, p.141-149

Preeg, Ernest H., *Cuba and the New Caribbean Economic Order*, Washington D.C., Center for Strategic and International studies, 1993, 94 p.

Ramonet, Ignacio, *Géopolitique du chaos*, Paris, Gallimard, 2000, 160 p.

Richard Michel , *Les Doctrines du Pouvoir Politique; du Totalitarisme à la Démocratie*, Lyon, Chronique Sociale, 1986, 187 p.

Ritter, Archibald R.M., “The Economic Development of Revolutionary Cuba, Strategy and Performance”, New York, Praeger Publishers, 1974, 373 p.

Ritter, Archibald R. M. and Kirk, John M. eds, *Cuba in the International System: normalization and Integration*, New York, St-Martin’s Press, 1995, 294 p.

Ritter, Archibald, “Cuba’s economic reform process 1998: through paralysis to renewal”, Ottawa, Norman Paterson School of International Affairs, March 1998, 30 p.

Ritter, Archibald et Nicholas Rowe, “Cuba: from “Dollarization” to “euroization” or “peso reconsolidation”?”, in *Latin American Politics and society*, 44:2, 2002, p. 99-123

Sauvage, Léo, *Autopsie du Castrisme*, Paris, Flammarion, 1962, 348 p.

Schwartz, Rosalie, *Pleasure Island: Tourism and Temptation in Cuba*, Lincoln and London, University of Nebraska Press, 1997, 239 p.

Seiglie, Carlos, “Cuba’s road to serfdom”, in *Cato Journal*, vol. 20 no3, winter 2001,

Seers, Dudley, « Cuba: The Economic and Social Revolution”, Westport, Connecticut, Greenwood Press Publishers, 1975, 432 p.

Smith Wayne S., Ferro-Clerico Lilia, “The US trade embargo”, in *Subject to Solution Problems in Cuban-U.S. relations*, , eds. Wayne Smith and Esteban Morales Dominguez, Boulder and London, Lynne Rienner, 1988 , 158 p.

Theobald, William F., ed., *Global Tourism*, Oxford, Butterworth-Heinemann, 1998, 503 p.

Traverso, Enzo, (Textes choisis et présentés par), *Le Totalitarisme: le XXe siècle en débat*, Paris, Seuil, 2001, 923 p.

Travieso-Diaz, Matias F., *The laws and Legal System of a Free-Market Cuba*, Westport Connecticut, 1997, 216 p.

UNESCO, “Rapport Mondial de Suivi sur l’Éducation pour Tous : le Monde est-il sur la Bonne Voie?”, Paris, Éditions Unesco, 2002, 319 p.

Uriarte-Gastón, Miren, “Social Policy Responses to Cuba's Economic Crisis of the 1990s”, in *Cuban Studies*, vol. 35, 2004, p.105-136

Vacances TMR : Grossiste canadien Vacances Tours Mont-Royal, Brochure Promotionnelle, Saison 2004-2005, 242 p.

Weber, Max, "Économie et Société", vol. 1, Plon, 1971, 410 p.

Weber, Max, "Le savant et le Politique", Paris, Plon, 1959, 183 p.

Wyn Jones, Richard, « Introduction : Locating Critical International Relations Theory », dans *Critical Theory and World Politics*, Richard Wyn Jones ed., Boulder London, Lynne Rienner Publishers, 2001, 258 p.

Sites Internet

Algérie D-Z :

www.algerie-dz.com

Amnistie International:

<http://efai.amnesty.org/>

Berkeley Graduate School of Journalism:

<http://journalism.berkeley.edu>

Brises :

<http://www.brises.org>

Cato journal :

www.cato.org

Centre d'Études Internationales et Mondialisation (CEIM) :

<http://www.er.uqam.ca/nobel/ceim/>

Center for a Free Cuba:

www.cubacenter.org

Commission Nationale Mexicaine sur le Salaire Minimum:

http://web2.senasica.sagarpa.gob.mx/xportal/sen/qesen/Doc1735/RESOLUCION_Consejo_de_Representantes_de_la_Comision_Nacional_de_los_Salarios_Minimos_1enero2005.pdf

Constitution Mexicaine :

<http://info4.juridicas.unam.mx/ijure/fed/9/124.htm?s>

Cuban Trip:

<http://cubantrip.cu>

Club Med :

www.clubmed.fr

École de Cienfuegos :

<http://www.ehtcf.co.cu>

École de l'Île de la Jeunesse :

www.ehtij.co.cu

École de Santiago :

<http://www.granhotelstgo.cu/hotel-escuela.htm>

École de Varadero :

<http://varaix.mit.tur.cu/>

Encyclopédie Encarta:
fr.encarta.msn.com

Encyclopédie Wikipédia:
www.wikipedia.org

FAR : Site officiel des Forces Armées Révolutionnaires cubaines:
http://www.cubagob.cu/otras_info/minfar/colegio/prepar_defensa.htm#preparacionecon

Foucault : Hétérotopies (réf. Club Med)
<http://foucault.info/documents/heteroTopia/>

Gazette officielle de Cuba :
www.gacetaoficial.cu

Groupe Sol Melia :
www.solmelia.com

Holland and Knight Law:
<http://www.hklaw.com>

Institut Lexington
<http://www.lexingtoninstitute.org/default.asp>

Le Monde Diplomatique :
www.monde-diplomatique.fr

Loi 77 (investissement étrangers) :
<http://www.embacubalebannon.com/law77.html#Cap1>

Loi mexicaine sur l'Investissement Étranger :
<http://www.cddhcu.gob.mx/leyinfo/pdf/44.pdf>

Luxner News :
www.luxner.com

Magazine Hotel Mag :
www.hotelmag.com

Ministère du Tourisme à Cuba :
http://www.cubagov.cu/des_eco/turismo.htm

Mission économique Française :
<http://www.missioneco.org>

Multitudes :

<http://multitudes.samizdat.net/>

Parti Communiste de Turquie :

<http://www.tkp.com>

Presse Cubaine Indépendante: Cubanet

www.cubanet.org

Radio Revolution:

<http://www.cmkc.co.cu/>

Salaires Minimum Mexique :

http://www.sat.gob.mx/sitio_internet/asistencia_contribuyente/informacion_frecuente/salarios_minimos/

Secrétariat de l'ALÉNA :

http://www.nafta-sec-alena.org/DefaultSite/index_f.aspx?DetailID=302

Site officiel du Ministère de l'investissement étranger et de la coopération économique :

www.minvec.cu

The Cuban American Foundation:

www.canf.org

Trinity University :

<http://www.trinitydc.edu>

Union des juristes de Cuba :

<http://www.uniondejuristasdecuba.cu>

University of Texas:

<http://lanic.utexas.edu>

US-Cuba trade and Economic Council:

www.cubatrade.org/eyeonz7.html